



# **RAPPORT**

du

## **TRIBUNAL CANTONAL**

de l'Etat de Fribourg

sur l'administration de la justice  
pour l'exercice

**2002**

---

# **RECHENSCHAFTSBERICHT**

des

## **KANTONGERICHTES**

des Staates Freiburg

über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden  
im Jahre

**2002**



## SOMMAIRE / INHALTSÜBERSICHT

	page / Seite
• <b>Partie générale</b>	5 ss
• <b>Allgemeiner Teil</b>	21 ff.
• <b>Partie statistique / Statistischer Teil</b>	
A. <b>Tribunal cantonal / Kantonsgericht</b>	39 ss / 39 ff.
B. <b>Ministère public / Staatsanwaltschaft</b>	74 / 74
C. <b>Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte</b>	75 ss / 75 ff.
D. <b>Juges d'instruction / Untersuchungsrichter</b>	95 ss / 95 ff.
E. <b>Justices de Paix / Friedensgerichte</b>	98 ss / 98 ff.
F. <b>Chambre pénale des mineurs / Jugendstrafkammer</b>	102 ss / 102 ff.
G. <b>Préfectures / Oberämter</b>	110 ss / 110 ff.
• <b>Règlements, circulaires, directives et recommandations / Reglemente, Rundschreiben, Richtlinien und Empfehlungen</b>	113 ss / 113 ff.



# AU GRAND CONSEIL

## du canton de Fribourg

---

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux art. 64 de la Constitution du canton de Fribourg et 94 de la loi d'organisation judiciaire (LOJ), nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport annuel sur l'administration de la justice dans le canton.

## **1. Considérations générales**

### ***1.1. Relations entre les autorités***

**a)** Comme suite à la demande qu'il avait adressée, le Tribunal cantonal a été reçu par la Commission de justice le 17 avril 2002. Cette première rencontre a été l'occasion de débattre de questions générales telles que les rôles de la Commission de justice et du Tribunal cantonal comme autorité de surveillance ainsi que les relations entre les deux autorités, l'information du public, en particulier dans les affaires sensibles et médiatiques, ou l'instauration éventuelle d'un organe de médiation ou de communication entre les tribunaux et les justiciables. Elle a aussi permis de répondre à certaines questions particulières. Elle a surtout démontré l'importance de la communication entre les deux autorités, sans préjudice de leur indépendance respective. La proposition du Tribunal cantonal d'institutionnaliser une rencontre annuelle avec la Commission de justice ainsi que chaque fois que celle-ci le jugera nécessaire à l'accomplissement de sa tâche, a dès lors été adoptée.

Une deuxième rencontre a eu lieu le 20 novembre 2002. Elle a permis de donner des explications sur la pétition de Monsieur le Député Nicolas Bürgisser relative à l'affaire de la Caisse d'épargne et de prêts de Bösinggen, désormais renvoyée devant le Tribunal pénal économique qui siègera en automne 2003. Le thème de l'allongement de la durée des procédures civiles et pénales a aussi été abordé. Le Tribunal cantonal a constaté ces dernières années lors de ses inspections annuelles qu'en matière civile, trop de causes sont suspendues trop longtemps (même avec l'accord des parties) pour des motifs non prévus par la loi. Pour ce qui est de l'instruction pénale, le Tribunal cantonal retient quatre facteurs possibles de ralentissement : l'ouverture de l'enquête en l'absence de soupçons suffisants; la défense des intérêts purement civils par le détour du juge d'instruction; les expertises psychiatriques, dont la multiplication rend difficile la recherche de psychiatres compétents et disponibles; les plaintes abusives ou de provocation et les demandes de récusation. Sur ce dernier point en particulier, les plaintes des justiciables contre les juges, y compris les juges d'instruction, qui ne leur ont pas donné raison augmentent; il en va de même des plaintes des pupilles contre les tuteurs qui n'ont pas accepté une de leurs demandes. Ces plaintes sont très souvent mal fondées. Elles créent une situation pénible pour la personne visée. Elles sont aussi parfois déposées pour fonder une demande de récusation et paralyser ainsi l'appareil judiciaire. Comme relevé dans le Rapport pour l'exercice 2001 (p. 8), le législateur doit mettre à la disposition du juge les instruments lui permettant de contrer de tels procédés. Pour le reste, l'idée de prévoir, avant la présentation du rapport sur l'administration de la justice au Grand Conseil, une "heure des questions" pour les députés qui souhaiteraient demander au Tribunal cantonal des explications sur certains points relevant de l'administration de la justice, a reçu un accueil diversifié. Enfin, de l'avis de la Commission de justice, la bonne direction a été choisie pour l'information du public dans l'affaire Savioz.

**b)** Le Conseil d'Etat, sur proposition de son président, et le Tribunal cantonal se sont rencontrés le 8 juillet 2002. Deux thèmes avaient été inscrits à l'ordre du jour : l'un consacré aux causes possibles de l'incompréhension que peuvent engendrer les décisions judiciaires et aux remèdes éventuels qui peuvent y être apportés; l'autre avait trait aux compétences, au contrôle et à la responsabilité des autorités judiciaires pour des décisions qui ont des incidences budgétaires importantes.

Sur le premier thème, la discussion a permis de mettre en évidence les efforts consentis pour rendre plus accessible la lecture des décisions judiciaires (rédaction plus simple; suppression des citations latines ou dans une langue étrangère à celle de la décision; explications données par les greffiers), mais aussi la difficulté de faire comprendre à certaines personnes que le débat judiciaire obéit à des règles, de procédure notamment (le respect des délais par exemple), qui s'imposent à tous les justiciables pareillement. L'opinion a prévalu qu'il fallait poursuivre les efforts entrepris, mais qu'il n'y avait pas lieu en l'état de mettre en place un nouvel organe d'information ou de communication, encore moins de médiation au sens propre du terme ou un ombudsman, car ces institutions ne sont guère compatibles avec le fait que la décision judiciaire définitive ne se prête plus à la négociation.

Sur le second thème, il a particulièrement été question des frais d'expertise. En matière pénale, il est difficile de renoncer à des expertises psychiatriques vu la jurisprudence en la matière et les exigences de la CEDH et exclu de faire jouer la concurrence en raison de la pénurie d'experts disponibles. Avant d'engager une expertise, par exemple économique, très coûteuse, il serait en revanche opportun de bien circonscrire le mandat, éventuellement de prendre la décision en collège (par exemple trois juges) et de négocier un tarif forfaitaire. Cette question a perdu de son actualité en raison de la présence d'un conseiller économique à l'Office des juges d'instruction. En matière civile, les parties doivent avancer les frais d'expertises, sous réserve de l'assistance judiciaire. En dehors de ces cas, il n'y a pas d'économies à réaliser pour l'Etat. Les tribunaux sont toutefois sensibles à une gestion économique des deniers publics et vigilants sur ce point.

### ***1.2. Appel au peuple et les affaires Conus et Savioz***

a) La justice et les autorités ont été plusieurs fois prises à partie par Monsieur Daniel Conus et l'association "Appel au peuple" qui le soutient. Pour tenter de donner une réponse à Monsieur Conus qui clamait sa totale perte de confiance en les autorités judiciaires de son canton, et à titre d'expérience, le Conseil d'Etat, d'entente avec le Tribunal cantonal, a offert aux époux Conus la possibilité de régler les conséquences de leur divorce avec l'aide de deux médiateurs expérimentés, extérieurs au canton. "Malgré plusieurs entretiens tant individuels que collectifs et un investissement important de chacun, les conditions nécessaires à un accord n'ont pu être réunies", selon le constat des médiateurs.

Après l'échec de cette médiation, Monsieur Conus a été reçu deux heures durant par le Président du Gouvernement, le Conseiller d'Etat Directeur de la justice et le Président du Tribunal cantonal. Un procès-verbal de cet entretien a été tenu par le Conseiller juridique de la direction de l'intérieur et de l'agriculture. Monsieur Conus a eu l'occasion d'exprimer son point de vue sans restriction et des explications lui ont été données sur le fonctionnement du système judiciaire.

**b)** Le Tribunal cantonal a examiné l'ensemble des dossiers concernant Madame Birgit Savioz. Il a prêté une attention particulière aux griefs formulés en public par celle-ci. Au terme d'un rapport circonstancié adressé au Grand Conseil et rendu public, le Tribunal cantonal a constaté que les faits contenus dans les dossiers n'étaient pas les critiques émises.

**c)** Le Président du Tribunal cantonal a été abordé par le président de l'Association "Appel au peuple" à propos de la délivrance d'un certificat de travail ne portant que sur la nature et la durée des rapports de travail, à l'exclusion de toute appréciation sur la qualité du travail et la conduite de la collaboratrice d'un tribunal d'arrondissement dont l'engagement avait pris fin le 31 décembre 1998. Il a constaté que la collaboratrice en question avait été renvoyée pour justes motifs par décision du Conseil d'Etat du 1<sup>er</sup> septembre 1998 en raison d'une altération irrémédiable de la confiance nécessaire à l'exercice de sa fonction. Il a dès lors répondu à l'intervenant que ce fait ne pouvait être passé sous silence en considération du principe de vérité auquel doit obéir le certificat de travail. La question avait du reste déjà été discutée et résolue par les parties à l'époque dans le sens d'un certificat de travail limité à la nature et à la durée des rapports de travail (art. 49 LStP et 330a CO).

### **1.3. Formation et information-s**

**a)** Les juges et deux greffiers du Tribunal cantonal ont participé le 31 mai 2002 à une journée de formation portant sur les relations écrites et orales avec les médias.

Après l'adoption du Règlement sur l'information du public en matière pénale en 2001, le Tribunal cantonal a poursuivi en 2002 sa réflexion sur la mise en œuvre d'une politique d'information en matière judiciaire, tenant compte du souci de transparence affirmé par l'Etat et du développement



des médias, mais aussi et en premier lieu du droit des justiciables au respect de leur sphère privée.

Le Président du Tribunal cantonal a donné trois interviews à des journalistes de la presse écrite et audio-visuelle.

Le site internet du Tribunal cantonal "[www.fr.ch/tc](http://www.fr.ch/tc)" a été publié la première fois le 10 juin 2002. Le site donne accès à certains arrêts susceptibles d'intéresser le public et les autorités. A côté d'informations générales sur le Tribunal cantonal, le site propose des liens vers des sites intéressant les juristes. Y figurent également les règlements et circulaires du Tribunal cantonal et des sections, le rapport annuel sur l'administration de la justice dans le canton et les communiqués de presse, ainsi qu'une présentation des tribunaux d'arrondissements.

**b)** D'entente avec le Tribunal cantonal, la Conférence des préposés aux poursuites et faillites du canton de Fribourg a mis sur pied une formation destinée aux collaborateurs des Offices des poursuites et de l'Office cantonal des faillites. D'une durée de deux ans, celle-ci porte sur le droit civil, le droit des obligations et la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite.

Les premiers cours, donnés en 2001 et 2002, ont été animés par Madame Aline Crausaz, licenciée en droit à l'Université de Fribourg, Messieurs Olivier Chollet, Roger Page et Pascal Lauber, tous trois porteurs du brevet vaudois de capacité de préposé aux poursuites et faillites. La session d'examens a eu lieu à la fin de l'année 2002. Dix-sept candidats ont subi ceux-ci avec succès et obtenu le certificat de formation de collaborateur aux poursuites et faillites.

**c)** Le 14 juin 2002, les délégués de quatre cantons romands et du Tessin se sont réunis à Lausanne pour étudier la mise en place d'une formation romande préparant à la fonction de préposé aux poursuites et faillites. Cette formation pourrait débuter en 2004 au plus tôt.

**d)** De plus en plus souvent, les cantons sont amenés à unir leurs efforts pour assumer des tâches communes. C'est ainsi que le Tribunal cantonal a donné une réponse positive à une consultation concernant la création d'un Tribunal fédéral des brevets de première instance, avec une extension de compétence à l'ensemble du droit de la propriété intellectuelle et du droit de la concurrence.

e) Au chapitre de la collaboration intercantonale, on peut signaler l'existence d'un groupe de travail, réunissant les cantons romands et le Tessin, chargé d'étudier la mise en place d'une structure commune permettant d'accueillir des mineurs astreints à une détention préventive (de plus de 14 jours) et après jugement.

## 2. Le Tribunal cantonal

### 2.1. Commentaire de la statistique

#### a) En général

Le nombre des affaires enregistrées a augmenté de 6% par rapport à l'année précédente (2002: 1399; 2001: 1320). La Chambre pénale et son président ont enregistré la plus forte hausse, soit 23% (2002: 1017; 2001: 828). Les affaires enregistrées au rôle de la II<sup>e</sup> Cour d'appel civil ont augmenté de 9,5% (2002: 138; 2001: 126). Ont par contre connu une diminution des affaires enregistrées : la Cour d'appel pénal : 18,75% (2002: 65; 2001: 80); la I<sup>e</sup> Cour d'appel civil : 15,5% (2002: 60; 2001: 71) et la Chambre des poursuites et des faillites : 10% (2002: 115; 2001: 128).

Grâce à la gestion informatique des dossiers, le Tribunal cantonal est en mesure d'indiquer pour la première fois le temps qui s'écoule en moyenne entre l'enregistrement et le jugement des causes. Pour les affaires jugées en 2002 par les sections indiquées ci-dessous, la situation est la suivante :

	1 à 30 jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I <sup>e</sup> Cour d'appel civil	1	12	12	21	11	6
II <sup>e</sup> Cour d'appel civil	31	52	34	12	1	0
Cour d'appel pénal	3	8	10	37	8	1
Chambre pénale	82	77	50	33	6	0

Les différences constatées dans le rythme de traitement dépendent de la nature des causes, selon qu'elles sont soumises à la procédure ordinaire, accélérée, sommaire ou gratuite, attribuées aux diverses sections. Cette approche statistique ne tient pas compte du fait que certaines causes n'ont pas pu être traitées plus rapidement en raison d'un motif de suspension (p. ex. art. 207 LP ou décision sur demande AI). Enfin, le principe de célérité, s'il constitue un objectif important, ne saurait reléguer au second plan la réflexion qui doit présider à l'œuvre de justice. Il reste que, pour les quatre principales sections du Tribunal cantonal confondues, 475 affaires sur 508 (soit 94 % des causes) sont jugées au plus tard dans l'année qui suit leur enregistrement.

La charge de travail du Tribunal cantonal et de ses diverses sections reste très importante. Le concours des juges suppléants a été sollicité en cas de récusation des juges cantonaux. Dans cinq affaires, une section composée exclusivement de juges suppléants a été constituée en raison de la récusation de tous les juges cantonaux.

S'agissant de la récusation des membres des autorités soumises à surveillance, renvoi soit à la partie statistique (let. A ch. 11).

### ***b) Surveillance des autorités judiciaires et des avocats***

Le Tribunal cantonal a reçu cinq plaintes, dont trois ont été dirigées contre un président de tribunal, une contre un juge de paix et une contre un juge cantonal. Dans ce dernier cas, le Tribunal cantonal a laissé le soin au plaignant de s'adresser au Président du Grand Conseil (art. 113 al. 1 LOJ) s'il s'y estimait fondé. Les autres plaintes ont été classées en application de l'art. 114bis LOJ. Le Tribunal cantonal n'a pas eu à intervenir dans une contestation entre un préfet et son lieutenant, la demande d'intervention ayant été retirée par les intéressés d'entente entre eux.

Le Tribunal cantonal a en outre traité une plainte contre un avocat; il n'a pas ouvert d'enquête et a classé la plainte après avoir pris des renseignements.

## **2.2. Inspections annuelles du Tribunal cantonal**

Conformément à la loi (art. 97 al. 2 LOJ), le Tribunal cantonal a inspecté tous les greffes des tribunaux d'arrondissement et des chambres des tutelles, ceux des tribunaux des baux, celui de l'Office des juges d'instruction et de la Chambre pénale des mineurs, ainsi que tous les secrétariats des préfectures. Il a inspecté la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance ainsi que les greffes des justices de paix (art. 7 LOT) où il y avait eu un changement du juge de paix ou du greffier au cours des douze derniers mois, ainsi qu'un certain nombre d'autres greffes de justices de paix selon le rythme quadriennal adopté depuis un certain nombre d'années déjà. Le Tribunal cantonal a en outre inspecté l'Office cantonal des faillites et tous les Offices de poursuites (art. 14 LP et 13 LELP), de même que, pour la dernière fois en 2002, les bureaux du registre du commerce (art. 5 de la loi du 2.2.1938). Pour l'an 2002, cela a représenté au total 41 inspections réparties sur 20 journées.

Le Tribunal cantonal a consacré sa séance plénière du 28 novembre 2002 à l'examen des rapports d'inspection. Dans quelques cas - peu nombreux -, les juges inspecteurs ont constaté des retards injustifiés. Ils ont pris les dispositions nécessaires pour que les intéressés y remédient et pour que le Tribunal cantonal en soit informé, au besoin dans le cadre d'une inspection complémentaire. Reste à préciser que la surveillance du Tribunal cantonal se limite au bon fonctionnement des autorités qu'il inspecte et au respect des règles qui y président, sans préjudice de l'indépendance du jugement qui est l'apanage du magistrat.

Le résultat et les conséquences à tirer de ces inspections sont mentionnés ci-dessous en rapport avec chaque autorité.

## **2.3. Personnel**

L'engagement d'un greffier supplémentaire, appelé de ses vœux par le Tribunal cantonal dans son Rapport pour l'exercice 2001 (p. 12), a pu se réaliser au début de cette année grâce au transfert d'un poste.

En date du 13 décembre 2002, M. Tarkan Göksu, greffier adjoint, a obtenu son doctorat en droit de l'Université de Fribourg, avec la mention "summa cum laude".

### **3. Les Tribunaux d'arrondissement**

#### ***a) En général***

Le volume des affaires civiles reste stable. Le nombre des mesures protectrices de l'union conjugale a encore progressé (cf. Rapport pour l'exercice 2001, p. 6, ch. 1.2 let. a), cette fois de 35% par rapport à l'année 2001 (2002: 191; 2001: 142). Le nombre des causes pénales relevant du tribunal pénal a augmenté de 20% par rapport à l'an 2001, tandis que le nombre des procédures devant le juge de police est resté stable.

La charge de travail des tribunaux reste importante.

#### ***b) Tribunal de l'arrondissement de la Sarine***

Les présidents du tribunal pénal Pierre-Emmanuel Esseiva et Nicolas Ayer se sont répartis l'essentiel des dossiers enregistrés en 2002, le président André Waeber ayant consacré la majeure partie de son temps aux affaires du Tribunal du Lac et du Tribunal pénal économique.

M. Peter Rentsch, vice-président en charge des affaires de langue allemande, relève, comme il l'a déjà fait pour l'exercice 2001 (cf. Rapport pour cet exercice, p.13), que le tribunal doit être doté de tout le personnel de langue allemande nécessaire, car les collaborateurs du Tribunal d'arrondissement de la Singine sont déjà très chargés.

Une commission informatique a été créée au sein du tribunal.

Le tribunal a emménagé dans ses nouveaux locaux en septembre 2002. Le registre du commerce cantonal le suivra au mois de juillet 2003.

#### ***c) Tribunal de l'arrondissement de la Singine***

La situation est restée très tendue en 2002 (cf. Rapports pour les exercices 2000, p. 11, et 2001, p. 13). Les présidents constatent que le traitement des affaires et leur assignation ainsi que la rédaction des jugements connaissent d'importants retards, qui ne pourront pas être résorbés dans un proche avenir.

Le président Reinold Raemy a dû consacrer un temps non négligeable aux trois causes pénales dont le Tribunal cantonal l'a chargé en qualité de juge d'instruction remplaçant à la suite de la récusation des juges d'instruction ordinaires.

Le président Peter Rentsch fonctionne comme second vice-président de langue allemande de la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002.

***d) Tribunal de l'arrondissement du Lac***

Le président Markus Ducret, chargé en 2002 de trois nouvelles enquêtes pénales par le Tribunal cantonal à la suite de la récusation des juges d'instruction alémaniques, a pu en clôturer deux.

M. Jean-Luc Baechler, président du Tribunal de la Broye, a été élu vice-président.

***e) Tribunal de l'arrondissement de la Glâne***

A la suite de la centralisation du registre du commerce, le poste de la greffière adjointe à 50% en charge des affaires du registre a été supprimé.

***f) Tribunal de l'arrondissement de la Broye***

Les travaux de rénovation du greffe ont commencé à la mi-décembre 2000 et se sont achevés, après une interruption de plusieurs mois en 2001, en novembre 2002.

***g) Tribunal pénal économique***

Le Collège électoral a élu M. Yves Sudan en qualité de vice-président à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2002, en remplacement de M. Georges Chanez, élu juge cantonal.

## 4. L'Office des juges d'instruction

Dans son rapport, le président de l'Office relève que les 75% des dossiers ouverts durant l'année 2002 ont pu être clos, mais que les anciens dossiers – ouverts depuis plus d'une année – sont en augmentation par rapport à l'an 2001 : alors qu'on en comptait 152 à la fin de l'année 2001, ils étaient au nombre de 178 à la fin de l'année 2002, dont 6 antérieurs au 31 décembre 1997 qui devraient pouvoir être clos en 2003.

L'Office a enregistré 15'775 dossiers en 2002, ce qui représente une augmentation de 16% par rapport à 2001 (13'595). Les dossiers ouverts sont passés de 1994 à la fin 2001 à 2743 à la fin 2002. Les juges d'instruction ont prononcé 304 refus d'ouverture de l'action pénale (2001: 352), 268 ordonnances de classement concernant des auteurs identifiés (2001: 289), 505 ordonnances de non-lieu (2001: 495), 2 ordonnances de transmission à la Chambre pénale (2001: 3), 247 ordonnances de renvoi aux juges de répression (2001: 204), 4793 ordonnances pénales (2001: 4574), dont 413 ont été frappées d'opposition (2001: 390), 1142 ordonnances de conversion d'amendes (2001: 1025) et exécuté 122 commissions rogatoires nationales et internationales (2001: 97). Ils ont également ordonné 290 mises en détention préventive (2001: 244), dont les 55% (2001: 70%) ont été inférieures à 14 jours, pour un nombre total de jours de détention de 12'899, ce qui constitue une augmentation de 77% par rapport à 2001 (7260).

En moyenne, chaque juge a en permanence 246 dossiers en cours, soit légèrement plus que l'année précédente (234). Le président de l'Office répète (cf. Rapport pour l'exercice 2001, p. 15) que, compte tenu des impératifs de l'instruction contradictoire et de la charge représentée par certaines affaires, l'instruction en parallèle d'un tel nombre de dossiers demeure une charge de travail élevée qui empêche un traitement rapide et approfondi des affaires. En outre, chaque juge assume un service de permanence de 6 semaines durant l'année et un service de permanence subsidiaire de 6 semaines également, week-end compris. Dès 2003, un juge auquel seront attribuées des affaires particulières, notamment d'éventuelles enquêtes contre des agents de la police, sera dispensé de ce service.

Le président de l'office continue à consacrer les trois quarts de son temps à la gestion de l'Office. Il a pu être remplacé par le vice-président pour une partie de ses tâches, lesquelles ont occupé environ 20% du temps de travail de ce dernier. Le juge Françoise Morvant a démissionné avec effet au 31 mars 2003 et le juge Jacques Rayroud avec effet au 30 avril 2003.

En 2002, l'Office disposait de 6,5 greffiers titulaires. Un poste lui a été accordé dans le cadre du budget 2003 et un demi-poste sera transféré du Tribunal de la Broye le 1<sup>er</sup> mai 2003. La possibilité d'un transfert supplémentaire est en cours d'examen.

## **5. Les Justices de paix et l'administration tutélaire**

a) La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a la haute surveillance sur les Chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement (art. 7 LOT); celles-ci ont la surveillance de l'administration tutélaire dans leur arrondissement (art. 4 LOT). Le Tribunal cantonal a inspecté, dans l'arrondissement de la Sarine, les justices de paix du 4<sup>ème</sup> cercle, à Fribourg, et du 5<sup>ème</sup> cercle, à Le Mouret, dans l'arrondissement du Lac, les justices de paix du 4<sup>ème</sup> cercle, à Nant, et du 5<sup>ème</sup> cercle, à Cormondes, dans l'arrondissement de la Gruyère, les justices de paix du 2<sup>ème</sup> cercle, à Charmey, du 3<sup>ème</sup> cercle, à Bulle, du 4<sup>ème</sup> cercle, à Vuippens, et du 5<sup>ème</sup> cercle, à La Roche, ainsi que celles des trois cercles de l'arrondissement de la Singine.

b) Après les rencontres en 2000 (cf. Rapport pour l'exercice 2000, p.14 let. d) et 2001 (cf. Rapport pour l'exercice 2001, p.16 let. a) entre un juge délégué de la Chambre des tutelles du Tribunal cantonal et les présidents des chambres des tutelles d'arrondissement, un système a été mis en place pour tenter d'améliorer la surveillance des autorités tutélaires. Ces dernières ont établi ou établissent actuellement un inventaire de toutes les affaires tutélaires de leur cercle. Celui-ci comporte non seulement le nom du pupille et celui du tuteur, mais encore tous renseignements utiles tels que la date de la mesure, sa cause, les dispositions légales appliquées, le montant de l'actif et du passif, éventuellement la rémunération du tuteur ou du curateur, etc. Actualisé et remis quelque temps avant l'inspection annuelle à la chambre des tutelles d'arrondissement, ce récapitulatif permet à cette dernière de concentrer son contrôle sur les cas qui posent problème. De son côté, la chambre des tutelles d'arrondissement adresse à la Chambre des tutelles du Tribunal cantonal le procès-verbal d'inspection mentionnant notamment que l'inventaire a été établi, qu'il a été contrôlé et que tels cas ont été examinés en détail.



c) S'agissant des conséquences du nouveau droit du divorce, aussi bien les requêtes en attribution de l'autorité parentale conjointe que la nomination d'un curateur de représentation pour l'enfant dans une procédure en divorce sont peu nombreuses (17 et 7 en 2002); un avocat est généralement désigné pour représenter l'enfant au procès. En revanche, les auditions de l'enfant sont beaucoup plus nombreuses qu'auparavant.

d) Les premières expériences faites démontrent la grande utilité de la Conférence des justices de paix du canton, instituée en 2001 (cf. Rapport pour l'exercice 2001, p. 17 let. e).

## **6. La privation de liberté à des fins d'assistance**

a) Selon la loi du 26 novembre 1998 concernant la privation de liberté à des fins d'assistance (LPLFA), la Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a la haute surveillance sur la Commission de surveillance (art. 7 LOT); celle-ci exerce une surveillance générale sur les placements et les mesures ordonnées et le contrôle judiciaire de première instance (art. 16 et 18 LPLFA). Le président de la Commission est M. Louis Sansonnens, président du Tribunal de la Gruyère; les trois suppléants sont M. Reinold Raemy, président du Tribunal de la Singine, M. Philippe Vallet, président du Tribunal de la Gruyère, et M. Peter Rentsch, président du Tribunal de la Singine, élu le 2 juillet 2002 comme second vice-président de langue allemande. La Commission dispose du service du greffe du Tribunal de la Gruyère.

b) La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a procédé à l'inspection de la Commission de surveillance, le 19 décembre 2002. 416 privations de liberté ont été prononcées en 2002. Ces placements concernent beaucoup de jeunes personnes qui souffrent de dépression et de décompensation psychique consécutives, notamment, à des souffrances liées à des situations familiales pénibles ainsi qu'à des situations de stress professionnel. Il faut heureusement constater que la plupart de ces placements sont de courte durée. Sur les 416 privations de liberté prononcées, 210 l'ont été par un médecin du centre psycho-social cantonal.

Dans 57 cas, la Commission de surveillance a constaté à réception de l'avis de libération des personnes en cause que les décisions n'avaient pas été immédiatement communiquées. Ces décisions avaient été prises, en cas de péril en la demeure, par des médecins de l'Hôpital de Payerne ou des médecins indépendants. A chaque fois, le président de la Commission de surveillance est intervenu auprès du médecin pour lui rappeler le respect des exigences légales en adressant un exemplaire de la loi et le modèle à utiliser pour la décision. Le président de la Commission note toutefois qu'il est difficile pour certains médecins pratiquant dans un hôpital accueillant des patients de plusieurs cantons de comprendre les différences procédurales intercantionales.

c) Les médecins membres de la Commission ne se satisfont plus de la rémunération prévue pour les membres non permanents des autorités judiciaires. La Commission de surveillance unanime soutient cette revendication. La Direction de la sécurité et de la justice a été saisie.

## **7. La Chambre pénale des mineurs**

### ***7.1. En général***

Le taux d'activité de la vice-présidente Nicole Schmutz est passé de 60 à 80% le 1<sup>er</sup> juillet 2002.

L'augmentation des affaires enregistrées est de 12,5% par rapport à l'année précédente (2002: 1830; 2001: 1626). Le président relève que si l'effectif des juges et des greffiers a été renforcé ces dernières années, ce n'est pas le cas du secrétariat dont l'effectif - deux unités - n'a pas varié depuis 25 ans. Ce dernier n'est plus en mesure de faire face à la charge accrue de travail et le traitement des dossiers à ce niveau connaît des retards importants. Pour cette raison et également pour décharger le greffier d'une partie des tâches administratives qui l'accaparent, les président et vice-présidents sollicitent l'engagement d'un chef de bureau. Le Tribunal cantonal appuie cette revendication.

La Chambre emménagera dans ses nouveaux locaux en avril 2003.

## **7.2. Commentaire de la statistique**

Le président constate une sensible diminution des dénonciations à l'encontre de mineurs en Sarine-campagne et en Singine et, par contre, une forte augmentation de celles-ci dans les districts du Sud (Gruyère, Glâne, Veveyse) et de la Broye, avec en particulier, dans le district de la Glâne, un passage de 80 dénonciations en 2001 à 213 dénonciations en 2002. La mobilité accrue des jeunes explique l'augmentation de 50% par rapport à 2001 des infractions commises dans le canton par des mineurs domiciliés dans d'autres cantons. Si les vols sont en constante diminution depuis 1999, les rixes, extorsions, lésions corporelles, menaces, injures, insoumission à une décision de l'autorité, conduite en état d'ivresse, infractions à la loi sur les transports publics, sur la police des chemins de fer et sur les armes ont fortement augmenté. En raison de la plus grande gravité des infractions commises par le mineur seul ou en bande, de leur répétition plus fréquente ou de la situation personnelle et familiale plus difficile du mineur, le nombre des placements en détention préventive et des placements provisoires a été beaucoup plus élevé en 2002 que l'année précédente (2002: 103; 2001: 57).

Le placement provisoire est une nouvelle mesure de contrainte, prévue par l'art. 38b de la loi sur la juridiction pénale des mineurs dans sa nouvelle teneur entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2002 : le juge informateur, dans l'intérêt du mineur, en confie la garde à une famille d'accueil ou à une institution de son choix, lorsque les conditions de la détention préventive ne sont pas ou plus réalisées. Cette mesure est parfois aussi ordonnée pour protéger la famille du mineur ou la société.

Selon le président, la Prison centrale répond aux exigences en matière de détention des mineurs. En particulier, elle dispose d'un secteur de trois cellules réservé aux mineurs, lesquels n'ont pas de contacts avec les adultes. Dans de nombreux cas, un séjour à la Prison centrale a joué un rôle dissuasif et empêché le jeune de récidiver. Les mineurs bénéficient dans cet établissement de la présence de surveillants avec lesquels ils ont de bons contacts, d'un médecin qui est appelé systématiquement au premier signe de désarroi, d'assistants sociaux et des parents invités aux visites de fin de semaine. Pour les jeunes qui ont commis des infractions dont la gravité ne justifie pas un placement en détention préventive, pour ceux qui connaissent de sérieux problèmes relationnels avec leurs parents et pour ceux qui, en fugue, sont arrêtés dans un état déplorable (toxicomanes par ex.) et ne peuvent pas être pris en charge immédiatement par une institution spécialisée, le placement provisoire à la Prison centrale demeure la seule mesure possible.

Le président relève que les mineurs maintenus en détention ou placés provisoirement à la Prison centrale ne séjournent généralement pas longtemps en cellule (en 2002 : 37 détenus de 1 à 5 jours; 26 de 6 à 14 jours; 11 plus de 14 jours).

## **8. Les Offices des poursuites et l'Office des faillites**

### ***a) Les Offices de poursuite***

La gestion des offices des poursuites du canton n'appelle pas d'observations particulières.

M. Jörg Koch, préposé de l'Office des poursuites du Lac depuis le 1<sup>er</sup> juin 2001, a démissionné avec effet à la fin février 2003. Une nouvelle préposée a été nommée en la personne de Mme Nelly Volery, substituée à l'Office des poursuites de la Broye depuis le 1<sup>er</sup> mai 1998. Celle-ci est entrée en fonction le 1<sup>er</sup> mars 2003.

L'évolution des poursuites et des faillites dans le canton ressort de la partie statistique.

### ***b) L'Office des faillites***

M. Olivier Chollet, préposé, a quitté l'Office cantonal des faillites le 31 octobre 2002. Pour le remplacer, le Conseil d'Etat a nommé M. Alexandre Freudler, lequel est entré en fonction au mois de février de cette année. M. Willy Girard, Substitut, a assuré l'intérim.

\*\*\*\*\*

Nous avons l'honneur, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, de vous assurer de notre haute considération.

Fribourg, le 13 mars 2003

Le Greffier :

**HENRI ANGELOZ**

Le Président :

**PIERRE CORBOZ**

# AN DEN GROSSEN RAT

## des Kantons Freiburg

---

Sehr geehrter Herr Präsident  
Sehr geehrte Damen und Herren Grossräte

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Art. 64 der Kantonsverfassung vom 7. Mai 1857 und Art. 94 des Gesetzes über die Gerichtsorganisation vom 22. November 1949 unseren Jahresbericht über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden des Kantons Freiburg zu unterbreiten.

## 1. Allgemeine Bemerkungen

### *1.1. Verhältnis zwischen den Behörden*

a) Auf sein Ersuchen hin ist das Kantonsgericht am 17. April 2002 von der Justizkommission empfangen worden. Dieses erste Treffen bot Gelegenheit, Fragen allgemeiner Natur zu erörtern, so etwa die Rolle der Justizkommission und des Kantonsgerichts als Aufsichtsbehörde sowie die Beziehungen zwischen diesen beiden Behörden, die Öffentlichkeitsarbeit, insbesondere in heiklen und in den Medien stark thematisierten Angelegenheiten, die mögliche Schaffung eines Mediations- oder Kommunikationsorgans zwischen den Gerichten und den Rechtsuchenden. Ebenfalls ermöglichte das Treffen, einige besondere Fragen zu klären. Insbesondere hat es die Bedeutung der Kommunikation zwischen den beiden Behörden aufgezeigt, ohne dass dabei deren Unabhängigkeit beeinträchtigt würde. Aus diesem Grund wurde der Vorschlag des Kantonsgerichts angenommen, die Justizkommission regelmässig einmal jährlich sowie dann zu treffen, wenn diese es für die Erfüllung ihrer Aufgaben als notwendig erachtet.

Ein zweites Treffen fand am 20. November 2002 statt. Es erlaubte, zur Petition von Herrn Grossrat Nicolas Bürgisser in Sachen Spar- und Leihkasse Bösinghen Erläuterungen zu geben. Diese Angelegenheit ist inzwischen an das Wirtschaftsstrafgericht überwiesen worden, welches im Herbst 2003 tagen wird. Auch das Thema der zunehmend längeren Dauer der Zivil- und Strafverfahren wurde angeschnitten. In den letzten Jahren hat das Kantonsgericht anlässlich seiner jährlichen Inspektionen festgestellt, dass zu viele Zivilsachen aus Gründen, die im Gesetz nicht vorgesehen sind, zu lange sistiert bleiben (wenn auch mit dem Einverständnis der Parteien). Was die Strafverfahren angeht, stellt das Kantonsgericht vier mögliche Verzögerungsfaktoren fest: die Eröffnung von Untersuchungen ohne hinreichenden Tatverdacht; die Verfolgung rein zivilrechtlicher Interessen über den Umweg des Untersuchungsrichters; psychiatrische Gutachten, deren stete Zunahme es schwierig macht, kompetente und verfügbare Psychiater zu finden; rechtsmissbräuchliche oder provokative Strafklagen sowie Ausstandsgesuche. Gerade in diesem letzten Punkt sind die Beschwerden von Rechtsuchenden gegen die Richter – auch Untersuchungsrichter – die ihnen nicht Recht gegeben haben, im Zunehmen begriffen. Gleich verhält es sich mit den Beschwerden von Mündeln gegen ihre Vormünder, wenn diese einer ihrer Forderungen nicht nachgekommen sind. Diese Beschwerden sind sehr oft unbegründet. Sie versetzen die betroffene Person in eine unangenehme Lage. Oft werden sie auch eingereicht, um ein Ausstandsgesuch zu begründen und dadurch den Justizapparat zu lähmen. Wie im Rechenschaftsbericht für das Jahr 2001 erwähnt (S. 26), ist es am Gesetzgeber, dem Richter jene Instrumente zur Verfügung zu stellen, die es ihm ermöglichen, derartige Vorgehensweisen zu unterbinden. Ein unterschiedliches Echo hat weiter die Idee hervorgerufen, vorgängig zur Vorstellung des Rechenschaftsberichts über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden im Grossen Rat für jene Grossräte, die vom Kantonsgericht nähere Auskünfte zu gewissen das Justizwesen betreffende Punkte wünschen, eine "Fragestunde" einzurichten. Schliesslich hat die Justizkommission die Ansicht vertreten, in der Angelegenheit Savioz sei bezüglich der Öffentlichkeitsarbeit der richtige Weg eingeschlagen worden.

**b)** Auf Vorschlag des Staatsratspräsidenten haben sich der Staatsrat und das Kantonsgericht am 8. Juli 2002 getroffen. Dieses Treffen war zwei Themen gewidmet, nämlich einerseits den möglichen Gründen für das Unverständnis, mit dem Gerichtsurteile manchmal aufgenommen werden, sowie der Frage, wie diesem Unverständnis begegnet werden könnte, und andererseits die Zuständigkeiten, Kontrolle und Verantwortung der

Gerichtsbehörden für jene Entscheide, die erhebliche Auswirkungen auf das Budget haben.

c) Bezüglich des ersten Themas konnte in der Diskussion festgestellt werden, dass Anstrengungen unternommen worden sind, um die Lektüre von Gerichtsurteilen zu erleichtern (vereinfachte Redaktion; Streichung von Zitaten in lateinischer Sprache oder in einer anderen als der Urteilssprache; von den Gerichtsschreibern gegebene nähere Erklärungen), aber auch die Schwierigkeit, bestimmten Personen verständlich zu machen, dass in einer gerichtlichen Auseinandersetzung gewisse Regeln eingehalten werden müssen, insbesondere was das Verfahren betrifft (z. B. die Einhaltung von Fristen), die für alle Rechtsuchenden gleichermassen gelten. Dabei herrschte die Ansicht vor, dass die bereits unternommenen Anstrengungen weiterzuführen sind, dass hingegen kein Anlass besteht, ein neues Informations- und Kommunikationsorgan zu schaffen, und noch weniger die Stelle eines Mediators im eigentlichen Sinne oder eines Ombudsmanns, da derartige Einrichtungen kaum mit der Tatsache vereinbart werden können, dass rechtskräftige Gerichtsurteile nicht verhandelbar sind.

Was das zweite Thema betrifft, wurde insbesondere die Frage der Kosten von Rechtsgutachten erörtert. In Strafsachen ist es aufgrund der einschlägigen Rechtsprechung und den Anforderungen der EMRK schwierig, auf psychiatrische Gutachten zu verzichten. Auch die Konkurrenz spielt nicht, da es an verfügbaren Gutachtern mangelt. Vor der Anordnung sehr teurer Gutachten z. B. im Bereich des Wirtschaftsstrafrechts wäre es hingegen angebracht, den Auftrag des Gutachters genau zu umschreiben, den Entscheid allenfalls im Richterkollegium zu fassen (z. B. mit drei Richtern) und eine Pauschalentschädigung auszuhandeln. Diese Frage hat aufgrund der Anstellung eines Wirtschaftsberaters beim Untersuchungsrichteramt an Aktualität verloren. In Zivilsachen müssen die Parteien die Kosten von Gutachten unter Vorbehalt der unentgeltlichen Rechtspflege vorschüssen. Von diesen Fällen abgesehen kann der Staat keine Einsparungen vornehmen. Gleichwohl haben die Gerichte für eine möglichst sparsame Verwendung der öffentlichen Gelder Verständnis und schenken diesem Punkt besondere Aufmerksamkeit.

## **1.2. "Appel au peuple" und die Angelegenheiten Conus und Savioz**

a) Die Justiz und die Behörden sind mehrmals von Herrn Daniel Conus und dem ihn unterstützenden Verein "Appel au peuple" angegriffen worden. Als Versuch einer Antwort an Herrn Conus, der beteuerte, das Vertrauen in die Justiz seines Kantons vollständig verloren zu haben, und versuchshalber bot der Staatsrat dem Ehepaar Conus in Absprache mit dem Kantonsgericht an, die Scheidungsfolgen mit Hilfe von zwei erfahrenen, ausserkantonalen Mediatoren zu regeln. Wie die Mediatoren feststellen mussten, konnten die notwendigen Voraussetzungen für eine Einigung trotz mehrerer Besprechungen sowohl mit einer wie mit beiden Parteien und eines beträchtlichen Aufwandes seitens der Mediatoren nicht geschaffen werden.

Nachdem die Mediation gescheitert war, wurde Herr Conus während zwei Stunden vom Staatsratspräsidenten, dem Justizdirektor sowie dem Präsidenten des Kantonsgerichts angehört. Ein Protokoll dieser Unterredung wurde vom Rechtsberater der Direktion des Innern und der Landwirtschaft verfasst. Herr Conus erhielt Gelegenheit, seine Sicht der Dinge ohne Einschränkung darzulegen; gleichzeitig wurde ihm das Funktionieren des Gerichtswesens erläutert.

b) Das Kantonsgericht hat die gesamten Frau Birgit Savioz betreffenden Akten geprüft. Dabei hat es den von Frau Savioz öffentlich geäusserten Vorwürfen besondere Aufmerksamkeit geschenkt. Zum Abschluss eines ausführlichen, an den Grossen Rat gerichteten und veröffentlichten Berichts hat das Kantonsgericht festgehalten, dass sich die geäusserten Vorwürfe aufgrund der Tatsachen, wie sie sich aus den Akten ergeben, nicht belegen lassen.

c) Der Präsident des Kantonsgerichts ist vom Präsidenten des Vereins "Appel au peuple" bezüglich einer Angestellten eines Bezirksgerichts angegangen worden, deren Arbeitsverhältnis am 31. Dezember 1998 endete und deren Arbeitszeugnis einzig Angaben über die Art und die Dauer des Arbeitsverhältnisses enthält, unter Ausschluss jeder Beurteilung der Leistung und des Verhaltens der Arbeitnehmerin. Der Präsident des Kantonsgerichts stellte fest, dass die fragliche Mitarbeiterin mit Entscheid des Staatsrates vom 1. September 1998 aus wichtigen Gründen entlassen worden war, weil das für die Ausübung der Tätigkeit notwendige Vertrauensverhältnis in nicht wieder gutzumachender Weise gestört war. Er teilte dem Verein daraufhin mit, dass diese Tatsache gestützt auf den



Grundsatz, dass Arbeitszeugnisse der Wahrheit entsprechen müssen, nicht verheimlicht werden konnte. Die Frage war im Übrigen von den Parteien damals bereits besprochen und in dem Sinne gelöst worden, dass ein Arbeitszeugnis ausgestellt wurde, welches sich auf die Art und die Dauer des Arbeitsverhältnisses beschränkt (Art. 49 StPG und 330a OR).

### **1.3. Ausbildung und Informationen**

a) Die Kantonsrichter sowie zwei Gerichtsschreiber des Kantonsgerichts haben am 31. Mai 2002 an einem Weiterbildungstag teilgenommen, der den schriftlichen und mündlichen Beziehungen mit den Medien gewidmet war.

Nach der Verabschiedung des Reglements über die Information der Öffentlichkeit in Strafsachen im Jahr 2001 hat sich das Kantonsgericht auch im Jahr 2002 mit der Umsetzung einer Informationspolitik in Gerichtssachen befasst. Dabei hat es dem erkennbaren Wunsch der Bürgerinnen und Bürger nach Transparenz sowie der Entwicklung der Medien Rechnung getragen, ebenso und in erster Linie aber auch dem Anspruch der Rechtsuchenden auf Achtung ihrer Privatsphäre.

Der Präsident des Kantonsgerichts hat in drei Fällen Journalisten der Printmedien bzw. der audiovisuellen Medien Interviews gewährt.

Die Internet-Website des Kantonsgerichts "[www.fr.ch/tc](http://www.fr.ch/tc)" ist am 10. Juni 2002 das erste Mal der Öffentlichkeit zugänglich gemacht worden. Es werden darauf jene Urteile veröffentlicht, welche für eine breitere Öffentlichkeit oder die Behörden von Interesse sein könnten. Neben allgemeinen Informationen über das Kantonsgericht enthält die Website auch Hinweise auf andere Websites, welche Juristen interessieren könnten. Weiter sind darauf die Reglemente und Rundschreiben des Kantonsgerichts und seiner Abteilungen, der Rechenschaftsbericht über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden, die Pressemitteilungen sowie eine Darstellung der Bezirksgerichte zu finden.

b) In Absprache mit dem Kantonsgericht hat die Konferenz der Betreibungs- und Konkursbeamten des Kantons Freiburg einen für die Mitarbeiter der Betreibungsämter und des Kantonalen Konkursamtes bestimmten Ausbildungsgang geschaffen. Die zweijährige Ausbildung ist Fragen des Zivilrechts, des Obligationenrechts und des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts gewidmet.

Die ersten, in den Jahren 2001 und 2002 erteilten Kurse wurden geleitet von Aline Crausaz, Lizentiatin der Rechte der Universität Freiburg, sowie von Olivier Chollet, Roger Page und Pascal Lauber, alle drei Inhaber des Waadtländer Fähigkeitsausweises für Betreibungs- und Konkursbeamte. Die Prüfungssession fand Ende 2002 statt. 17 Kandidaten haben diese Prüfungen mit Erfolg bestanden und die Ausbildungsbescheinigung als Mitarbeiter im Schuldbetreibungs- und Konkurswesen erworben.

**c)** Am 14. Juni 2002 haben sich in Lausanne Delegierte aus vier Kantonen der französischen Schweiz sowie des Tessins versammelt, um die Schaffung eines Ausbildungsganges zu prüfen, der auf das Amt eines Betreibungs- oder Konkursbeamten vorbereiten soll. Diese Ausbildung könnte frühestens 2004 aufgenommen werden.

**d)** Die Kantone sehen sich immer öfter veranlasst, ihre Kräfte zwecks Erfüllung gemeinsamer Aufgaben zu vereinen. So hat sich das Kantonsgericht im Rahmen einer Vernehmlassung positiv zur Schaffung eines erstinstanzlichen Bundesgerichts im Bereich des Patentrechts sowie zur Möglichkeit geäußert, die Zuständigkeit dieses Gerichts auf alle Bereiche des Immaterialgüterrechts sowie des Wettbewerbsrechts auszudehnen.

**e)** Unter dem Titel der interkantonalen Zusammenarbeit ist zu vermerken, dass die Kantone der französischen Schweiz und das Tessin eine Arbeitsgruppe eingesetzt haben, welche die Schaffung einer gemeinsamen Struktur zur Unterbringung von Minderjährigen prüfen soll, die sich in Untersuchungshaft (von mehr als 14 Tagen) oder im Urteilsvollzug befinden.

## 2. Das Kantonsgericht

### 2.1. Bemerkungen zur Statistik

#### a) Allgemeines

Die Anzahl der anhängig gemachten Angelegenheiten hat gegenüber dem Vorjahr um 6% zugenommen (2002: 1399; 2001: 1320). Die grösste Zunahme – um 24% – haben die Strafkammer und ihr Präsident zu verzeichnen (2002: 1017; 2001: 828). Die beim II. Zivilappellationshof anhängig gemachten Angelegenheiten haben um 9,5% zugenommen (2002: 138; 2001: 126). Hingegen haben folgende Abteilungen einen Rückgang der anhängig gemachten Angelegenheiten zu verzeichnen: Strafappellationshof: 18,75% (2002: 65; 2001: 80); I. Zivilappellationshof: 15,5% (2002: 60; 2001: 71); Schuldbetreibungs- und Konkurskammer: 10% (2002: 115; 2001: 128).

Dank der elektronischen Verwaltung der Akten ist das Kantonsgericht für die unten aufgeführten Abteilungen erstmals in der Lage anzugeben, wie viel Zeit durchschnittlich zwischen der Einregistrierung und der Urteilsfällung verstreicht. Für die im Jahr 2002 gefällten Urteile der unten aufgeführten Sektionen gestaltet sich die Lage wie folgt:

	1-30 Tage	1-3 Mte	3-6 Mte	6-12 Mte	1-2 Jahre	mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	1	12	12	21	11	6
II. Zivilappellationshof	31	52	34	12	1	0
Strafappellationshof	3	8	10	37	8	1
Strafkammer	82	77	50	33	6	0

Die verzeichneten Unterschiede in der Verfahrensdauer hängen von der Natur der den verschiedenen Abteilungen zugeteilten Angelegenheiten und damit davon ab, ob sie dem ordentlichen, beschleunigten, summarischen oder kostenlosen Verfahren unterliegen. Nicht berücksichtigt werden konnte in der vorliegenden Statistik die Tatsache, dass verschiedene Angelegenheiten nicht rascher erledigt werden konnten, weil ein Sistierungsgrund vorlag (z.B. Art. 207 SchKG oder Verfügung über

ein IV-Gesuch). Schliesslich darf das Beschleunigungsgebot, auch wenn es ein wichtiges Ziel darstellt, nicht dazu führen, dass die juristische Reflexion, von der sich das Gerichtswesen leiten lassen sollte, in den Hintergrund gedrängt wird. Es bleibt anzufügen, dass in den vier grössten Abteilungen des Kantonsgerichts 475 der insgesamt 508 Angelegenheiten (d.h. 94% der Fälle) innert Jahresfrist nach ihrer Einregistrierung entschieden werden konnten.

Die Arbeitslast des Kantonsgerichts und seiner verschiedenen Abteilungen bleibt hoch. Auf die Mitarbeit der Ersatzrichter wurde in jenen Fällen zurückgegriffen, in denen sich die Kantonsrichter im Ausstand befanden. In fünf Angelegenheiten wurde ein Hof ausschliesslich aus Ersatzrichtern gebildet, weil sich sämtliche Kantonsrichter im Ausstand befanden.

Was den Ausstand der Mitglieder jener Behörden betrifft, die der Aufsicht des Kantonsgerichts unterstehen, sei auf den statistischen Teil verwiesen (lit. A Ziff. 11).

### ***b) Aufsicht über die Gerichtsbehörden und die Rechtsanwälte***

Beim Kantonsgericht wurden fünf Beschwerden eingereicht, wovon drei gegen einen Gerichtspräsidenten, eine gegen einen Friedensrichter und eine gegen einen Kantonsrichter gerichtet waren. Im letzten Fall hat es das Kantonsgericht dem Beschwerdeführer anheim gestellt, sich an den Präsidenten des Grossen Rates zu wenden (Art. 113 Abs. 1 GOG), falls er dies für angebracht erachtet. Die übrigen Beschwerden wurden in Anwendung von Art. 114bis GOG ohne Folge klassiert. Das Kantonsgericht hatte sich mit einer Streitigkeit zwischen einem Oberamtmann und seinem Stellvertreter nicht zu befassen, da das Schlichtungsgesuch von den Beteiligten im gegenseitigen Einvernehmen zurückgezogen wurde.

Das Kantonsgericht hat ausserdem eine gegen einen Rechtsanwalt gerichtete Beschwerde behandelt; es hat diese nach Einholen von Auskünften klassiert.

## ***2.2. Jährliche Inspektionen des Kantonsgerichts***

Dem gesetzlichen Auftrag nachkommend (Art. 97 Abs. 2 GOG) hat das Kantonsgericht die Gerichtsschreibereien der Bezirksgerichte, der Vormundschaftskammern und Mietgerichte, jene des

Untersuchungsrichteramt und der Jugendstrafkammer sowie sämtliche Oberämter inspiziert. Weiter hat es die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorglichen Freiheitsentziehung sowie jene Friedensgerichte inspiziert (Art. 7 GOV), in denen in den vergangenen zwölf Monaten ein neuer Friedensrichter oder Gerichtsschreiber sein Amt angetreten hat, sowie eine weitere Anzahl Friedensgerichte, einem vor einigen Jahren eingeführten Vierjahresrhythmus folgend. Schliesslich hat das Kantonsgericht auch das Kantonale Konkursamt und alle Betreibungsämter (Art. 14 SchKG und Art. 13 EGSchKG) sowie – dieses Jahr zum letzten Mal – die Handelsregisterämter (Art. 5 des Einführungsgesetzes vom 2. Februar 1938) inspiziert. Insgesamt wurden im Jahr 2002 41 Inspektionen, verteilt auf 20 Tage, durchgeführt.

Das Kantonsgericht hat seine Plenarsitzung vom 28. November 2002 der Überprüfung der Inspektionsberichte gewidmet. In einigen wenigen Fällen haben die inspizierenden Kantonsrichter nicht begründete Rückstände festgestellt. Sie haben die notwendigen Vorkehren getroffen, damit die betroffenen Personen diese Missstände beheben und das Kantonsgericht darüber informiert wird, im Bedarfsfall anlässlich einer zusätzlichen Inspektion. Bleibt hervorzuheben, dass sich die Aufsicht des Kantonsgerichts auf das gute Funktionieren der inspizierten Behörden und die Einhaltung der Grundsätze beschränkt, denen diese unterworfen sind, ohne dabei die Unabhängigkeit zu beeinträchtigen, die dem Richter in der Rechtsprechung zukommen muss.

Die Ergebnisse der Inspektionen und die daraus zu ziehenden Schlüsse werden im Folgenden im Zusammenhang mit der betreffenden Behörde erwähnt.

### **2.3. Personal**

Aufgrund eines Stellentransfers konnte zu Beginn dieses Jahres wie vom Kantonsgericht in seinem Rechenschaftsbericht für das Jahr 2001 (S. 30) gewünscht ein zusätzlicher Gerichtsschreiber angestellt werden.

Am 13. Dezember 2002 hat Herr Tarkan Göksu, Gerichtsschreiber-Adjunkt, an der Universität Freiburg sein Doktorat der Rechtswissenschaften mit dem Prädikat "summa cum laude" erworben.

### **3. Die Bezirksgerichte**

#### ***a) Allgemeines***

Der Umfang der Zivilangelegenheiten ist unverändert geblieben. Die Anzahl der Eheschutzmassnahmen ist weiter gestiegen (vgl. Rechenschaftsbericht für das Jahr 2001, S. 24, Ziff. 1.2 lit. a), und zwar um 35% im Vergleich zum Vorjahr (2002: 191; 2001: 142). Die Anzahl der Strafsachen im Zuständigkeitsbereich der Strafgerichte ist im Vergleich zum Jahr 2001 um 20% gestiegen, während die Anzahl der Verfahren vor dem Polizeirichter unverändert geblieben ist.

Die Arbeitslast der Gerichte bleibt hoch.

#### ***b) Bezirksgericht der Saane***

Die Strafgerichtspräsidenten Pierre-Emmanuel Esseiva und Nicolas Ayer teilten die im Jahr 2002 einregistrierten Angelegenheiten im Wesentlichen unter sich auf, da Gerichtspräsident André Waeber den grössten Teil seiner Zeit den Angelegenheiten des Bezirksgerichts des Sees und des Wirtschaftsstrafgerichts widmen musste.

Peter Rentsch, Vizepräsident für die Angelegenheiten in deutscher Sprache, hebt wie bereits im vergangenen Jahr (vgl. Rechenschaftsbericht für das Jahr 2001, S. 31) hervor, dass das Gericht mit dem erforderlichen deutschsprachigen Personal ausgestattet werden muss, da die Mitarbeiter des Bezirksgerichts der Sense bereits selber stark belastet sind.

Am Gericht wurde eine Informatikkommission geschaffen.

Das Gericht ist im September 2002 in seine neuen Räumlichkeiten umgezogen. Das kantonale Handelsregisteramt wird ihm im Juli 2003 folgen.

#### ***c) Bezirksgericht der Sense***

Die Lage ist auch im Jahr 2002 sehr angespannt geblieben (vgl. die Rechenschaftsberichte für das Jahr 2000, S. 30, und für das Jahr 2001, S. 32). Die Gerichtspräsidenten stellen fest, dass in der Behandlung der Angelegenheiten und bei ihrer Ansetzung bedeutende Rückstände entstehen, die in naher Zukunft nicht abgebaut werden können.

Gerichtspräsident Reinold Raemy musste einen nicht unbedeutenden Teil seiner Zeit drei Strafangelegenheiten widmen, in denen ihn das Kantonsgericht infolge des Ausstandes der ordentlichen Untersuchungsrichter als ausserordentlichen Untersuchungsrichter eingesetzt hatte.

Gerichtspräsident Peter Rentsch ist seit dem 1. Juli 2002 zweiter Vizepräsident deutscher Sprache der Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung.

#### ***d) Bezirksgericht des Sees***

Gerichtspräsident Markus Ducret, welcher 2002 infolge des Ausstandes der deutschsprachigen Untersuchungsrichter vom Kantonsgericht mit drei neuen Strafuntersuchungen beauftragt worden war, hat deren zwei abschliessen können.

Jean-Luc Baechler, Gerichtspräsident des Broyebezirks, wurde als Vizepräsident gewählt.

#### ***e) Bezirksgericht der Glane***

Infolge der Zentralisierung des Handelsregisters wurde die Teilzeitstelle (50%) der Gerichtsschreiber-Adjunktin, welche mit den Handelsregisterangelegenheiten betraut war, gestrichen.

#### ***f) Bezirksgericht der Broye***

Die Renovation der Räumlichkeiten der Gerichtsschreiberei war Mitte Dezember 2000 in Angriff genommen worden; sie konnte, nach einem mehrmonatigen Unterbruch im Jahr 2001, im November 2002 abgeschlossen werden.

#### ***g) Wirtschaftsstrafgericht***

Nach der Wahl von Georges Chanez zum Kantonsrichter ernannte das Wahlkollegium an dessen Stelle Yves Sudan ab dem 1. Juli 2002 zum Vizepräsidenten.

## 4. Das Untersuchungsrichteramt

In seinem Bericht hält der Präsident des Untersuchungsrichteramtes fest, dass 75% der im Jahr 2002 eröffneten Untersuchungen erledigt werden konnten, dass aber die Anzahl der alten – d.h. seit mehr als einem Jahr hängigen – Angelegenheiten im Vergleich zum Vorjahr zugenommen hat: Während Ende 2001 152 alte Angelegenheiten hängig waren, belief sich deren Anzahl per Ende 2002 auf 178, wovon 6 Untersuchungen vor dem 31. Dezember 1997 eröffnet worden waren; diese sollten im Jahr 2003 abgeschlossen werden können.

Beim Untersuchungsrichteramt wurden im Jahr 2002 15'775 Angelegenheiten anhängig gemacht, was im Vergleich zum Jahr 2001 (13'595) einer Erhöhung um 16% entspricht. Die Anzahl der hängigen Angelegenheiten ist von 1994 per Ende 2001 auf 2743 per Ende 2002 gestiegen. Die Untersuchungsrichter haben 304 Nichtanhandnahmeverfügungen (2001: 352), 268 Nichtweiterverfolgungsverfügungen betreffend identifizierte Täter (2001: 289), 505 Einstellungsverfügungen (2001: 495), 2 Abschlussverfügungen zuhanden der Strafkammer (2001: 3), 247 Überweisungsverfügungen an den Strafrichter (2001: 204) und 4793 Strafbefehle (2001: 4574) erlassen, wovon 413 mit Einsprache angefochten wurden (2001: 390). Weiter haben sie 1142 Bussenumwandlungen vorgenommen (2001: 1025) und 122 Rechtshilfebegehren aus dem In- und Ausland ausgeführt (2001: 97). Zudem haben sie in 290 Fällen Untersuchungshaft angeordnet (2001: 244), welche in 55% der Fälle (2001: 70%) weniger als 14 Tage dauerte; dies entspricht gesamthaft 12'899 Hafttagen, was im Vergleich zum Jahr 2001 (7260) eine Erhöhung um 77% darstellt.

Im Durchschnitt ist jeder Richter ständig mit 246 Angelegenheiten befasst, das heisst etwas mehr als im Vorjahr (234). Der Präsident des Untersuchungsrichteramtes wiederholt (vgl. Rechenschaftsbericht für das Jahr 2001, S. 33 f.), dass angesichts der Anforderungen der kontradiktorischen Untersuchung und der grossen zeitlichen Belastung, die einzelne Angelegenheiten mit sich bringen, die gleichzeitige Behandlung einer derart grossen Anzahl von Angelegenheiten eine hohe Arbeitslast bedeutet, welche deren rasche und gründliche Behandlung verunmöglicht. Zudem leistet jeder Richter sechs Wochen im Jahr Bereitschaftsdienst und übernimmt zusätzlich einen subsidiären Bereitschaftsdienst von ebenfalls sechs Wochen, Wochenenden inbegriffen. Ab 2003 wird ein Richter, dem besondere Angelegenheiten zugeteilt werden sollen, insbesondere allfällige Untersuchungen gegen Polizeibeamte, von diesem Dienst dispensiert.



Der Präsident des Untersuchungsrichteramtes muss weiterhin drei Viertel seiner Arbeitszeit Verwaltungstätigkeiten widmen. Für vereinzelte Aufgaben konnte er durch seinen Vizepräsidenten ersetzt werden, was etwa 20% von dessen Arbeitszeit in Anspruch genommen hat. Untersuchungsrichterin Françoise Morvant ist auf den 31. März 2003 und Untersuchungsrichter Jacques Rayroud auf den 30. April 2003 zurückgetreten.

Im Jahr 2002 verfügte das Amt über 6,5 Gerichtsschreiberstellen. Eine zusätzliche Stelle ist dem Amt im Rahmen des Voranschlags 2003 gewährt worden, und eine halbe Stelle wird ihm ab dem 1. Mai 2003 zulasten des Bezirksgerichts der Broye übertragen. Die Möglichkeit einer weiteren Umverteilung wird zurzeit geprüft.

## **5. Die Friedensgerichte und die Führung der Vormundschaft**

**a)** Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts übt die Oberaufsicht aus über die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte (Art. 7 GOV); diesen obliegt die Aufsicht über die Verwaltung des Vormundschaftswesens in ihrem Bezirk (Art. 4 GOV). Das Kantonsgericht hat im Saanebezirk die Friedensgerichte des 4. und 5. Kreises in Freiburg und Le Mouret, im Seebezirk die Friedensgerichte des 4. und 5. Kreises in Nant und Gurmels, im Greyerzbezirk die Friedensgerichte des 2., 3., 4. und 5. Kreises in Charmey, Bulle, Vuippens und La Roche sowie die Friedensgerichte der drei Kreise des Sensebezirks inspiziert.

**b)** Nach den Treffen im Jahr 2000 (vgl. Rechenschaftsbericht für das Jahr 2000, S. 34 lit. d) und 2001 (vgl. Rechenschaftsbericht für das Jahr 2001, S. 35, lit. a) zwischen einem abgeordneten Richter der Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts und den Präsidenten der Vormundschaftskammern der Bezirke wurde ein System für die Verbesserung der Aufsicht über die Vormundschaftsbehörden eingerichtet. Letztere erstellen oder erstellen gegenwärtig ein Verzeichnis sämtlicher Vormundschaftsangelegenheiten in ihrem Kreis. Dieses Verzeichnis enthält nicht nur die Namen des Mündels und seines Vormundes, sondern alle weiteren sachdienlichen Angaben wie das Datum der Anordnung der Massnahme, deren Grund, die angewendeten Gesetzesbestimmungen, die Höhe der Aktiven und Passiven, eventuell die Entschädigung des Vormunds oder Beistandes usw. Dieses Verzeichnis soll der Vormundschaftskammer des Bezirks rechtzeitig vor der jährlichen

Inspektion übergeben werden und ihr ermöglichen, ihre Kontrolle auf jene Fälle zu konzentrieren, die Probleme aufwerfen. Die Vormundschaftskammern der Bezirke lassen ihrerseits der Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts das Protokoll der Inspektion zukommen. Darin ist insbesondere anzugeben, dass das Verzeichnis errichtet und kontrolliert wurde, und welche Fälle im Detail überprüft wurden.

c) Was die Auswirkungen des neuen Scheidungsrechts betrifft, so sind sowohl die Gesuche um Zuteilung der gemeinsamen elterlichen Sorge als auch die Bestellung eines Vertretungsbeistandes für das Kind im Scheidungsverfahren nicht zahlreich (17 und 7 im Jahr 2002); im Allgemeinen wird ein Anwalt als Vertretungsbeistand ernannt. Hingegen hat die Anzahl der Kinderanhörungen deutlich zugenommen.

d) Die ersten Erfahrungen mit der 2001 geschaffenen kantonalen Konferenz der Friedensgerichte (vgl. Rechenschaftsbericht für das Jahr 2001, S. 36 lit. e) haben gezeigt, dass diese von grossem Nutzen ist.

## **6. Die fürsorgerische Freiheitsentziehung**

a) Gemäss dem Gesetz vom 26. November 1998 über die fürsorgerische Freiheitsentziehung (FFEG) übt die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts die Oberaufsicht über die Aufsichtskommission aus (Art. 7 GOV); diese übt die allgemeine Aufsicht über die angeordneten Einweisungen und Massnahmen aus und nimmt die gerichtliche Beurteilung in erster Instanz vor (Art. 16 und 18 FFEG). Präsident der Kommission ist Louis Sansonnens, Gerichtspräsident des Greyerzbezirks; die drei Stellvertreter sind Reinold Raemy, Gerichtspräsident des Sensebezirks, Philippe Vallet, Gerichtspräsident des Greyerzbezirks, und Peter Rentsch, Gerichtspräsident des Sensebezirks, welcher am 2. Juli 2002 als zweiter Vizepräsident deutscher Sprache gewählt worden ist. Die Kommission verfügt für ihre Tätigkeit über die Gerichtsschreiberei des Bezirksgerichts des Greyerzbezirks.

b) Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts hat am 19. Dezember 2002 eine Inspektion der Aufsichtskommission vorgenommen. Im Jahr 2002 wurden 416 fürsorgerische Freiheitsentziehungen angeordnet. Sie betreffen in vielen Fällen Jugendliche, welche unter Depressionen und psychischer Dekompensation leiden, die insbesondere auf Probleme zurückzuführen sind, welche im Zusammenhang mit schwierigen familiären Verhältnissen sowie beruflichen Stresssituationen stehen. Glücklicherweise kann festgestellt werden, dass die Einweisungen in ihrer Mehrzahl von kurzer Dauer sind. Von 416 Einweisungen wurden 210 von einem Arzt des kantonalen Psychosozialen Zentrums angeordnet.

In 57 Fällen hat die Aufsichtskommission bei Empfang der Mitteilung über die Entlassung der betroffenen Personen festgestellt, dass diesen die Einweisungsverfügungen nicht sofort eröffnet worden waren. Diese Verfügungen waren von Ärzten des Spitals Payerne und von frei praktizierenden Ärzten erlassen worden, da Gefahr im Verzug war. In jedem dieser Fälle hat der Präsident der Aufsichtskommission beim betreffenden Arzt interveniert, um ihm die gesetzlichen Anforderungen in Erinnerung zu rufen und ihm ein Exemplar des Gesetzes und des Formulars auszuhändigen, das für die Einweisungsverfügung zu verwenden ist. Der Kommissionspräsident stellt indessen fest, dass es für viele Ärzte, die in einem Spital arbeiten, welches Patienten aus mehreren Kantonen aufnimmt, schwierig ist, die von Kanton zu Kanton unterschiedlichen Verfahrensregeln zu kennen.

c) Die Kommissionsmitglieder, die Ärzte sind, können sich mit der Entschädigung, die für die nicht ständigen Mitglieder der Gerichtsbehörden vorgesehen ist, nicht mehr zufrieden geben. Die Aufsichtskommission schliesst sich dieser Forderung einstimmig an und hat sich in dieser Angelegenheit an die Sicherheits- und Justizdirektion gewandt.

## **7. Die Jugendstrafkammer**

### **7.1. Allgemeines**

Der Beschäftigungsgrad von Vizepräsidentin Nicole Schmutz wurde ab dem 1. Juli 2002 von 60 auf 80% erhöht.

Im Vergleich zum Vorjahr ist eine Zunahme der anhängig gemachten Angelegenheiten von 12,5% zu verzeichnen (2002: 1830; 2001: 1626). Der Präsident weist darauf hin, dass in den letzten Jahren zwar die Anzahl der Richter und Gerichtsschreiber, nicht aber jene der Mitarbeiter des Sekretariats erhöht worden ist; dieses verfügt seit 25 Jahren unverändert über zwei Stellen. Es ist nicht mehr in der Lage, die laufend zunehmende Arbeitslast zu bewältigen, und bei der Verwaltung der Akten sind bedeutende Rückstände zu verzeichnen. Aus diesem Grund und um den Gerichtsschreiber von einem Teil der ihn in Anspruch nehmenden Administrativarbeiten zu entlasten, ersuchen der Präsident und die Vizepräsidenten um die Einstellung eines Bürochefs. Das Kantonsgericht schliesst sich dieser Forderung an.

Die Jugendstrafkammer wird ihre neuen Lokalitäten im April 2003 beziehen.

## **7.2. Bemerkungen zur Statistik**

Der Präsident hält fest, dass die Anzahl der Verzeigungen im Saanebezirk (Land) und im Sensebezirk deutlich abgenommen hat, während sie in den südlichen Bezirken (Greyerz, Glane, Vivisbach) und der Broye stark zugenommen hat. Insbesondere fällt auf, dass im Glanebezirk eine Zunahme der Verzeigungen von 80 im Jahr 2001 auf 213 im Jahr 2002 verzeichnet werden musste. Die zunehmende Mobilität der Jugendlichen erklärt, weshalb die Anzahl der Straftaten, die von in anderen Kantonen wohnhaften Minderjährigen begangen wurden, im Vergleich zum Vorjahr um 50% zugenommen hat. Während die Diebstähle seit 1999 rückläufig sind, haben die Schlägereien, Erpressungen, Körperverletzungen, Drohungen, Beschimpfungen, Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen, Fahren in angetrunkenem Zustand, Zuwiderhandlungen gegen das Transportgesetz, das Bundesgesetz betreffend Handhabung der Bahnpolizei und das Waffengesetz stark zugenommen. Aufgrund der zunehmenden Schwere der von Einzeltätern oder Banden begangenen Straftaten, ihrer grösseren Kadenz oder der in persönlicher und familiärer Hinsicht schwierigeren Situation der Minderjährigen wurde im Vergleich zum Vorjahr deutlich häufiger Untersuchungshaft oder eine vorläufige Unterbringung angeordnet (2002: 103; 2001: 57).

Die vorläufige Unterbringung ist eine neue Zwangsmassnahme; sie ist in Art. 38b des Gesetzes über die Jugendstrafrechtspflege vorgesehen, das in seiner neuen Fassung am 1. Juli 2002 in Kraft getreten ist. Gemäss dieser Bestimmung kann der Ermittlungsrichter den Minderjährigen in dessen Interesse in die Obhut einer Familie oder einer von ihm bezeichneten Institution geben, wenn der Untersuchungszweck die Untersuchungshaft nicht oder nicht mehr erfordert. Die Massnahme wird bisweilen auch angeordnet, um die Familie des Minderjährigen oder die Gesellschaft zu schützen.

Gemäss dem Präsidenten entspricht das Zentralgefängnis den Anforderungen für eine Inhaftierung von Minderjährigen. Insbesondere verfügt es über eine Abteilung mit drei Zellen für Minderjährige, in denen diese keinen Kontakt mit erwachsenen Häftlingen haben.

In zahlreichen Fällen hat ein Aufenthalt im Zentralgefängnis abschreckende Wirkung gezeitigt und den Jugendlichen davon abgehalten, erneut straffällig zu werden. Die Minderjährigen ziehen im Zentralgefängnis Nutzen aus der Anwesenheit von Aufsichtspersonen, mit denen sie gute Kontakte unterhalten, eines Arztes, der beim ersten Anzeichen von Verzweiflung beigezogen wird, von Sozialarbeitern sowie der Eltern, deren Besuch an den Wochenenden zugelassen, ja erwünscht ist. Für Jugendliche, die Straftaten begangen haben, deren Schwere die Anordnung von Untersuchungshaft nicht rechtfertigt, für jene, die ernsthafte Beziehungsprobleme mit ihren Eltern haben, sowie für jene, die zu Hause ausgerissen sind und in einem beklagenswerten Zustand (z. B. Drogenabhängige) aufgegriffen und nicht sofort in einer dafür eingerichteten Institution untergebracht werden können, stellt die vorläufige Unterbringung im Zentralgefängnis die einzig mögliche Massnahme dar.

Der Präsident weist darauf hin, dass sich jene Minderjährigen, die sich aufgrund von Untersuchungshaft oder einer vorläufigen Unterbringung im Zentralgefängnis befinden, in der Regel nicht lange in der Zelle aufhalten (im Jahr 2002 waren 37 Jugendliche zwischen 1 Tag und 5 Tagen inhaftiert, 26 Jugendliche zwischen 6 und 14 Tagen, 11 Jugendliche mehr als 14 Tage).

## 8. Die Betreibungsämter und das Konkursamt

### *a) Die Betreibungsämter*

Die Geschäftsführung der Betreibungsämter im Kanton gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

Herr Jörg Koch, seit dem 1. Juni 2001 Vorsteher des Betreibungsamtes des Seebezirks, ist auf Ende Februar 2003 von seinem Amt zurückgetreten. Zu seiner Nachfolgerin wurde Nelly Volery, seit dem 1. Mai 1998 Substitutin des Betreibungsbeamten des Broyebezirks, ernannt. Sie hat ihr neues Amt am 1. März 2003 angetreten.

Die Entwicklung der Betreibungen und Konkurse im Kanton kann dem statistischen Teil entnommen werden.

### *b) Das Konkursamt*

Olivier Chollet, Vorsteher des Konkursamtes, hat dieses am 31. Oktober 2002 verlassen. An dessen Stelle hat der Staatsrat Alexandre Freudler ernannt, er hat sein Amt im Februar dieses Jahres angetreten. Willy Girard, Substitut, hat das Amt in der Übergangszeit geleitet.

\*\*\*\*\*

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Grossräte, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Freiburg, den 13. März 2003

Der Gerichtsschreiber:

**HENRI ANGELOZ**

Der Präsident:

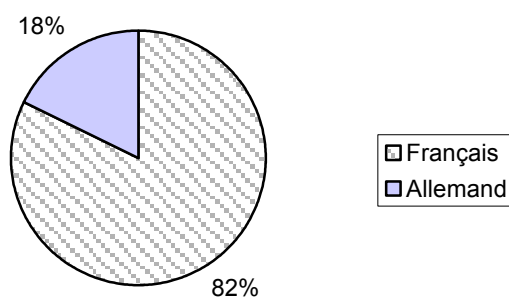
**PIERRE CORBOZ**

**A.  
Tribunal cantonal  
*Kantonsgericht***

**Langue des affaires liquidées /  
*Sprache der erledigten Angelegenheiten***

Le Tribunal cantonal ou l'une de ses sections ont liquidé 1408 affaires en 2002, dont 1157 en français et 251 en allemand.

*Das Kantonsgericht oder eine seiner Abteilungen haben im Jahre 2002 1408 Angelegenheiten erledigt, davon 1157 auf Französisch und 251 auf Deutsch.*



**1.**  
**I<sup>e</sup> Cour d'appel civil**  
**I. Zivilappellationshof**

En 2002, 60 recours ont été interjetés (2001: 71; 2000: 70; 1999: 70; 1998: 78). La Cour a rendu 63 arrêts (2001: 73; 2000: 64; 1999: 75; 1998: 87).

*2002 wurden 60 Berufungen eingereicht (2001: 71; 2000: 70; 1999: 70; 1998: 78). Der I. Zivilappellationshof hat 63 Entscheide gefällt (2001: 73; 2000: 64; 1999: 75; 1998: 87).*

Au 31 décembre 2002, 48 causes étaient pendantes (2001: 51; 2000: 54; 1999: 47; 1998: 55). Elles dataient de 1999 (1), 2000 (3), 2001 (6), 2002 (38).

*Am 31. Dezember 2002 waren 48 Angelegenheiten hängig (2001: 51; 2000: 54; 1999: 47; 1998: 55). Sie stammen aus den Jahren 1999 (1), 2000 (3), 2001 (6), 2002 (38).*

**Récapitulation / Zusammenfassung**

Recours reportés de 2001 à 2002 / <i>Von 2001 auf 2002 übertragene Berufungen</i>	51
Recours déposés en 2002 / <i>2002 eingereichte Berufungen</i>	60
Recours liquidés en 2002 / <i>2002 erledigte Berufungen</i>	63
Recours reportés en 2003 / <i>auf 2003 übertragene Berufungen</i>	48
<b>Total</b>	<hr/> <b>111 111</b>



Le sort suivant a été réservé aux recours:

*Die Berufungen nahmen folgenden Ausgang:*

Admis / <i>Gutheissung</i>	9
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	11
Rejetés / <i>Abweisung</i>	29
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	7
Retirés / <i>Rückzug</i>	4
Transaction / <i>Vergleich</i>	3
<b>Total</b>	<hr/> <b>63</b>

**Nature des affaires / Rechtsgebiete**

Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	0
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	36
dont divorces / <i>davon Ehescheidungen</i>	10
Droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	1
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	2
Droits réels / <i>Sachenrecht</i>	7
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	11
Divers / <i>Verschiedenes</i>	6
<b>Total</b>	<hr/> <b>63</b>

**Par arrondissements / Nach Bezirken**

Sarine / <i>Saane</i>	25
Singine / <i>Sense</i>	9
Gruyère / <i>Greyerz</i>	9
Lac / <i>See</i>	6
Glâne / <i>Glane</i>	7
Broye / <i>Broye</i>	4
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	3
<b>Total</b>	<hr/> <b>63</b>

## 2. II<sup>e</sup> Cour d'appel civil II. Zivilappellationshof

En 2002, 138 causes ont été inscrites au rôle (2001: 126; 2000: 151; 1999: 152; 1998: 145), dont 126 recours, 7 actions et 5 causes relevant du droit de l'arbitrage.

*2002 wurden 138 Angelegenheiten anhängig gemacht (2001: 126; 2000: 151, 1999: 152; 1998: 145), davon 126 Berufungen, 7 Klagen und 5 Angelegenheiten aus dem Bereich des Schiedsgerichtsbarkeitsrechts.*

La Cour ou son président ont rendu 130 arrêts (2001: 139; 2000: 158; 1999: 154; 1998: 135).

*Der II. Zivilappellationshof oder sein Präsident haben 130 Entscheide gefällt (2001: 139; 2000: 158; 1999: 154; 1998: 135).*

Au 31 décembre 2002, 40 causes étaient pendantes (2001: 32; 2000: 45; 1999: 52; 1998: 53). Elles dataient de 1994 (1), 1998 (1), 2001 (3) et 2002 (35).

*Am 31. Dezember 2002 waren 40 Angelegenheiten hängig (2001: 32; 2000: 45; 1999: 52; 1998: 53). Sie stammen aus den Jahren 1994 (1), 1998 (1), 2001 (3) und 2002 (35).*

### Récapitulation / Zusammenfassung

Causes reportées de 2001 à 2002 / Von 2001 auf 2002 übertragene Verfahren	32
Causes introduites en 2002 / 2002 eingereichte Verfahren	138
Causes liquidées en 2002 / 2002 erledigte Verfahren	130
Causes reportées en 2003 / auf 2003 übertragene Verfahren	40
<b>Total</b>	<hr/> <b>170 170</b>

## **Autorité de recours / Berufungsinstanz**

La Cour s'est prononcée sur 119 recours qui ont reçu le sort suivant :

*Der II. Zivilappellationshof hat 119 Rechtsmittel behandelt, welche folgenden Ausgang nahmen:*

Admis / <i>Gutheissung</i>	33
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	5
Rejetés / <i>Abweisung</i>	47
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	30
Transaction / <i>Vergleich</i>	1
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	3
<b>Total</b>	<hr/> <b>119</b>

## **Nature des affaires / Rechtsgebiete**

Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	24
Prud'hommes / <i>Gewerbegerichtsbarkeit</i>	20
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	7
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	68
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	17
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	41
<b>Total</b>	<hr/> <b>119</b>

## **Par arrondissements / Nach Bezirken**

Sarine / <i>Saane</i>	49
Singine / <i>Sense</i>	14
Gruyère / <i>Greyerz</i>	19
Lac / <i>See</i>	23
Glâne / <i>Glane</i>	3
Broye / <i>Broye</i>	8
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	3
<b>Total</b>	<hr/> <b>119</b>

**Instance unique / Einzige Instanz**

La Cour a rendu 7 arrêts / Der II. Zivilappellationshof hat 7 Entscheide gefällt.

**Divers / Verschiedenes**

Le Président de la II<sup>e</sup> Cour d'appel civil a désigné à 2 reprises un membre d'un tribunal arbitral.

*Der Präsident des II. Zivilappellationshofs hat in 2 Fällen ein Mitglied eines Schiedsgerichts ernannt.*

### 3. Chambres des poursuites et des faillites *Schuldbetreibungs- und Konkurskammer*

En 2002, 115 causes ont été introduites (2001: 128; 2000: 117; 1999: 108; 1998: 108).

*2002 wurden 115 Verfahren eingeleitet (2001: 128; 2000: 117; 1999: 108; 1998: 108).*

La Chambre a rendu 115 décisions (2001: 126; 2000: 114; 1999: 100; 1998: 148).

*Die Kammer hat 115 Entscheide gefällt (2001: 126; 2000: 114; 1999: 100; 1998: 148).*

#### **Récapitulation / Zusammenfassung**

Causes reportées de 2001 à 2002 / <i>Von 2001 auf 2002 übertragene Verfahren</i>	16
Causes introduites en 2002 / <i>2002 eingereichte Verfahren</i>	115
Causes liquidées en 2002, dont 97 plaintes / <i>2002 erledigte Verfahren, davon 97 Beschwerden</i>	115
Causes reportées en 2003 / <i>auf 2003 übertragene Verfahren</i>	16
<b>Total</b>	<hr/> <b>131 131</b>

Les plaintes liquidées l'ont été de la manière suivante :  
*Die erledigten Beschwerden nahmen folgenden Ausgang :*

Admises / <i>Gutheissung</i>	11
Partiellement admises / <i>Teilweise Gutheissung</i>	10
Rejetées / <i>Abweisung</i>	40
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	16
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	13
Retirées / <i>Rückzug</i>	7
<b>Total</b>	<b>97</b>

Temps écoulé entre le dépôt de la plainte et l'arrêt de la Chambre:  
*Zeitraum zwischen Eingang der Beschwerde und Entscheid der Kammer:*

1 à 15 jours	<i>1 bis 15 Tage</i>	32
15 jours à 1 mois	<i>15 Tage bis 1 Monat</i>	31
1 à 2 mois	<i>1 bis 2 Monate</i>	22
Plus de 2 mois	<i>mehr als 2 Monate</i>	12
<b>Total</b>		<b>97</b>

Les 97 plaintes liquidées étaient dirigées contre des décisions rendues par :  
*Die 97 erledigten Beschwerden richteten sich gegen Entscheide von :*

Offices des poursuites	<i>Betreibungsämter</i>	93
Office des faillites	<i>Konkursamt</i>	3
Administration spéciale de la faillite	<i>Ausseramtliche Konkursverwaltung</i>	1
<b>Total</b>		<b>97</b>

Elles se répartissent ainsi :

*Sie teilen sich wie folgt auf :*

### 1. Poursuites / *Betreibungen*

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Admises <i>Gutheissung</i>	Partiellement admises <i>Teilweise Gutheissung</i>	Rejetées <i>Abweisung</i>	Irrecevables <i>Nicht- eintreten</i>	Sans objet <i>Gegen- standslos</i>	Retirées <i>Rückzug</i>	Total <i>Total</i>
Sarine / <i>Saane</i>	6	4	20	11	8	1	50
Singine / <i>Sense</i>	0	1	7	1	1	2	12
Gruyère / <i>Greyerz</i>	2	0	6	1	1	2	12
Lac / <i>See</i>	1	2	3	2	0	0	8
Glâne / <i>Glane</i>	0	0	1	0	0	0	1
Broye / <i>Broye</i>	2	2	1	1	1	0	7
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	0	0	1	0	2	0	3
<b>Total / <i>Total</i></b>	<b>11</b>	<b>9</b>	<b>39</b>	<b>16</b>	<b>13</b>	<b>5</b>	<b>93</b>

### 2. Faillites / *Konkurse*

Office cantonal des faillites / <i>Kantonales Konkursamt</i>	0	1	1	0	0	1	3
Administration spéciale de la faillite <i>Ausseramtliche Konkurs- verwaltung</i>	0	0	0	0	0	1	1
<b>Total général <i>Gesamttotal</i></b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>40</b>	<b>16</b>	<b>13</b>	<b>7</b>	<b>97</b>

En outre, la Chambre a admis 1 demande de restitution de délai (art. 33 al. 4 LP).

*Weiter hat die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer 1 Gesuch um Fristwiederherstellung (Art. 33 Abs. 4 SchKG) gutgeheissen.*

Elle s'est prononcée sur 3 demandes de nouvelle estimation (art. 9 al. 2 ORFI).

*Sie hat über 3 Gesuche um neue Schätzung (Art. 9 Abs. 2 VZG) entschieden.*

Enfin, dans 5 faillites, elle a fixé la rémunération de l'administration spéciale.

*Schliesslich hat sie in 5 Konkursverfahren die Entschädigung der ausseramtlichen Konkursverwaltung festgesetzt.*



**Statistiques des poursuites et des faillites dans le canton en 2002 /  
Statistik der Schuldbetreibungs- und Konkursachen im Kanton für 2002**

**Poursuites / Betreibungen**

77'250 poursuites ont été introduites en 2002 (2001: 84'861; 2000: 81'418; 1999: 76'435; 1998: 79'930).

*Im Jahre 2002 wurden 77'250 Betreibungen eingeleitet (2001: 84'861; 2000: 81'418; 1999 : 76'435; 1998: 79'930).*

Elles se répartissent ainsi :

*Sie teilen sich folgt auf:*

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Commandements de payer <i>Zahlungsbefehle</i>	32'200	7'479	11'846	7'902	5'883	7'336	4'604	<b>77'250</b>
Réquisitions de continuer la poursuite <i>Begehren um Fortsetzung der Betreibung</i>	24'548	5'907	9'265	6'067	4'508	5'559	3'543	<b>59'397</b>
Réquisitions de vente <i>Verwertungsbegehren</i>	730	261	465	414	230	181	59	<b>2340</b>
Ventes mobilières <i>Verwertungen von beweglichen Sachen</i>	11	5	2	1	1	4	0	<b>24</b>
Ventes immobilières <i>Verwertungen von Liegenschaften</i>	28	6	16	10	6	20	16	<b>102</b>
Réalisations forcées chez des agriculteurs <i>Zwangsverwertungen bei Landwirten</i>	0	0	0	0	1	0	0	<b>1</b>
<b>TOTAL</b>	<b>57'517</b>	<b>13'658</b>	<b>21'594</b>	<b>14'394</b>	<b>10'629</b>	<b>13'100</b>	<b>8'222</b>	<b>139'114</b>

Il paraît intéressant de reproduire la statistique des poursuites engagées en 2002 **dans l'arrondissement de la Sarine**, ainsi que, pour ce même arrondissement, la statistique concernant l'enregistrement des pactes de réserve de propriété.

*Von Interesse erscheint die Statistik 2002 der im Saanebezirk eingeleiteten Betreibungen sowie der in diesem Bezirk eingetragenen Eigentumsvorbehalte.*

a) **Statistique des opérations de l'office**

**Statistik der Handlungen des Betreibungsamtes**

	2001	2002
Poursuites engagées / <i>eingeleitete Betreibungen</i>	38'092	32'200
Réquisitions de continuer / <i>Fortsetzungsbegehren</i>	25'102	25'683
Saisies exécutées / <i>Vollzogene Pfändungen</i>	9'186	9'053
Comminations de faillite / <i>Konkursandrohungen</i>	835	1'032
Actes de défaut de biens définitifs / <i>Definitive Verlustscheine</i>	10'903	7'354
Prises d'inventaire (loyer) / <i>Retentionsverzeichnisse (Miete)</i>	48	41
Séquestres / <i>Arrest</i>	15	16
Ventes exécutées / <i>Vollzogene Verwertungen</i>		
- mobilières - <i>bewegliche Sachen</i>	19	11
- immobilières - <i>Liegenschaften</i>	31	28
Réserves de propriété / <i>Eigentumsvorbehalte</i>	70	52
Renseignements / <i>Auskünfte</i>	20'782	20'829
Réquisitions de vente / <i>Verwertungsbegehren</i>	685	730

b) **Statistique des poursuites engagées**  
**Statistik der eingeleiteten Betreibungen**

	2001	2002
Impôts / <i>Steuern</i>	10'751	7'442
Fournisseurs / <i>Lieferanten</i>	8'466	8'699
A.V.S. / <i>AHV</i>	2'124	2'147
Frais judiciaires / <i>Gerichtskosten</i>	588	407
Amendes et taxes diverses / <i>Bussen und verschiedene Gebühren</i>	362	905
Loyers, fermages / <i>Miete, Pacht</i>	897	821
Prises d'inventaire / <i>Aufnahme Güterverzeichnis</i>	48	44
Cotisations syndicales / <i>Gewerkschaftsbeiträge</i>	125	115
Assurances diverses / <i>Verschiedene Versicherungsbeiträge</i>	11'324	11'915
Banques / <i>Banken</i>	1'003	909
Réalizations de gages mobiliers et immobiliers / <i>Verwertung von Fahrnis- und Grundpfandrechten</i>	297	273
Honoraires de médecins, frais d'hôpitaux, pharmacies <i>Honorare von Ärzten, Spitalkosten, Apotheken</i>	1'740	1533
Honoraires d'avocats / <i>Anwaltshonorare</i>	107	103
Pensions alimentaires / <i>Unterhaltsbeiträge</i>	184	132
Effets de change / <i>Wechselbetreibungen</i>	7	6
Indemnités, réparation de dommages / <i>Entschädigungen, Schadenersatz</i>	35	11
Séquestres / <i>Arrest</i>	15	16
Divers / <i>Verschiedenes</i>	19	8

c) **Enregistrement des pactes de réserve de propriété**  
**Eintragung von Eigentumsvorbehalten**

	2001	2002
Mobilier de ménage / <i>Hausrat</i>	2	1
Voitures automobiles / <i>Personenwagen</i>	33	32
Motos, vélomoteurs / <i>Motorräder, Motorfahräder</i>	0	0
Camions, machines d'entreprises / <i>Lastwagen, Geschäftsmaschinen</i>	20	11
Tracteurs, machines agricoles / <i>Traktoren, Landwirtschaftliche Maschinen</i>	11	5
Radios, grammos, enregistreurs, TV / <i>Radios, Schallplatten-, Kassettengeräte, TV</i>	0	0
Machines et matériels d'agencement pour hôtel, restaurant, magasins / <i>Maschinen und Einrichtungsgegenstände für Hotels, Restaurants, Geschäfte</i>	0	0
Équipement de bureaux / <i>Büroeinrichtungen</i>	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	4	3
<b>Total</b>	<b>70</b>	<b>52</b>

Valeur totale des montants garantis figurant sur les contrats enregistrés:

*Gesamtwert der gemäss den eingetragenen Verträgen sichergestellten Beträge:*

2002: Fr. 1'834'920.90; 2001: Fr. 3'131'482.70; 2000: Fr. 6'078'958.55;  
 1999: Fr. 2'928'151.50; 1998: Fr. 4'771'249.90; 1997: Fr. 3'700'754.45.

## Faillites / Konkurse

---

355 faillites ont été prononcées en 2002 (2001: 316; 2000: 366; 1999: 371; 1998: 335).

*2002 wurden 355 Konkurse eröffnet (2001: 316; 2000: 366; 1999: 371; 1998: 335).*

430 faillites ont été liquidées.  
*430 Konkurse wurden abgeschlossen.*

78 faillites antérieures à l'année 2002 ne sont pas liquidées.  
*78 vor 2002 eröffnete Konkurse sind noch nicht abgeschlossen.*

Les faillites prononcées en 2002 se répartissent ainsi:  
*Die 2002 eröffneten Konkurse verteilen sich wie folgt:*

Arrondissements / Bezirke

Sarine / Saane	196
Singine / Sense	23
Gruyère / Greyerz	52
Lac / See	22
Glâne / Glane	27
Broye / Broye	22
Veveyse / Vivisbach	13
<b>Total</b>	<b>355</b>

**Procédure suivie / Verfahren:**

• **Ouvertures de faillite / Konkursöffnungen**

Procédure ordinaire / <i>Ordentliches Verfahren</i>	0
Procédure sommaire / <i>Summarisches Verfahren</i>	220
Annulation / <i>Aufhebung</i>	13
Révocation / <i>Widerruf</i>	3
Suspension faute d'actif / <i>Einstellung mangels Aktiven</i>	119
<b>Total</b>	<b>355</b>

• **Liquidations de faillite / Konkursverfahren**

Procédure ordinaire / <i>Ordentliches Verfahren</i>	0
Procédure sommaire / <i>Summarisches Verfahren</i>	270
Suspension ultérieure faute d'actif / <i>Spätere Einstellung mangels Aktiven</i>	21
Révocation / <i>Widerruf</i>	4
<b>Total</b>	<b>295</b>

Total des pertes résultant des procédures ordinaires et sommaires:

*Gesamtbetrag der Verluste in den ordentlichen und summarischen Verfahren:*

2002: Fr. 259'922'177.--;	2001: Fr. 205'163'914.--;
2000: Fr. 51'930'227.80;	1999: Fr. 128'291'401.40;
1998: Fr. 133'593'864.28;	1997: Fr. 102'110'210.42.

## Concordats / Nachlassverträge

---

En 2002, 2 concordats ordinaires ont été homologués. 5 sursis concordataires ont été accordés.

*2002 wurden 2 ordentlicher Nachlassverträge bestätigt und 5 Nachlasstundungen wurden gewährt.*

## 4. Cour de modération *Moderationshof*

14 affaires ont été inscrites au rôle en 2002 (2001: 19; 2000: 57; 1999: 58; 1998: 69).

*2002 wurden 14 Angelegenheiten anhängig gemacht (2001: 19; 2000: 57; 1999: 58; 1998: 69).*

### Récapitulation / Zusammenfassung

Causes reportées de 2001 à 2002 / <i>Von 2000 auf 2001 übertragene Verfahren</i>	6
Causes introduites en 2002 / <i>2002 eingereichte Verfahren</i>	14
Causes liquidées en 2002 / <i>2002 erledigte Verfahren</i>	18
Causes reportées de 2002 à 2003 / <i>Von 2002 auf 2003 übertragene Verfahren</i>	2
<b>Total</b>	<hr/> <b>20 20</b>

Les 18 décisions rendues concernaient notamment :

*Die 18 gefällten Entscheide betrafen insbesondere :*

**Art. 14 ss du Tarif des honoraires et débours d'avocat dus à titre de dépens** (litiges de partie à partie: recours contre des ordonnances présidentielles)

**Art. 14 ff. des Tarifs der als Parteikosten in Zivilsachen geschuldeten Anwaltshonorare und -auslagen** (*Streitigkeiten unter den Parteien: Rekurse gegen Präsidialverfügungen*)

Admis / <i>Gutheissung</i>	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	6
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3
Retirés / <i>Rückzug</i>	1
<b>Total</b>	<hr/> <b>11</b>



**Art. 23 al. 2 et 25 de la loi du 10 mai 1977 sur la profession d'avocat**  
(contestations avocat - client dans des affaires qui n'ont pas été portées devant le juge et recours).

**Art. 23 Abs. 2 und 25 des Gesetzes vom 10. Mai 1977 über den Anwaltsberuf** (Streitigkeiten Anwalt - Klient in Angelegenheiten, die nicht vor den Richter gebracht wurden, sowie Beschwerden)

Demandes ou recours admis / <i>Klagen oder Beschwerden gutgeheissen</i>	1
Retiré / <i>Abweisung</i>	1
<b>Total</b>	<hr/> <b>2</b>

**Art. 21 de la loi sur l'assistance judiciaire** (indemnité globale au défenseur d'office en matière civile - recours contre ordonnances présidentielles)

**Art. 21 des Gesetzes über die unentgeltliche Rechtspflege**  
(Pauschalentschädigung an den amtlichen Verteidiger in Zivilsachen -  
Beschwerden gegen Präsidialverfügungen)

Admis / <i>Gutheissung</i>	2
Rejetés / <i>Rückzug</i>	1
<b>Total</b>	<hr/> <b>3</b>

## 5. Chambre des tutelles Vormundschafskammer

14 affaires ont été inscrites au rôle en 2002 (2001: 11; 2000: 17; 1999: 14; 1998: 20).

*2002 wurden 14 Angelegenheiten anhängig gemacht (2001: 11; 2000: 17; 1999: 14; 1998: 20).*

La Chambre a rendu 16 décisions (2001: 13; 2000: 17; 1999: 10; 1998: 19).

*Die Vormundschafskammer hat 16 Entscheide gefällt (2001: 13; 2000: 17; 1999: 10; 1998: 19).*

1 recours a été admis; 4 ont été rejetés et 4 ont été déclarés irrecevables. 1 demande de transfert de tutelle à l'autorité tutélaire fribourgeoise a été admise et 3 autres demandes ont été retirées. 1 plainte contre une autorité tutélaire a été transmise à la chambre des tutelles d'arrondissement. Enfin, dans 2 affaires, la Chambre a déposé des observations.

*1 Beschwerde wurde gutgeheissen, 4 wurden abgewiesen, und auf 4 wurde nicht eingetreten. 1 an eine Freiburger Vormundschafsbehörde gerichtetes Gesuch um Übernahme der Vormundschaf wurde gutgeheissen; 3 weitere Gesuche wurden zurückgezogen. 1 gegen eine Vormundschafsbehörde gerichtete Beschwerde wurde an die Vormundschafskammer des Bezirks weitergeleitet. Schliesslich hat die Kammer in 2 Angelegenheiten eine Stellungnahme eingereicht.*

Il paraît intéressant de reproduire le récapitulatif des nouvelles mesures de tutelle ordonnées en 2002 dans tout le canton, ainsi que celui des dites mesures en vigueur à fin 2002.

*Es erscheint aufschlussreich, an dieser Stelle eine Aufstellung der 2002 im ganzen Kanton neu angeordneten vormundschaflichen Massnahmen sowie die Anzahl der Ende 2002 noch bestehenden Massnahmen wiederzugeben.*

Nombre de personnes à l'égard desquelles de nouvelles mesures de tutelle ont été ordonnées en 2002 dans le canton:

**Zusammenfassende Darstellung der Personen, die 2002 im Kanton neu von vormundschaftlichen Massnahmen betroffen waren:**

<b>A. Majeurs / Mündige</b>		1.1.-31.12.02
- interdiction / <i>Entmündigung</i>	art. 369	36
- interdiction / <i>Entmündigung</i>	art. 370	9
- interdiction / <i>Entmündigung</i>	art. 371	2
- interdiction / <i>Entmündigung</i>	art. 372	69
- dont placement sous autorité parentale davon <i>Unterstellung unter die elterliche Gewalt</i>	art. 385	18
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 392	40
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 393	42
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 392/393	18
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 394	231
- conseil légal (coopérant/gérant/combiné) <i>Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/kombinierte)</i>	art. 395	47
- Priv. lib. ass. / <i>FFE</i>	art. 397a	120
<b>B. Mineurs / Unmündige</b>		
- mesures protectrices / <i>geeignete Massnahmen</i>	art. 307	40
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 308	263
- curatelle/constatation de la paternité <i>Beistandschaft/Feststellung der Vaterschaft</i>	art. 309	25
- retrait du droit de garde des père et mère <i>Aufhebung der elterlichen Obhut</i>	art. 310	24
- curatelle / constatation de la paternité et obligation d'entretien <i>Beistandschaft / Feststellung der Vaterschaft und Unterhaltspflicht</i>	art. 309/308	88
- retrait du droit de garde des père et mère et curatelle <i>Aufhebung der elterlichen Obhut und Beistandschaft</i>	art. 310/308	28
- retrait de l'autorité parentale / <i>Entziehung der elterlichen Gewalt</i>	art. 311/312	12
- mesures pour la protection des biens de l'enfant / <i>geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens</i>	art. 324	9
- curatelle d'administration des biens de l'enfant <i>Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens</i>	art. 325	7
- tutelle pour mineurs / <i>Vormund für Unmündige</i>	art. 368	48
- curatelle pour mineurs / <i>Beistand für Unmündige</i>	art. 392	82
- représentation de l'enfant dans la procédure de divorce / <i>Vertretung von Kindern in Scheidungsverfahren</i>	art. 146	7
- autorité parentale conjointe art. 298a / art. 7a al. 3 Tit. fin. en relation avec art. 134 al. 3 <i>Zuteilung der gemeinsamen elterlichen Sorge</i> Art. 298a / Art. 7a Abs. 3 SchlT i. V. mit Art. 134 Abs. 3		17

Nombre de personnes concernées par des mesures de tutelle en vigueur au 31 décembre 2002 dans tout le canton:

**Zusammenfassende Darstellung der Personen, die Ende 2002 im Kanton von rechtskräftigen vormundschaftlichen Massnahmen betroffen sind:**

<b>A. Majeurs / Mündige</b>		31.12.2002
- tutelle / Vormundschaft	art. 369	516
- tutelle / Vormundschaft	art. 370	103
- tutelle / Vormundschaft	art. 371	10
- tutelle / Vormundschaft	art. 372	814
- curatelle / Beistandschaft	art. 392	102
- curatelle / Beistandschaft	art. 393	155
- curatelle / Beistandschaft	art. 392/393	96
- curatelle / Beistandschaft	art. 394	1178
- conseil légal (coopérant/gérant/combiné) Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/kombinierte)	art. 395	480
- Priv. lib. ass. / FFE	art. 397a	55
<b>B. Mineurs / Unmündige</b>		
- mesures protectrices / geeignete Massnahmen	art. 307	206
- curatelle / Beistandschaft	art. 308	753
- curatelle/constatation de la paternité Beistandschaft/Feststellung der Vaterschaft	art. 309	37
- retrait du droit de garde des père et mère Aufhebung der elterlichen Obhut	art. 310	26
- curatelle/constatation de la paternité et obligation d'entretien Beistandschaft/Feststellung der Vaterschaft und Unterhaltspflicht	art. 309/308	121
- retrait du droit de garde des père et mère et curatelle Aufhebung der elterlichen Obhut und Beistandschaft	art. 310/308	32
- retrait de l'autorité parentale / Entziehung der elterlichen Gewalt	art. 311/312	39
- mesures pour la protection des biens de l'enfant / geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens	art. 324	7
- curatelle d'administration des biens de l'enfant / Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens	art. 325	21
- tutelle pour mineurs / Vormund für Unmündige	art. 368	223
- curatelle pour mineurs / Beistand für Unmündige	art. 392	172
- représentation de l'enfant dans la procédure de divorce / Vertretung von Kindern in Scheidungsverfahren	art. 146	8
- autorité parentale conjointe art. 298a / art. 7a al. 3 Tit. fin. en relation avec art. 134 al. 3 Zuteilung der gemeinsamen elterlichen Sorge Art. 298a / Art. 7a Abs. 3 SchIT i.V. mit Art. 134 Abs. 3		22

**6.**  
**Chambre du registre du commerce**  
***Handelsregisterkammer***

3 affaires ont été inscrites au rôle en 2002 (2001: 3; 2000: 3; 1999: 2; 1998: 4). La Chambre a rendu 2 arrêts (2001: 2; 2000: 3; 1999: 2; 1998: 5).

*2002 wurden 3 Angelegenheiten anhängig gemacht (2001: 3; 2000: 3; 1999: 2; 1998: 4). Die Handelsregisterkammer hat 2 Entscheide gefällt (2001: 2; 2000: 3; 1999: 2; 1998: 5).*

## 7. Cour d'appel pénal Strafappellationshof

En 2002, 65 recours ont été interjetés (2001: 80; 2000: 76; 1999: 67; 1998: 54). La Cour a rendu 67 arrêts (2001: 64; 2000: 77; 1999: 44; 1998: 110).\*

*2002 wurden 65 Berufungen eingereicht (2001: 80; 2000: 76; 1999: 67; 1998: 54). Der Hof hat 67 Entscheide gefällt (2001: 64; 2000: 77; 1999: 44; 1998: 110).\**

\* Les chiffres pour 1998 (jusqu'au 30 novembre) concernent l'ancienne Cour de cassation pénale / *Die Zahlen für das Jahr 1998 (bis zum 30. November) betreffen den alten Strafkassationshof.*

### Récapitulation / Zusammenfassung

Recours reportés de 2001 à 2002 / <i>Von 2001 auf 2002 übertragene Berufungen</i>	52
Recours déposés en 2002 / <i>2002 eingereichte Berufungen</i>	65
Recours liquidés en 2002 / <i>2002 erledigte Berufungen</i>	67
Recours reportés en 2003 / <i>auf 2003 übertragene Berufungen</i>	50
<b>Total</b>	<b>117    117</b>

Les 67 recours liquidés ont reçu le sort suivant:

*Die 67 erledigten Beschwerden nahmen folgenden Ausgang:*

Admis / <i>Gutheissung</i>	10
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	17
Rejetés / <i>Abweisung</i>	33
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	1
Retiré / <i>Rückzug</i>	3
<b>Total</b>	<b>67</b>

Ces 67 recours étaient dirigés contre des jugements rendus par:

*Diese 67 Beschwerden richteten sich gegen Urteile folgender Behörden:*

- **Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht**

Sarine / Saane	13
Singine / Sense	4
Gruyère / Greyerz	4
Lac / See	2
Glâne / Glane	2
Broye / Broye	5
Veveyse / Vivisbach	7
<b>Total</b>	<hr/> <b>37</b>

- **Juge de police / Polizeirichter**

Sarine / Saane	10
Singine / Sense	2
Gruyère / Greyerz	5
Lac / See	4
Glâne / Glane	0
Broye / Broye	1
Veveyse / Vivisbach	5
<b>Total</b>	<hr/> <b>27</b>

- **Juge pénal des mineurs / Jugendstrafrichter** **2**

- **Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht** **1**

La Cour a accueilli 12 requêtes de radiation au casier judiciaire, en a rejeté 3, en a déclaré 1 irrecevable, en a classé 1 sans suite et 1 autre sans objet.

*Der Strafappellationshof hat 12 Gesuche um Löschung eines Eintrags im Strafregister gutgeheissen, 3 abgewiesen, ist auf 1 Gesuch nicht eingetreten, hat 1 Gesuch ohne Folge klassiert und 1 weiteres als gegenstandslos abgeschrieben.*



## 8. Chambre pénale Strafkammer

En 2002, 1017 affaires ont été inscrites au rôle de la Chambre et de son président (2001: 828; 2000: 777; 1999: 818). La Chambre s'est prononcée sur 597 cas (2001: 454; 2000: 457; 1999: 425) qui se répartissent ainsi:

*2002 wurden 1017 Angelegenheiten vor der Kammer und ihrem Präsidenten anhängig gemacht (2001: 828; 2000 : 777; 1999: 818). Die Kammer hat 597 Fälle erledigt (2001: 454; 2000: 457; 1999: 425), die sich wie folgt verteilen:*

• Visa du maintien en détention préventive / <i>Visum der Aufrechterhaltung der Untersuchungshaft</i>	349
• Recours contre décisions / <i>Beschwerden gegen Entscheide</i>	198
- du juge d'instruction / <i>des Untersuchungsrichters</i>	190
dont / <i>davon</i>	
○ mise en détention / <i>Untersuchungshaft</i>	10
○ refus de mise en liberté / <i>Verweigerung der Freilassung</i>	17
○ renvoi / renonciation à la poursuite / <i>Überweisung / Verzicht auf die Strafverfolgung</i>	105
- du tribunal pénal d'arrondissement / <i>des Bezirksstrafgerichts</i>	2
- du juge pénal des mineurs / <i>des Jugendstrafrichters</i>	3
- du préfet / <i>des Oberamtmannes</i>	1
- de la Cour d'appel pénal / <i>des Strafappellationshofes</i>	1
- du tribunal pénal économique / <i>des Wirtschaftsstrafgerichts</i>	1
• Demandes de révision / <i>Revisionsgesuche</i>	6
• Requêtes d'indemnité / <i>Entschädigungsgesuche</i>	27
• Non-lieu / <i>Einstellung</i>	10
• Divers / <i>Verschiedenes</i>	7
	<hr/> <b>597</b>

L'application de l'art. 242 CPP, qui confère à celui qui subit un préjudice causé par une arrestation ou une détention injustifiée ou par une erreur judiciaire (al. 1) ou par un autre acte de procédure (al. 2) le droit à une indemnité à l'encontre de l'Etat, a donné lieu à l'allocation d'une indemnité dans 14 affaires pour un montant total de 140'963 francs. Dans 2 affaires, l'indemnité a été allouée sur la base de l'alinéa 1 et dans les 12 autres sur la base de l'alinéa 2. Dans un cas, le montant alloué sur la base de l'alinéa 2 s'est élevé à 41'862 francs.

*Art. 242 StPO gibt jenen Personen, die durch eine ungerechtfertigte Inhaftierung oder Untersuchungshaft oder einen Justizirrtum (Abs. 1) oder eine andere Prozesshandlung (Abs. 2) einen Schaden erlitten haben, einen Anspruch auf Schadenersatz. Dies hat in 14 Fällen zur Ausrichtung einer Entschädigung von insgesamt Fr. 140'963.-- geführt. In 2 Fällen wurde die Entschädigung in Anwendung von Absatz 1 und in den übrigen 12 Fällen in Anwendung von Absatz 2 ausgerichtet. In einem Fall betrug die in Anwendung von Absatz 2 zugesprochene Entschädigung Fr. 41'862.--.*

Hormis les décisions relatives à l'assistance judiciaire (268 en 2002), le président de la Chambre pénale a rendu 160 arrêts, dont 5 portaient sur une question de for et 129 traitaient de mesures de surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (2001: 188, dont 6 et 89; 2000: 101, dont 5 et 53; 1999: 100, dont 4 et 75). 104 mesures de surveillance ont été approuvées, 6 ont été rejetées et 19 ont été prolongées; elles tendaient à 193 mises sous surveillance, soit 65 branchements directs et 128 contrôles rétroactifs ponctuels. A noter encore que sur les 129 arrêts, 84 ont été rendus dans une même affaire, savoir dans une affaire de trafic important de stupéfiants, donnant lieu à 51 branchements directs et 74 contrôles rétroactifs ponctuels.

*Abgesehen von den Zuweisungen von amtlichen Verteidigern (2002: 268) hat der Präsident der Strafkammer über 160 Fälle entschieden, davon 5 Gerichtsstandsfragen und 129 Überwachungsmassnahmen (2001: 188, davon 6 und 89; 2000: 101, davon 5 und 53; 1999: 100, davon 4 und 75). 104 Überwachungsmassnahmen wurden genehmigt, 6 verweigert und 19 verlängert; von den 193 Überwachungshandlungen betrafen 65 Direktschaltungen und 128 rückwirkende Kontrollen. Schliesslich ist auch zu beachten, dass von den 129 Entscheiden allein 84 in einer Angelegenheit betreffend einen bedeutenden Betäubungsmittelhandel ergingen; dabei wurden 51 Direktschaltungen und 74 rückwirkende Kontrollen genehmigt.*

## **9.**

### **Autorité de surveillance Aufsichtsbehörde**

Le Tribunal cantonal a classé quatre plaintes sans suite; trois plaintes étaient dirigées contre un président de tribunal, une contre un juge de paix.

*Das Kantonsgericht hat vier Beschwerden ohne Folge klassiert; davon richteten sich drei gegen einen Gerichtspräsidenten, eine gegen einen Friedensrichter.*

Le Tribunal cantonal s'est en outre prononcé sur 4 requêtes de levée du secret de fonction.

*Weiter hat das Kantonsgericht über 4 Gesuche um Befreiung vom Amtsgeheimnis entschieden.*

## **10.**

### **Autorité de surveillance des avocats Aufsichtsbehörde über die Rechtsanwälte**

Le Tribunal cantonal a classé une dénonciation déposée à l'encontre d'un avocat.

*Das Kantonsgericht hat eine gegen einen Rechtsanwalt gerichtete Anzeige klassiert.*

Le Tribunal cantonal s'est prononcé sur une requête de levée du secret professionnel.

*Das Kantonsgericht hat über ein Gesuch um Befreiung vom Berufsgeheimnis entschieden.*

# 11.

## **Autres attributions du Tribunal cantonal**

### ***Weitere Aufgaben des Kantonsgerichts***

#### **Récusation / *Ausstand***

Le Tribunal cantonal a pris acte de la récusation

- d'un tribunal civil ou d'un président de tribunal et de son suppléant dans 6 cas
- d'un tribunal pénal ou d'un président de tribunal et de son suppléant dans 1 cas
- d'une chambre des prud'hommes ou d'un président de chambre et de son suppléant dans 1 cas
- d'un juge de police dans 3 cas
- des juges d'instruction dans 10 cas

Ces affaires ont été renvoyées à la connaissance d'une autre autorité judiciaire de même degré. En cas de récusation des juges d'instruction, ont souvent été désignés comme remplaçants des présidents de tribunal de 1<sup>ère</sup> instance.

#### *Das Kantonsgericht hat vom Ausstand*

- *eines Zivilgerichts oder eines Gerichtspräsidenten und dessen Stellvertreters in 6 Fällen*
- *eines Strafgerichts oder eines Gerichtspräsidenten und dessen Stellvertreters in 1 Fall*
- *einer Gewerbekammer oder eines Präsidenten dieser Kammer und dessen Stellvertreters in 1 Fall*
- *eines Polizeirichters in 3 Fällen*
- *der Untersuchungsrichter in 10 Fällen*

*Vormerk genommen. Diese Angelegenheiten wurden einer anderen Gerichtsbehörde gleichen Grades zur weiteren Behandlung überwiesen. Im Falle des Ausstandes der Untersuchungsrichter wurden oft Gerichtspräsidenten 1. Instanz als Ersatzrichter bezeichnet.*

## **Divers / Verschiedenes**

Jusqu'à l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> juin 2002, de la loi fédérale sur la libre circulation des avocats, le Tribunal cantonal a, à 17 reprises, autorisé un avocat qui n'était pas au bénéfice d'une patente fribourgeoise à représenter, à assister ou à défendre une partie en justice dans une cause déterminée.

*Bis zum Inkrafttreten des Bundesgesetzes über die Freizügigkeit der Anwältinnen und Anwälte am 1. Juni 2002 hat das Kantonsgericht in 17 Fällen Rechtsanwälte ohne freiburgisches Patent ermächtigt, in einer bestimmten Streitsache eine Partei zu vertreten, zu verbeiständen oder zu verteidigen.*

En application des conventions relatives à l'entraide judiciaire internationale en matière civile ou commerciale, le Tribunal cantonal a connu de 164 affaires concernant des communications diverses ou des commissions rogatoires.

*In Anwendung der Übereinkommen über die internationale Rechtshilfe in Zivil- oder Handelssachen hat das Kantonsgericht über 164 Gesuche betreffend Zustellungen oder rogatorische Einvernahmen entschieden.*

## 12. Recours au Tribunal fédéral *Beschwerden an das Bundesgericht*

	Admis <i>Gut-Heissung</i>	Partiellement admis <i>Teilweise Gutheissung</i>	Rejetés <i>Abweisung</i>	Irrecevables <i>Nichteintreten</i>	Sans objet <i>Gegenstandslos</i>	Retirés <i>Rückzug</i>	Total
Tribunal cantonal <i>Kantonsgericht</i>	0	0	1	1	0	1	3
I <sup>e</sup> Cour d'appel <i>I. Appellationshof</i>	0	0	4	3	0	0	7
II <sup>e</sup> Cour d'appel <i>II. Appellationshof</i>	1	0	4	6	0	2	13
Chambre des poursuites et des faillites <i>Schuldbetreibungs- und Konkurskammer</i>	0	0	4	6	0	0	10
Cour de modération <i>Moderationshof</i>	0	0	0	0	0	0	0
Chambre des tutelles <i>Vormundschaftskammer</i>	0	0	0	2	0	0	2
Cour d'appel pénal <i>Strafappellationshof</i>	1	1	7	2	0	0	11
Chambre pénale <i>Strafkammer</i>	0	0	5	3	0	0	8
Président de la Chambre pénale <i>Präsident der Straf- kammer</i>	0	0	0	1	0	0	1
<b>To al</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>25</b>	<b>24</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>55</b>

### 13. Assistance judiciaire Unentgeltliche Rechtspflege

#### En matière civile / in Zivilsachen

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst</i>				
Arrondissements <i>Bezirke</i>	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)</i>	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
Sarine / Saane	148	17	29	5
Singine / Sense	37	2	10	2
Gruyère / Greyerz	100	10	14	3
Lac / See	41	3	14	2
Glâne / Glane	20	1	1	1
Broye / Broye	36	10	8	1
Veveyse / Vivisbach	13	8	3	5
<b>Total</b>	<b>395</b>	<b>51</b>	<b>79</b>	<b>19</b>

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst</i>				
Arrondissements <i>Bezirke</i>	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)</i>	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
Sarine / Saane	36	1	7	0
Singine / Sense	10	1	3	5
Gruyère / Greyerz	16	2	4	0
Lac / See	3	0	0	0
Glâne / Glane	10	0	1	0
Broye / Broye	12	2	1	0
Veveyse / Vivisbach	3	1	0	1
<b>Total</b>	<b>90</b>	<b>7</b>	<b>16</b>	<b>6</b>

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst</i>				
	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i> (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
I <sup>e</sup> Cour d'appel / <i>I. Appellationshof</i>	7	1	1	1
II <sup>e</sup> Cour d'appel / <i>II. Appellationshof</i>	11	1	1	0
Tribunal cantonal / <i>Kantonsgericht</i>	0	0	0	1
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst</i>				
	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i> (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
I <sup>e</sup> Cour d'appel / <i>I. Appellationshof</i>	0	0	2	0
II <sup>e</sup> Cour d'appel / <i>II. Appellationshof</i>	0	0	6	0
Chambre des poursuites et des faillites / <i>Schuldbetreibungs- und Konkurskammer</i>	0	0	1	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>0</b>



## **En matière pénale / in Strafsachen**

Le Président de la Chambre pénale a rendu 268 arrêts en matière d'assistance judiciaire (2001: 235; 2000: 243; 1999: 295). Il a désigné un défenseur au prévenu, en application de l'art. 37 CPP, dans 184 cas (2001: 156; 2000: 175; 1999: 261), et au lésé, en application de l'art. 40 al. 2 CPP, dans 21 cas (2001: 20; 2000: 21; 1999: 24).

*Der Präsident der Strafkammer hat 268 Entscheide im Bereich der unentgeltlichen Rechtspflege gefällt (2001: 235; 2000: 243; 1999: 295). Er hat in Anwendung von Art. 37 StPO in 184 Fällen (2001: 156; 2000: 175; 1999: 261) dem Beschuldigten und in Anwendung von Art. 40 Abs. 2 StPO in 21 Fällen (2001: 20; 2000: 21; 1999: 24) dem Geschädigten einen Verteidiger zugewiesen.*

## **B.**

# **Ministère public**

## **Staatsanwaltschaft**

La Procureure générale ou ses substituts ont interjeté 7 recours en appel pénal (2001: 10; 2000: 4; 1999: 6; 1998: 5). 2 recours ont été admis et 3 rejetés; les autres sont pendants. Le Ministère public s'est en outre déterminé à 40 reprises sur des recours.

*Die Staatsanwältin oder ihre Substitute haben 7 Berufungen eingereicht (2001: 10; 2000: 4; 1999: 6; 1998: 5). 2 Berufungen wurden gutgeheissen und 3 abgewiesen; die übrigen Berufungen sind noch hängig. Die Staatsanwaltschaft hat ausserdem in 40 Fällen eine Vernehmlassung eingereicht.*

Le Ministère public a interjeté 15 recours auprès de la Chambre pénale (2001: 20; 2000: 8; 1999: 8; 1998: 6). 3 recours ont été admis et 7 ont été rejetés; les autres sont pendants. Le Ministère public s'est en outre déterminé à 113 reprises sur des affaires enregistrées.

*Die Staatsanwaltschaft hat bei der Strafkammer 15 Beschwerden eingereicht (2001: 20; 2000: 8; 1999: 8; 1998: 6), von denen 3 gutgeheissen und 7 abgewiesen wurden; die übrigen sind noch hängig. Die Staatsanwaltschaft hat ausserdem in 113 Fällen eine Vernehmlassung eingereicht.*

La Procureure générale ou ses substituts ont comparu à 181 reprises devant les tribunaux de 1<sup>ère</sup> instance et à 14 reprises devant la Cour d'appel pénal. Ils ont également participé à 219 auditions d'instruction.

*Die Staatsanwältin oder ihre Substitute sind in 181 Fällen vor den Gerichten 1. Instanz und in 14 Fällen vor dem Strafappellationshof aufgetreten. Sie haben auch an 219 untersuchungsrichterlichen Einvernahmen teilgenommen.*

# C.

## Tribunaux d'arrondissement *Bezirksgerichte*

### 1. Affaires civiles / *Zivilverfahren*

#### a) aa. Tribunaux d'arrondissement / *Bezirksgerichte*

Tribunaux d'arrondissement <i>Bezirksgerichte</i>	Affaires inscrites au rôle / <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Jugements rendus / <i>Gefällte Entscheide</i>	Affaires en cours / <i>Hängige Angelegenheiten</i>	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2000 / <i>davon bis 31.12.2000 eingereicht</i>
Sarine / <i>Saane</i>	282 <sup>1)</sup>	283 <sup>2)</sup>	327 <sup>3)</sup>	85
Singine / <i>Sense</i>	62	55	76	20
Gruyère / <i>Greyerz</i>	120	104	131	21
Lac / <i>See</i>	56 <sup>4)</sup>	62 <sup>5)</sup>	55 <sup>6)</sup>	8
Glâne / <i>Glane</i>	45	55	46	10
Broye / <i>Broye</i>	56	55	57	14
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	42	27	50	8
<b>Total</b>	<b>663</b>	<b>641</b>	<b>742</b>	<b>166</b>

En 2001	658	654	781
En 2000	651	883	813

- (1) dont 14 en allemand / *davon 14 auf deutsch* (2001: 14)  
 (2) dont 12 en allemand / *davon 12 auf deutsch* (2001: 20)  
 (3) dont 16 en allemand / *davon 16 auf deutsch* (2001: 16)  
 (4) dont 16 en français / *davon 16 auf französisch* (2001: 15)  
 (5) dont 17 en français / *davon 17 auf französisch* (2001: 16)  
 (6) dont 10 en français / *davon 10 auf französisch* (2001: 11)

Objets des jugements rendus <i>Gegenstand der Entscheide</i>	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>A. Code civil / Zivilgesetzbuch</b>								
1. Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	3	0	0	0	0	0	3	6
2. Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>								
a) divorce / <i>Scheidung</i>	83	18	28	9	19	18	7	182
b) séparation de corps / <i>Trennung</i>	9	0	9	1	2	1	0	22
c) action en désaveu / <i>Anfechtungsklage</i>	12	2	5	3	2	2	0	26
d) recherche en paternité / <i>Vaterschaftsklage</i>	8	1	6	1	1	1	3	21
e) droit de tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	28	10	25	7	12	2	4	88
f) divers / <i>Verschiedenes</i>	4	1	0	0	5	0	1	11
3. Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	7	0	3	2	2	1	1	16
4. Droits réels / <i>Sachenrecht</i>	5	0	3	2	3	1	3	17
<b>B. Code des obligations / Obligationenrecht</b>								
1. Actions résultant des contrats / <i>Klagen aus Vertrag</i>	89	12	8	29	7	13	0	158
2. Actions résultant d'actes illicites / <i>Klagen aus unerlaubter Handlung</i>	7	0	1	1	0	3	0	12
3. Droit des sociétés / <i>Gesellschaftsrecht</i>	5	0	0	1	0	0	0	6
<b>C. Autorité de recours / Rechtsmittelinstanz</b>								
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerden gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	17	5	12	1	2	7	3	47
<b>D. Autres lois fédérales ou cantonales / Andere eidgenössische oder kantonale Gesetze</b>	6	6	4	5	0	6	2	29
<b>Total général / Gesamt total</b>	<b>283</b>	<b>55</b>	<b>104</b>	<b>62</b>	<b>55</b>	<b>55</b>	<b>27</b>	<b>641</b>

a) bb. **Présidents de tribunaux / Gerichtspräsidenten**

Président de tribunaux <i>Gerichtspräsidenten</i>	Affaires inscrites au rôle / <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Jugements rendus / <i>Gefällte Entscheide</i>	Affaires en cours / <i>Hängige Angelegenheiten</i>	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2000 / davon bis 31.12.2000 <i>eingereicht</i>
Sarine / Saane	2'832 <sup>1)</sup>	2'840 <sup>2)</sup>	783 <sup>3)</sup>	82
Singine / Sense	734	667	239	11
Gruyère / Greyerz	785	1'055	175	3
Lac / See	769 <sup>4)</sup>	765 <sup>5)</sup>	169 <sup>6)</sup>	3
Glâne / Glane	496	419	97	3
Broye / Broye	568	709	158	11
Veveyse / Vivisbach	139	408	96	0
<b>Total</b>	<b>6'323</b>	<b>6'863</b>	<b>1717</b>	<b>113</b>

En 2001	6424	6827	1989
En 2000	6679	6890	1950

- (1) dont 45 en allemand / *davon 45 auf deutsch* (2001: 49)  
 (2) dont 47 en allemand / *davon 47 auf deutsch* (2001: 50)  
 (3) dont 19 en allemand / *davon 19 auf deutsch* (2001: 22)  
 (4) dont 135 en français / *davon 135 auf französisch* (2001: 210)  
 (5) dont 146 en français / *davon 146 auf französisch* (2001: 186)  
 (6) dont 32 en français / *davon 32 auf französisch* (2001: 50)

Objets des jugements et ordonnances rendus Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greizerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Divorce sur requête commune avec accord complet / <i>Scheidung auf gemeinsamen Begehren mit umfassender Einigung</i>	186	61	64	45	26	53	24	459
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet / <i>Trennung auf gemeinsamen Begehren mit umfassender Einigung</i>	13	4	17	2	5	5	3	49
3. Modification de jugements de divorce / <i>Abänderung von Scheidungsurteilen</i>	52	3	19	10	2	5	3	94
4. Mesures protectrices de l'union conjugale (art. 172 CC) / <i>Eheschutzmassnahmen (Art. 172 ZGB)</i>	66	28	11	21	16	25	24	191
5. Affaires entrant dans la compétence présidentielle (art. 139 OJ) / <i>Streitsachen in Zuständigkeit des Präsidenten (art. 139 GOG)</i>	158	29	10	40	26	25	37	325
6. Mesures provisionnelles et leur modification / <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	233	38	122	35	40	62	25	555
7. Inscription provisoire des hypothèques légales des entrepreneurs et artisans / <i>Vorläufige Eintragung von Bauhandwerkerpfandrecht</i>	25	15	4	17	5	4	1	71
8. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire / <i>Entscheide betreffend die unentgeltliche Rechtspflege</i>	250	70	149	63	34	70	34	670
9. Décisions rendues en vertu de la LELP / <i>Entscheide gestützt auf das EGSchKG</i> a) <i>Faillite (ouverture) / Konkurs (Eröffnung)</i> b) <i>Mainlevée / Rechthöfnung</i> c) <i>Divers / Verschiedenes</i>	143 1392 42	78 202 85	34 340 88	23 322 145	24 178 35	17 238 109	15 196 8	334 2868 512
10. Bénéfices d'inventaires / <i>Inventaraufnahmen</i>	2	0	2	0	2	1	1	8
11. Répudiation de successions / <i>Ausschlagung der Erbschaft</i>	60	6	31	9	14	5	4	129
12. Annulation de titres / <i>Aufhebung von Wertpapieren</i>	27	12	10	11	1	2	5	68
13. Divers / <i>Verschiedenes</i>	191	36	154	22	11	88	28	530
<b>Total général / Ges. nttotal</b>	<b>2840</b>	<b>667</b>	<b>1055</b>	<b>765</b>	<b>419</b>	<b>709</b>	<b>408</b>	<b>6863</b>

Requêtes diverses <i>Verschiedene Begehren</i>	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Requêtes de mainlevée / <i>Rechtsöffnungsbegehren</i>	1302	203	378	323	197	275	217	2895
Réquisitions de faillite / <i>Konkursbegehren</i>	317	78	99	149	93	120	14	870
Répudiations de successions / <i>Ausschlagung von Erbschaften</i>	44	6	31	9	14	5	5	114
Commissions rogatoires / <i>Rechtshilfebegehren</i>	92	4	12	29	4	1	7	149
Divers / <i>Verschiedenes</i>	34	38	0	0	0	26	0	98
<b>Tot: général / Gesamttotal</b>	<b>1789</b>	<b>329</b>	<b>520</b>	<b>510</b>	<b>308</b>	<b>427</b>	<b>243</b>	<b>4126</b>

## b) Chambres des tutelles / Vormundschaftskammern

Les Chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement ont rendu 180 décisions (2001: 163; 2000: 166; 1999: 179; 1998: 192), dont 66 en qualité d'autorité de recours contre des décisions de Justices de paix (art. 5 LOT) et 114 dans des causes qui leur étaient soumises en première instance (art. 6 LOT).

*Die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte haben 180 Entscheide gefällt (2001: 163; 2000: 166; 1999: 179; 1998: 192), davon 66 auf Beschwerde gegen Entscheide der Friedensgerichte (art. 5 GOV) und 114 als erste Instanz (art. 6 GOV).*

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Autorité de recours (art. 5 LOT) <i>Beschwerdeinstanz</i> (Art. 5 GOV)	Première instance (art. 6 LOT) <i>Erste Instanz</i> (Art. 6 GOV)	Total <i>Total</i>
Sarine / Saane	28	42	70
Singine / Sense	11	8	19
Gruyère / Greyerz	14	24	38
Lac / See	5	9	14
Glâne / Glane	3	17	20
Broye / Broye	1	6	7
Veveyse / Vivisbach	4	8	12
<b>Tot: I</b>	<b>66</b>	<b>114</b>	<b>180</b>



### c) Jurisdiction des prud'hommes / *Gewerbegerichtsbarkeit*

#### Présidents des Chambres des prud'hommes *Präsidenten der Gewerbekammern*

Les Présidents des Chambres des prud'hommes des tribunaux d'arrondissement ont été saisis de 137 causes (2001: 157; 2000: 195; 1999: 211; 1998: 222) qui se répartissent ainsi:

*Bei den Präsidenten der Gewerbekammern der Bezirksgerichte wurden 137 Angelegenheiten eingereicht (2001: 157; 2000: 195; 1999: 211; 1998: 222), die sich wie folgt aufteilen:*

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Causes introduites <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Jugements <i>Urteile</i>	Arrangements <i>Vergleiche</i>
Sarine / Saane	59	56	23
Singine / Sense	7	2	5
Gruyère / Greyerz	27	13	12
Lac / See	18	21	11
Glâne / Glane	4	1	3
Broye / Broye	14	3	11
Veveyse / Vivisbach	8	3	2
<b>Total</b>	<b>137</b>	<b>99</b>	<b>67</b>

#### Chambres des prud'hommes / *Gewerbekammern*

Elles ont été saisies de 126 causes (2001: 107; 2000: 125; 1999: 121; 1998: 141) qui se répartissent ainsi:

*Es wurden 126 Angelegenheiten eingereicht (2001: 107; 2000: 125; 1999: 121; 1998: 141), die sich wie folgt aufteilen:*

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Causes introduites <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Jugements <i>Urteile</i>	Arrangements <i>Vergleiche</i>
Sarine / Saane	66	41	14
Singine / Sense	11	4	7
Gruyère / Greyerz	16	8	6
Lac / See	9	9	3
Glâne / Glane	7	0	6
Broye / Broye	11	4	4
Veveyse / Vivisbach	6	3	2
<b>Total</b>	<b>126</b>	<b>69</b>	<b>42</b>

## d) Juridiction des baux / *Mietgerichtsbarkeit*

### Présidents des tribunaux des baux / *Mietgerichtspräsidenten*

Les Présidents des tribunaux des baux ont été saisis de 314 causes (2001: 282; 2000: 260; 1999: 237; 1998: 221) qui se répartissent ainsi:

*Bei den Mietgerichtspräsidenten wurden 314 Angelegenheiten eingereicht (2001: 282; 2000: 260; 1999: 237; 1998: 221), die sich wie folgt aufteilen:*

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Causes introduites <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Jugements <i>Urteile</i>
Sarine / <i>Saane</i>	144	154
Singine et Lac / <i>Sense und See</i>	71	69
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / <i>Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach</i>	99	92
<b>Total</b>	<b>314</b>	<b>315</b>

### Tribunaux des baux / *Mietgerichte*

Ils ont été saisis de 94 causes (2001: 31; 2000: 39; 1999: 25; 1998: 37) qui se répartissent ainsi:

*Es wurden 94 Angelegenheiten eingereicht (2001: 31; 2000: 39; 1999: 25; 1998: 37), die sich wie folgt aufteilen:*

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Causes introduites <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Jugements <i>Urteile</i>
Sarine / <i>Saane</i>	78*	9
Singine et Lac / <i>Sense und See</i>	7	7
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / <i>Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach</i>	9	6
<b>Total</b>	<b>94</b>	<b>22</b>

\* Explications : dans un dossier, une quarantaine de locataires ont agi contre le même bailleur; autant de causes ont été comptées.

Erläuterungen : in einem Dossier gingen ungefähr 40 Mieter gegen denselben Vermieter vor; ebenso viele Angelegenheiten wurden in die Zählung miteinbezogen.

e) **Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance / Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung**

Contrôle judiciaire / <i>Gerichtliche Beurteilung</i> (art. 19 LPLFA / FFEG)	Décisions de placement, maintien, libération ou refus de libération communiquées à la Commission / <i>Der Kommission mitgeteilte Entscheide über die Einweisung, Zurückbehaltung, Entlassung oder Abweisung eines Entlassungsgesuchs</i> (art. 12 al. 4 LPLFA / FFEG)	<b>Total</b>
72	344	<b>416</b>

En 2001 : 43	303	346
En 2000 : 38	249	287

## 2. Affaires pénales / Strafverfahren

### Tribunaux pénaux d'arrondissement / Bezirksstrafgerichte

**Nombre de personnes jugées:** 202 (2001: 169; 2000: 279 ; 1999: 294; 1998: 533). Les tribunaux pénaux d'arrondissement ont condamné 168 personnes à des peines privatives de liberté (réclusion, emprisonnement) et ont infligé 21 amendes. 90 peines ont été assorties du sursis. 13 mesures de sûreté, au sens des articles 42 ss CP, ont été prononcées. 39 personnes ont été condamnées à des peines accessoires, 30 personnes ont été acquittées.

**Anzahl der abgeurteilten Personen:** 202 (2001: 169; 2000 : 279 ; 1999: 294; 1998: 533). Die Bezirksstrafgerichte haben 168 Personen zu Freiheitsstrafen (Zuchthaus, Gefängnis) verurteilt und 21 Bussen verhängt. In 90 Fällen wurde der bedingte Strafvollzug gewährt. 13 sichernde Massnahmen im Sinne der Art. 42 ff. StGB wurden ausgesprochen. 39 Personen wurden zu Nebenstrafen verurteilt, 30 Personen wurden freigesprochen.

Tribunaux / Gerichte	Personnes jugées / Abgeurteilte Personen	Nationalité Nationalität		Sexe Geschlecht		Etat civil Zivilstand	
		Suisses / Schweizer	Etrangers / Ausländer	Hommes / Männer	Femmes / Frauen	Marités / Verheiratet	Non-mariés / Nicht verheiratet
Sarine / Saane	99 <sup>(1)</sup>	34	65	87	12	29	70
Singine / Sense	37	9	28	34	3	19	18
Gruyère / Greyerz	28	10	18	27	1	8	20
Lac / See	15 <sup>(2)</sup>	5	10	15	0	7	8
Glâne / Glane	15	13	2	15	0	7	8
Broye / Broye	5	3	2	5	0	3	2
Veveyse / Vivisbach	3	2	1	2	1	3	0
<b>Total</b>	<b>202</b>	<b>76</b>	<b>126</b>	<b>185</b>	<b>17</b>	<b>76</b>	<b>126</b>

(1) 4 procédures ont été conduites en allemand (2001: 4)

(2) 5 procédures ont été conduites en français (2001: 2)

(1) 4 Verfahren wurden auf deutsch durchgeführt (2001: 4)

(2) 5 Verfahren wurden auf französisch durchgeführt (2001: 2)

Nombre d'infractions: Anzahl strafbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glène Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle / Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111-136 CP / StGB)</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>11</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>34</b>
Meurtre / <i>Vorsätzliche Tötung</i>	0	0	3	0	1	0	0	4
Assassinat / <i>Mord</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Meurtre passionnel / <i>Totschlag</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence / <i>Fahrlässige Tötung</i>	0	0	0	0	0	0	1	1
Homicides par négligence à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / <i>Fahrlässige Tötung als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG</i>	2	0	2	0	1	0	0	5
Lésions corporelles / <i>Körperverletzungen</i>	5	8	4	0	1	1	0	19
Lésions corporelles à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / <i>Körperverletzungen als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG</i>	0	0	0	0	1	0	0	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0	2	2	0	0	0	4
<b>2. Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137-172 CP / StGB)</b>	<b>102</b>	<b>37</b>	<b>53</b>	<b>10</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>213</b>
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	6	0	3	0	0	0	0	9
Vol / <i>Diebstahl</i>	45	22	29	3	3	2	0	104
Brigandage / <i>Raub</i>	5	0	2	0	1	0	0	8
Escroquerie / <i>Betrug</i>	7	1	1	1	0	0	2	12
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / <i>Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage</i>	3	0	2	0	0	0	0	5
Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit / <i>Check- und Kreditkartenmissbrauch</i>	0	1	0	0	0	0	0	1
Extorsion et chantage / <i>Erpressung</i>	2	0	0	0	1	0	0	3
Gestion déloyale / <i>Ungetreue Geschäftsbesorgung</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
Recel / <i>Hehlerei</i>	4	3	1	0	0	0	0	8
Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes / <i>Konkurs- und Betreibungsverbrechen oder -vergehen</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	29	10	15	6	1	1	0	62

Nombre d'infractions: Anzahl strafbarer Handlungen:	Sarine Saarre	Singine Serise	Gruvère Grejerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivsbach	Total
<b>3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé / Strafbare Handlungen gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich</b> (Art. 173-179 CP / StGB)	0	0	7	4	0	0	0	11
<b>4. Crimes ou délits contre la liberté / Verbrechen oder Vergehen gegen die Freiheit</b> (Art. 180-186 CP / StGB)	29	9	17	5	2	3	0	65
Menaces / Drohung	2	1	4	2	0	1	0	10
Contrainte / Nötigung	1	0	2	0	0	0	0	3
Violation de domicile / Hausfriedensbruch	25	8	10	3	2	2	0	50
Divers / Verschiedenes	1	0	1	0	0	0	0	2
<b>5. Infractions contre l'intégrité sexuelle / Strafbare Handlungen gegen die Sexuelle Integrität</b> (Art. 187-200 CP / StGB)	7	5	7	2	1	2	0	24
Mise en danger du développement de mineurs / Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen	3	5	2	0	1	0	0	11
Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels / Angriff auf die sexuelle Freiheit und Ehre	4	0	5	2	0	2	0	13
Divers / Verschiedenes	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>6. Délits contre la famille / Vergehen gegen die Familie</b> (Art. 213-220 CP / StGB)	0	1	2	0	0	0	0	3
Violation d'une obligation d'entretien / Vernachlässigung von Unterhaltspflichten	0	1	2	0	0	0	0	3
Divers / Verschiedenes	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>7. Crimes ou délits créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen oder Vergehen</b> (Art. 221-230 CP / StGB)	3	0	0	2	0	0	0	5
Incendie intentionnel / Brandstiftung	1	0	0	2	0	0	0	3
Incendie par négligence / Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst	2	0	0	0	0	0	0	2
Divers / Verschiedenes	0	0	0	0	0	0	0	0

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glène Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>8. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht.</b> (Art. 240-250 CP / StGB)	1	0	0	0	0	0	0	1
<b>9. Faux dans les titres / Urkundenfälschung</b> (Art. 251-257 CP / StGB)	17	1	2	0	0	0	1	21
<b>10. Crimes ou délits contre la paix publique / Verbrechen oder Vergehen gegen den öffentlichen Frieden</b> (Art. 258-263 CP / StGB)	3	2	0	0	0	0	0	5
<b>11. Infractions contre l'autorité publique / Strafbare Handlungen gegen die öffentliche Gewalt</b> (Art. 285-295 CP / StGB)	7	1	4	0	0	0	0	12
<b>12. Crimes ou délits contre l'administration de la justice / Verbrechen oder Vergehen gegen die Rechtspflege</b> (Art. 303-311 CP / StGB)	6	2	1	4	0	2	0	15
Induction de la justice en erreur / Irreführung der Rechtspflege	1	2	1	0	0	0	0	4
Blanchissage d'argent / Geldwäscherei	5	0	0	0	0	0	0	5
Fausse déclaration d'une partie en justice / Falsche Beweisaussage der Partei	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	0	0	0	4	0	2	0	6
<b>13. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels / Strafbare Handlungen gegen die Amts- und Berufspflicht</b> (Art. 312-322 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0

Nombre d'infractions: Anzahl strafbarer Handlungen:	Sarine Sarine	Singine Serrse	Gruvère Grejerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vviszbach	Total
<b>14. Infractions à la LCR / Verstösse gegen das SVG</b>	<b>47</b>	<b>7</b>	<b>51</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>120</b>
Art. 90 ch. 1 / Ziff. 1	7	0	5	1	1	0	0	14
Art. 90 ch. 2 / Ziff. 2 (faute grave / schweres Verschulden)	9	1	4	0	2	0	0	16
Art. 91 (conducteurs pris de boisson / Fahren in angetrunkenem Zustand)	7	2	11	1	3	1	0	25
Art. 94 (vol d'usage / Entwendung zum Gebrauch)	8	1	16	0	1	0	0	26
Art. 95 (circulation sans permis / Fahren ohne Ausweis)	7	0	6	1	2	1	0	17
Divers / Verschiedenes	9	3	9	0	1	0	0	22
<b>15. Infractions à la LStup / Verstösse gegen das BetmG</b>	<b>20</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>32</b>
<b>16. Infractions à la LSEE / Verstösse gegen das ANAG</b>	<b>12</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>23</b>
<b>17. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales / Verstösse gegen andere eidgenössische oder kantonale Gesetze</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>22</b>
<b>TOTAL</b>	<b>273</b>	<b>79</b>	<b>169</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>17</b>	<b>4</b>	<b>606</b>



## Juges de police / *Polizeirichter*

**Nombre de personnes renvoyées** : 850 (2001: 829; 2000: 741 ; 1999: 983; 1998: 1091).

**Anzahl der überwiesenen Personen** : 850 (2001: 829; 2000: 741 ; 1999: 983; 1998: 1091).

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Personnes renvoyées <i>Überwiesene Personen</i>	Condamnées <i>Verurteilte</i>	Acquittées <i>Freigesprochene</i>	Retrait de plainte ou d'opposition <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>
Sarine / <i>Saane</i>	388 <sup>(1)</sup>	155	107	126
Singine / <i>Sense</i>	61	26	12	23
Gruyère / <i>Greyerz</i>	103	45	22	36
Lac / <i>See</i>	110 <sup>(2)</sup>	51	22	37
Glâne / <i>Glane</i>	49	17	11	21
Broye / <i>Broye</i>	109	57	22	30
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	30	15	4	11
<b>Total</b>	<b>850</b>	<b>366</b>	<b>200</b>	<b>284</b>

(1) 40 procédures ont été conduites en allemand /  
40 *Verfahren wurden auf deutsch durchgeführt* (2001: 43).

(2) 48 procédures ont été conduites en français /  
48 *Verfahren wurden auf französisch durchgeführt* (2001: 45).

Les Juges de police ont condamné 158 personnes à des peines privatives de liberté (emprisonnement, arrêts) et ont infligé 268 amendes. 114 peines ont été assorties du sursis. 200 personnes ont été acquittées.

*Die Polizeirichter verurteilten 158 Personen zu Freiheitsstrafen (Gefängnis, Haft) und verhängten 268 Bussen. In 114 Fällen wurde der bedingte Strafvollzug gewährt. 200 Personen wurden freigesprochen.*

Nombre d'infractions: <i>Anzahl straffbarer Handlungen:</i>	Sarine Saarne	Singine Sernse	Gruvère Grejerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broje	Veveyse Vivsbach	Total
<b>Infractions au CP / Strafbare Handlungen gemäss StGB</b>	<b>62</b>	<b>22</b>	<b>23</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>41</b>	<b>6</b>	<b>166</b>
Atteinte à l'intégrité corporelle / <i>Körperverletzungen</i>	8	1	2	2	1	5	1	<b>20</b>
Infractions contre le patrimoine / <i>Strafbare Handlungen gegen das Vermögen</i>	17	7	6	3	0	12	2	<b>47</b>
Atteinte à l'honneur / <i>Ehrverletzungen</i>	9	2	2	1	0	6	0	<b>20</b>
Atteinte au mœurs / <i>Sittlichkeitsdelikte</i>	1	0	0	0	0	1	0	<b>2</b>
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	2	0	0	0	0	1	0	<b>3</b>
Contravention à des dispositions du droit fédéral / <i>Übertretung von Bestimmungen des Bundesrechts</i>	0	3	0	1	0	0	0	<b>4</b>
Conversion d'amendes en arrêts / <i>Umwandlungen von Bussen in Haft</i>	2	4	10	0	2	6	2	<b>26</b>
Divers / <i>Verschiedenes</i>	23	5	3	0	2	10	1	<b>44</b>
<b>Infractions à la LACP / Strafbare Handlungen gemäss EGStGB</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>17</b>
(Art. 8 LACP / EGStGB)	4	0	1	0	0	4	1	<b>10</b>
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	3	0	0	1	3	0	<b>7</b>

Nombre d'infractions: Anzahl strafbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Grejez	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveysse Vivisbach	Total
<b>Infractions / Strafbare Handlungen</b>	<b>136</b>	<b>39</b>	<b>56</b>	<b>44</b>	<b>17</b>	<b>41</b>	<b>10</b>	<b>343</b>
à la loi sur la pêche / gegen das Fischereigesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la chasse / gegen das Jagdgesetz	1	0	0	0	0	0	0	1
au code forestier / gegen das Waldgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les denrées alimentaires / gegen das Lebensmittelgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la police des étrangers / gegen das Fremdenpolizeigesetz	2	0	0	0	0	0	0	2
à la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers / gegen das Gesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer	14	0	3	1	2	7	0	27
à la loi sur la protection civile / gegen das Zivilschutzgesetz	0	1	0	0	0	0	0	1
à la loi sur la protection des animaux / gegen das Tierschutzgesetz	0	0	0	0	1	1	0	2
à la loi sur la protection des eaux / gegen das Gewässerschutzgesetz	0	2	0	1	0	0	0	3
à la loi sur les transports publics / gegen das Verkehrsgesetz	3	0	0	0	0	0	0	3
à la loi sur les établissements publics et la danse / gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur le chômage / gegen das Arbeitslosenversicherungsgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la navigation intérieure / gegen das Binnenschiffahrtsgesetz	0	0	4	2	0	1	0	7
à la loi sur la circulation routière / gegen das Strassenverkehrsgesetz	100	24	40	35	11	25	8	243
à la loi sur les stupéfiants / gegen das Betäubungsmittelgesetz	7	5	3	3	0	2	1	21
Divers / Verschiedenes	9	7	6	2	3	5	1	33
<b>TOTAL</b>	<b>202</b>	<b>64</b>	<b>80</b>	<b>51</b>	<b>23</b>	<b>89</b>	<b>17</b>	<b>526</b>

## Tribunal pénal économique / *Wirtschaftsstrafgericht*

**Nombre de personnes jugées:** 4 (2001: 0; 2000: 1; 1999: 0). Le Tribunal a condamné 4 personnes à des peines privatives de liberté (réclusion, emprisonnement). 3 peines ont été assorties du sursis.

**Anzahl der abgeurteilten Personen:** 4 (2001: 0; 2000: 1; 1999: 0). Das Gericht hat 4 Personen zu Freiheitsstrafen (Zuchthaus, Gefängnis) verurteilt. In 3 Fällen wurde der bedingte Strafvollzug gewährt.

### Récapitulation / *Zusammenfassung*

En 2002, 1056 personnes ont occupé les Tribunaux du canton (2001: 998; 2000: 1021; 1999: 1277; 1998: 1649).

2002 wurden 1056 Personen von den kantonalen Gerichten abgeurteilt (2001: 998; 2000: 1021; 1999: 1277; 1998: 1649).

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstraf- gericht</i>	TOTAL
Sarine / <i>Saane</i>	99	388		<b>487</b>
Singine / <i>Sense</i>	37	61		<b>98</b>
Gruyère / <i>Greyerz</i>	28	103		<b>131</b>
Lac / <i>See</i>	15	110		<b>125</b>
Glâne / <i>Glane</i>	15	49		<b>64</b>
Broye / <i>Broye</i>	5	109		<b>114</b>
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	3	30		<b>33</b>
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>			4	<b>4</b>
<b>Total</b>	<b>202</b>	<b>850</b>	<b>4</b>	<b>1056</b>

Nature du jugement / <i>Art des Urteils</i>	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschafts- strafgericht</i>	<b>TOTAL</b>
Personnes acquittées / <i>Freisprüche</i>	30	200	0	<b>230</b>
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté / <i>Verurteilungen zu Freiheitsstrafen</i>	168	158	4	<b>330</b>
et/ou à l'amende / <i>und/oder Busse</i>	21	268	0	<b>289</b>
dont assorties du sursis / <i>davon unter Gewährung des bedingten Strafvollzugs</i>	90	114	3	<b>207</b>

**Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis /  
*Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten  
Strafvollzugs***

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschafts- strafgericht</i>	<b>TOTAL</b>
Sarine / <i>Saane</i>	23	15		<b>38</b>
Singine / <i>Sense</i>	4	7		<b>11</b>
Gruyère / <i>Greyerz</i>	10	15		<b>25</b>
Lac / <i>See</i>	3	1		<b>4</b>
Glâne / <i>Glane</i>	3	2		<b>5</b>
Broye / <i>Broye</i>	0	1		<b>1</b>
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	0	0		<b>0</b>
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstraf- gericht</i>			0	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>43</b>	<b>41</b>	<b>0</b>	<b>84</b>

## Détention préventive / *Untersuchungshaft*

	Saône Saône	Singine Sense	Gruyère Greizerz	Lac See	Glâne Grane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	TPE WSG	Total
Nombre de prévenus en détention préventive au moment du jugement <i>Anzahl der Beschuldigten in Untersuchungshaft im Zeitpunkt des Urteils</i>	22	0	5	0	1	0	0	0	28
Nombre de jours de détention depuis le renvoi <i>Anzahl Tage in Untersuchungshaft seit der Überweisung</i>	1555	0	430	0	49	0	0	0	2034

# D. Juges d'instruction *Untersuchungsrichter*

	Office des juges d'instruction <i>Untersuchungsrichteramt</i>		Total
	Instructions en français / <i>Untersuchungen auf französisch</i>	Instructions en allemand / <i>Untersuchungen auf deutsch</i>	
<b>Affaires inscrites au rôle / <i>Eingegangene Angelegenheiten</i></b>	<b>13098</b>	<b>2677</b>	<b>15775*</b>
- auteurs identifiés / <i>Täter identifiziert</i>	6412	1143	7555
- auteurs non identifiés / <i>Täter nicht identifiziert</i>	6686	1534	8220
<b>Ordonnances de refus d'ouvrir l'action pénale / <i>Nichtanhandnahmeverfügungen</i></b>	<b>258</b>	<b>46</b>	<b>304</b>
<b>Ordonnances de classement / <i>Nichtweiterverfolgung</i></b>	<b>5313</b>	<b>1293</b>	<b>6606</b>
- auteurs identifiés / <i>Täter identifiziert</i>	223	45	268
- auteurs non identifiés / <i>Täter nicht identifiziert</i>	5090	1248	6338
<b>Ordonnances de non-lieu / <i>Einstellungsverfügungen</i></b>	<b>447</b>	<b>58</b>	<b>505</b>
<b>Ordonnances de transmission à la Chambre pénale / <i>Überweisungsverfügungen an die Strafkammer</i></b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>

\* 2001 : 13595

	Office des juges d'instruction <i>Untersuchungsrichteramt</i>		Total
	Instructions en français / <i>Untersuchungen auf französisch</i>	Instructions en allemand / <i>Untersuchungen auf deutsch</i>	
<b>Renvois / Überweisungen</b>	<b>209</b>	<b>38</b>	<b>247</b>
- au juge de police / <i>an den Polizeirichter</i>	88	14	102
• Sarine / <i>Saane</i> 40			
• Singine / <i>Sense</i> 5			
• Gruyère / <i>Greyerz</i> 19			
• Lac / <i>See</i> 11			
• Glâne / <i>Glane</i> 4			
• Broye / <i>Broye</i> 15			
• Veveyse / <i>Vivisbach</i> 8			
- au tribunal pénal d'arrondissement / <i>an das Bezirksstrafgericht</i>	119	22	141
• Sarine / <i>Saane</i> 73			
• Singine / <i>Sense</i> 17			
• Gruyère / <i>Greyerz</i> 23			
• Lac / <i>See</i> 10			
• Glâne / <i>Glane</i> 8			
• Broye / <i>Broye</i> 7			
• Veveyse / <i>Vivisbach</i> 3			
- au tribunal pénal économique / <i>an das WSG</i>	2	2	4
<b>Décisions de dessaisissement, y compris envers préfectures / Abtretungen, inkl. an Oberämtern</b>	<b>668</b>	<b>95</b>	<b>763</b>
<b>Ordonnances pénales / Strafbefehle</b>	<b>5225</b>	<b>710</b>	<b>5935*</b>
- définitives / <i>endgültige</i>	3831	549	4380
- frappées d'opposition / <i>Einsprache</i>	352	61	413
- conversion d'amendes / <i>Bussenumwandlungen</i>	1042	100	1142

\* 2001 : 5599



	Office des juges d'instruction <i>Untersuchungsrichteramt</i>		
	<i>Instructions en français / Untersuchungen auf französisch</i>	<i>Instructions en allemand / Untersuchungen auf deutsch</i>	<b>Total</b>
<b>Commissions rogatoires / Rechtshilfebegehren</b>	<b>81</b>	<b>41</b>	<b>122</b>
- nationales / <i>nationale</i>	46	33	79
- internationales / <i>internationale</i>	35	8	43
<b>Nombre de personnes en détention préventive Anzahl der Untersuchungshäftlinge</b>	<b>267</b>	<b>23</b>	<b>290</b>
<b>Nombre de jours de détention Anzahl Tage in Untersuchungshaft</b>	<b>11244</b>	<b>1655</b>	<b>12889</b>
<b>Affaires en cours Hängige Angelegenheiten</b>	<b>2241</b>	<b>502</b>	<b>2743**</b>

\*\* 2001 : 1994

## **E.**

# **Justices de Paix** *Friedensgerichte*

### **1. Activité judiciaire / Richterliche Tätigkeit**

<b>a) du Juge de paix / des Friedensrichters</b>	2001	2002
- Tentatives de conciliation / <i>Versöhnungsversuche</i> (art. 134 LOJ / GOG)    ayant abouti / <i>erfolgreich</i> ayant échoué / <i>gescheitert</i>	33 60	27 39
- Appositions de scellés et prises d'inventaire / <i>Siegelungen und Inventare</i> (art. 162-165 LACC / EGZGB; 418-430 CPC / ZPO)	1726	1625
- Ouvertures de testaments / <i>Testamentseröffnungen</i> (art. 168-172 LACC / EGZGB)	344	329
- Ordonnances de mise à ban / <i>Betretungsverbote</i> (art. 275 al. 1 LACC / EGZGB)	57	86
- Divers / <i>Verschiedenes</i>	169	176
<b>b) de la Justice de paix / des Friedensgerichts</b>		
- Sûretés exigées du grevé / <i>Sicherstellung durch den Vorerben</i> (art. 145 LACC / EGZGB)	0	0
- Envoi en possession provisoire ou administration d'office d'une succession / <i>Einstweilige Überlassung der Erbschaft oder</i> <i>Einsetzung einer Erbschaftsverwaltung</i> (art. 166 LACC / EGZGB)	29	22

	2001	2002
- Désignation d'un représentant à la communauté héréditaire, etc. / <i>Bestellung eines Vertreters der Erbengemeinschaft usw.</i> (art. 195 LACC / EGZGB)	15	18
- Divers / <i>Verschiedenes</i>	53	73

## **2. Activité tutélaire de la Justice de paix / *Vormundschaftliche Tätigkeit des Friedensgerichts***

- Privation de liberté à des fins d'assistance en cas de demeure / <i>Dringende fürsorgerische Freiheitsentziehung</i> (art. 8 LPLFA / FFEG)	209	<b>304</b>
Décision / <i>Entscheid</i>		
• de la justice de paix / <i>des Friedensgerichts</i>		17
• d'un médecin / <i>eines Arztes</i>		271
• du préfet / <i>des Oberamtmanns</i>		10
• du tuteur / <i>des Vormundes</i>		6
- Privation de liberté à des fins d'assistance / <i>Fürsorgerische Freiheitsentziehung</i> (art. 7 LPLFA / FFEG)	101	<b>120</b>
Décision / <i>Entscheid</i>		
• de la justice de paix / <i>des Friedensgerichts</i>		78
• d'un médecin / <i>eines Arztes</i>		42
- Préavis en cas de procès en vue d'interdiction ou de mise sous conseil légal et en cas de mainlevée de ces mesures / <i>Stellungnahmen in Prozessen betreffend Entmündigung oder Einsetzung einer Beiratschaft und betreffend die Aufhebung dieser Massnahmen</i> (art. 111 et / <i>und</i> 139 LACC / EGZGB)	100	80
- Tutelles provisoires / <i>Vorläufige Entmündigungen</i> (art. 112 LACC / EGZGB)	33	34

	2001	2002
- Levée de curatelle / <i>Aufhebung der Beistandschaft</i> (art. 439 CC / ZGB; art. 142 LACC / EGZGB)	275	291
- Consentement de la justice de paix / <i>Zustimmung des Friedensgerichts</i> (art. 421 CC / ZGB)	150	189
- Décisions préalables de la justice de paix / <i>Vorausgehender Beschluss des Friedensgerichts</i> (art. 422 CC / ZGB)	68	52
- Approbation des rapports et comptes de tutelle périodiques ou définitifs / <i>Anzahl der periodischen Prüfungen der Berichte und Rechnungen des Vormundes bzw. der Schlussberichte und Schlussrechnungen</i> (art. 423, 451-453 CC / ZGB)	3919	3614
- Préavis concernant l'adoption / <i>Stellungnahmen betreffend Adoption</i> (art. 265 CC / ZGB; art. 70 LACC / EGZGB)	31	22
- Enregistrement de consentements à l'adoption / <i>Entgegennahme der Zustimmungen zur Adoption</i> (art. 265a CC / ZGB)	20	10
- Décisions sur abstraction du consentement en matière d'adoption / <i>Entscheid betreffend Absehen von der Zustimmungen zur Adoption</i> (art. 265d CC / ZGB; art. 70bis LACC / EGZGB)	1	0
- Mesures nécessaires concernant les relations personnelles parents-enfants / <i>Anordnungen betreffend den persönlichen Verkehr Eltern-Kind</i> (art. 275 CC / ZGB)	93	92
- Approbations de conventions relatives aux contributions d'entretien / <i>Genehmigung von Unterhaltsverträgen</i> (art. 287 CC / ZGB)	175	183

	2001	2002
- Nomination de tuteurs / <i>Ernennung eines Vormundes</i> (art. 298 al. 2 CC / ZGB)	47	72
- Modification de dispositions d'un jugement matrimonial concernant / <i>Abänderung eines Urteils in Ehesachen betreffend</i>		
• les relations personnelles (droit de visite) / <i>den persönlichen Verkehr (Besuchsrecht)</i> (art. 134 al. 4 CC / ZGB)	36	34
• les mesures de protection de l'enfant / <i>die Kinderschutzmassnahmen</i> (art. 315b al. 2 CC / ZGB)	10	22

# F.

## Chambre pénale des mineurs *Jugendstrafkammer*

### 1. Dénonciations et plaintes / *Anzeigen und Strafanträge*

En 2002, la Chambre pénale des mineurs a inscrit 1830 affaires au rôle (1626 en 2001) concernant 1257 enfants ou adolescents (1253 en 2001).

*2002 wurden bei der Jugendstrafkammer 1830 Angelegenheiten anhängig gemacht (2001: 1626), welche 1257 Kinder und Jugendliche betrafen (2001: 1253).*

<b>Répartition par âge et par sexe /</b>	2001	2002
<b><i>Aufteilung nach Alter und Geschlecht</i></b>		
Enfants (7 - 15 ans révolus) / <i>Kinder (7 - 15 Jahre)</i>	429	399
Adolescents (15 - 18 ans révolus) / <i>Jugendliche (16 - 18 Jahre)</i>	1197	1431
Filles / <i>Mädchen</i>	215	243
Garçons / <i>Knaben</i>	1411	1587
<b>Répartition linguistique / <i>Aufteilung nach Sprache</i></b>		
Mineurs de langue allemande / <i>Minderjährige deutscher Sprache</i> , soit le 19 % (22 % en 2001) / <i>d.h. 19 % (2001 : 22 %)</i>	351	340
Mineurs de langue française / <i>Minderjährige franz. Sprache</i> , soit le 81 % (78 % en 2001) / <i>d.h. 81. % (2001 : 78 %)</i>	1275	1490
<b>Répartition selon le domicile / <i>Aufteilung nach Wohnsitz</i></b>		
Fribourg-Ville / <i>Stadt Freiburg</i>	295	307
Sarine-Campagne / <i>Saane-Land</i>	340	302
Singine / <i>Sense</i>	186	156
Gruyère / <i>Greyerz</i>	175	186
Lac / <i>See</i>	201	198
Broye / <i>Broye</i>	158	192
Glâne / <i>Glane</i>	80	213
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	71	100
Autres cantons / <i>Andere Kantone</i>	106	158
Etrangers sans domicile fixe en Suisse / <i>Ausländer ohne festen Wohnsitz in der Schweiz</i>	14	18
<b>Total</b>	<b>1626</b>	<b>1830</b>

<b>2. Nombre de mineurs entendus par le Juge / Anzahl der vom Richter einvernommenen Minderjährigen</b>	<b>427</b>	<b>487</b>
<b>3. Mesures provisoires / Provisorische Massnahmen</b>		
Mise en détention préventive / Untersuchungshaft	29	50
Observation / Beobachtung	9	5
Placement provisoire / Vorläufige Unterbringung	28	53

#### 4. Procédures / Strafverfahren

Les procédures en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2002 et celles ouvertes durant l'année, soit au total 2175 (1871 en 2001), ont connu le sort suivant :

*Die Strafverfahren, die am 1. Januar 2002 hängig waren oder im Laufe des Jahres eröffnet worden sind, das heisst insgesamt 2175 (2001: 1871), nahmen folgenden Ausgang :*

	2001	2002
Refus d'ouvrir l'action pénale / Nichtanhandnahme	12	18
Classement / Nichtweiterverfolgung	57	72
Non-lieu / Einstellung	78	67
Retrait de plainte / Klagerückzug	291	286
Dessaisissements / Abtretungen	64	109
Ordonnances pénales / Strafbefehle	686	740
Renvois devant le Juge unique ou devant la Chambre / Überweisung an den Einzelrichter oder an die Kammer	338	485
Procédures en cours / Hängige Strafverfahren	345	398
<b>Total</b>	<b>1871</b>	<b>2175</b>

#### 5. Activité de la Chambre / Tätigkeit der Kammer

La Chambre s'est réunie à 3 reprises en 2002 (8 en 2001) et 6 mineurs (15 en 2001) ont été jugés.

*Die Kammer hat 2002 3-mal getagt (2001: 8) und dabei 6 Minderjährige abgeurteilt (2001: 15).*

## 6. Infractions / Strafbare Handlungen

### a) Code pénal / Strafgesetzbuch

	2001	2002
<b>contre la vie et l'intégrité corporelle / gegen Leib und Leben</b>		
Homicide par négligence / <i>Fahrlässige Tötung</i>	--	--
Lésions corporelles simples / <i>Einfache Körperverletzung</i>	6	11
Lésions corporelles graves / <i>Schwere Körperverletzung</i>	--	--
Voies de fait / <i>Tätlichkeiten</i>	7	8
Fausse alerte / <i>Falscher Alarm</i>	--	2
Rixe / <i>Raufhandel</i>	2	13
Agression / <i>Angriff</i>	2	2
Remise de substances nocives à des enfants / <i>Verabreichen gesundheitsgefährdender Stoffe an Kinder</i>	--	1
<b>contre le patrimoine / gegen das Vermögen</b>		
Appropriation illégitime / <i>Unrechtmässige Aneignung</i>	8	7
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	1	3
Vol (simple: 60; en bande: 1) / <i>Diebstahl</i> <i>(einfacher: 60; bandenmässiger 1)</i>	74	61
Tentative de vol (simple: 17; en bande: --) / <i>Diebstahlversuch (einfacher 17; bandenmässiger --)</i>	17	17
Complicité de vol / <i>Gehilfenschaft zum Diebstahl</i>	7	3
Vol d'importance mineure / <i>Geringfügiger Diebstahl</i>	15	12
Brigandage (avec arme: --; en bande --) / <i>Raub (bewaffneter --; bandenmässiger:--)</i>	1	--
Dommages à la propriété / <i>Sachbeschädigung</i>	28	35
Escroquerie / <i>Betrug</i>	2	--
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / <i>Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage</i>	1	6
Obtention frauduleuse d'une prestation / <i>Erschleichen einer Leistung</i>	--	3
Extorsion (dont -- tentatives) / <i>Erpressung (davon -- Versuche)</i>	10	11
Usure / <i>Wucher</i>	1	--
Recel / <i>Hehlerei</i>	11	16



<b>contre l'honneur et le domaine secret ou privé / gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich</b>	2001	2002
Calomnie / <i>Verleumdung</i>	1	--
Injure / <i>Beschimpfung</i>	5	9
Utilisation abusive d'une installation de télécommunication / <i>Missbrauch einer Fernmeldeanlage</i>	3	--
 <b>contre la liberté / gegen die Freiheit</b>		
Menaces / <i>Drohung</i>	3	15
Contrainte / <i>Nötigung</i>	--	--
Violation de domicile / <i>Hausfriedensbruch</i>	13	22
 <b>contre l'intégrité sexuelle / gegen die sexuelle Integrität</b>		
Actes d'ordre sexuel avec des enfants / <i>Sexuelle Handlungen mit Kindern</i>	14	2
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance / <i>Schändung</i>	4	2
Contrainte sexuelle / <i>Sexuelle Nötigung</i>	3	3
Viol / <i>Vergewaltigung</i>	4	1
Pornographie / <i>Pornographie</i>	0	1
Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel / <i>Unzüchtige Belästigung</i>	3	--
Inceste / <i>Inzest</i>	2	--
 <b>créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen und Vergehen</b>		
Incendie intentionnel / <i>Brandstiftung</i>	6	1
Incendie par négligence / <i>Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst</i>	9	15
Explosion / <i>Verursachung einer Explosion</i>	2	4
 <b>Fausse monnaie. falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht</b>		
Fabrication et mise en circulation de fausse monnaie / <i>Geldfälschung und In Umlaufsetzen falschen Geldes</i>	4	2

<b>Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i></b>	2001	2002
Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i>	4	1
Faux dans les certificats / <i>Fälschung von Ausweisen</i>	4	3
<b>contre les communications et la paix publiques / <i>gegen den öffentlichen Verkehr und Frieden</i></b>		
Entrave à la circulation publique / <i>Störung des öffentlichen Verkehrs</i>	5	--
Entrave aux services d'intérêt général / <i>Störung von Betrieben, die der Allgemeinheit dienen</i>	1	2
Emeute / <i>Landfriedensbruch</i>	1	--
Atteinte à la liberté de croyance et des cultes / <i>Störung der Glaubens- und Kultusfreiheit</i>	1	--
Discrimination raciale / <i>Rassendiskriminierung</i>	--	--
<b>contre l'autorité publique / <i>gegen die öffentliche Gewalt</i></b>		
Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires / <i>Gewalt oder Drohung gegen Behörden und Beamte</i>	5	4
Opposition aux actes de l'autorité / <i>Hinderung einer Amtshandlung</i>	3	3
Soustraction d'objets mis sous main de l'autorité / <i>Bruch amtlicher Beschlagnahme</i>	--	1
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	1	11
<b>contre l'administration de la justice / <i>gegen die Rechtspflege</i></b>		
Dénonciation calomnieuse / <i>Falsche Anschuldigung</i>	1	1
Induction de la justice en erreur / <i>Irreführung der Rechtspflege</i>	2	--
Faux témoignage / <i>Falsches Zeugnis</i>	0	1
<b>b) Autres lois fédérales / <i>Andere Bundesgesetze</i></b>		
• sur les stupéfiants / <i>Betäubungsmittel</i>	323	273
Crimes et délits: 23; Contraventions: 250 / <i>Verbrechen und Vergehen: 23; Übertretungen: 250</i>		

	2001	2002
• sur la circulation routière / <i>Strassenverkehr</i>		
Vol d'usage / <i>Entwendung zum Gebrauch</i>	39	29
Conduite sans permis / <i>Fahren ohne Führerausweis</i>	99	103
Conduite en état d'ivresse / <i>Fahren in angetrunkenem Zustand</i>	12	13
Infractions suivies d'accident / <i>von einem Unfall gefolgte strafbare Handlungen</i>	48	70
Contraventions diverses / <i>Verschiedene Übertretungen</i>	285	261
• sur le séjour et l'établissement des étrangers / <i>Aufenthalt und Niederlassung von Ausländern</i>	11	22
• sur la navigation intérieure / <i>Binnenschifffahrt</i>	4	2
• sur les transports publics / <i>Transportgesetz</i>	36	84
• sur la police des chemins de fer / <i>Eisenbahnpolizei</i>	5	14
• sur la protection des animaux / <i>Tierschutz</i>	--	1
• sur les armes / <i>Waffen</i>	10	15

**c) Lois cantonales / kantonale Gesetze**

	2001	2002
• sur les établissements publics et la danse / <i>öffentliche Gaststätten und Tanz</i>	25	27
• sur la pêche et la chasse / <i>Fischerei und Jagd</i>	4	2
• d'application du CP / <i>EGStGB</i>	36	41
• d'application du CC / <i>EGZGB</i>	4	1
• sur les appareils et les salons de jeu / <i>Spielapparate und Spielsalons</i>	4	13
• autres lois cantonales / <i>andere kantonale Gesetze</i>	1	5

**7. Décisions rendues par le Juge unique et par la Chambre /  
Durch den Einzelrichter und die Kammer gefällte Entscheide**

**I. Jugements / Urteile**

	2001	2002
<b>Mesures éducatives / Erziehungsmassnahmen</b>		
Assistance éducative / <i>Erziehungshilfe</i>	19	10
Maintien de l'assistance éducative / <i>Beibehaltung der Erziehungshilfe</i>	3	10
Placement familial / <i>Unterbringung in einer geeigneten Familie</i>	--	--
Renvoi dans une maison d'éducation / <i>Einweisung in ein Erziehungsheim</i>	8	2
Maintien dans une maison d'éducation / <i>Beibehaltung in ein Erziehungsheim</i>	2	--
Changement de mesure / <i>Änderung der Massnahme</i>	2	1
Traitement spécial / <i>Besondere Behandlung</i>	3	3
Patronage / <i>Schutzaufsicht</i>	15	11
<b>Peines / Strafen</b>		
Réprimande / <i>Verweis</i>	27	30
Astreinte à un travail / <i>Verpflichtung zu einer Arbeitsleistung</i>	52	53
Amende avec sursis / <i>Busse mit bedingtem Vollzug</i>	10	11
Amende sans sursis / <i>Busse mit unbedingtem Vollzug</i>	17	24
Détention avec sursis / <i>Einschliessung mit bedingtem Vollzug</i>	21	31
Détention sans sursis / <i>Einschliessung mit unbedingtem Vollzug</i>	16	26
Cours d'éducation routière / <i>Verkehrserziehungskurs</i>	--	--
<b>Renonciation à toute peine ou mesure / Absehen von jeder Massnahme oder Strafe</b>	17	17
<b>Ajournement des sanctions / Aufschub der Anordnung einer Strafe oder Massnahme</b>	--	2
<b>Acquittement / Freispruch</b>	18	19

<b>Décisions administratives et d'exécution / Administrativ- und Ausführungsentscheide</b>	2001	2002
Inscription au casier judiciaire / <i>Eintragung ins Strafregister</i>	13	29
Radiation du casier judiciaire / <i>Löschung im Strafregister</i>	4	--
Révocation du sursis / <i>Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	4	6
Renonciation à révoquer le sursis / <i>Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	3	3
Prolongation du délai d'épreuve / <i>Verlängerung der Probezeit</i>	2	2
Refus de radiation du casier judiciaire / <i>Verweigerung der Löschung im Strafregister</i>	--	--
Libération conditionnelle accordée / <i>Bedingte Freilassung gewährt</i>	8	6
Libération conditionnelle refusée ou révoquée / <i>Bedingte Freilassung verweigert oder widerrufen</i>	--	1
Fin de mesure / <i>Beendigung der Massnahme</i>	18	19
Fin de patronage / <i>Beendigung der Schutzaufsicht</i>	8	7
Conversion d'amende en détention / <i>Umwandlung der Busse in Haft</i>	--	--
<b>II. Ordonnances pénales / Strafbefehle</b>		
• infligeant une réprimande / <i>Verhängung eines Verweises</i>	269	285
• infligeant une amende / <i>Verhängung einer Busse</i>	379	327
• astreignant à un travail (nouveau depuis le 01.07.2002) / <i>Verhängung einer Arbeitsleistung (neu ab dem 01.07.2002)</i>		20
• astreignant à un cours d'éducation routière / <i>Verhängung eines Verkehrserziehungskurses</i>	38	39
• renonçant à toute peine / <i>Absehen von jeder Strafe</i>	31	32
<b>III. Cours d'éducation routière / Verkehrserziehungskurse</b>		
Ordonnés par la police et contrôlés par le Juge / <i>Von der Polizei angeordnet und vom Richter überwacht</i>	84	64

# G. Préfectures / Oberämter

## Activité judiciaire des préfets Richterliche Tätigkeit der Oberamt männer

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Grezerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>Plaintes et dénonciations / Strafanträge und Strafanzeigen</b>								
<b>1. Tentatives de conciliation / Schlichtungsversuche</b>	<b>499</b>	<b>61</b>	<b>168</b>	<b>96</b>	<b>67</b>	<b>91</b>	<b>48</b>	<b>1030</b>
ayant abouti / <i>erfolgreich</i>	287	35	81	34	37	38	15	527
ayant échoué, transmises au juge compétent / <i>gescheitert, dem zuständigen Richter     übermittelt</i>	191	20	33	55	19	23	28	369
en suspens / <i>hängig</i>	21	6	54	7	11	30	5	134
<b>2. Transmises d'office au juge compétent / von Amtes wegen dem zuständigen Richter übermittelt</b>	<b>186</b>	<b>53</b>	<b>114</b>	<b>68</b>	<b>12</b>	<b>40</b>	<b>59</b>	<b>532</b>
<b>3. Ordonnances pénales / Strafbefehle</b>	<b>7809</b>	<b>774</b>	<b>1146</b>	<b>939</b>	<b>280</b>	<b>740</b>	<b>261</b>	<b>11949</b>
définitive / <i>endgültige</i>	7666	757	1114	883	267	726	255	11668
Frappées d'opposition, dossiers transmis au juge / <i>Einsprache erhoben, Akten dem Richter     übermittelt</i>	143	17	32	56	13	14	6	281
<b>TOTAL</b>	<b>8494</b>	<b>888</b>	<b>1428</b>	<b>1103</b>	<b>359</b>	<b>871</b>	<b>368</b>	<b>13511</b>

## **Notices explicatives concernant le tableau**

### **1. Première rubrique : tentatives de conciliation**

S'agissant des infractions qui, selon le code pénal suisse, ne se poursuivent que sur plainte, le préfet est, en procédure fribourgeoise (art. 149 al. 1 CPP), le magistrat conciliateur. Si la conciliation aboutit, le préfet statue sur les frais (art. 149 al. 3 CPP). Si la tentative de conciliation échoue, le préfet transmet la plainte au juge compétent.

### **2. Deuxième rubrique: dénonciations transmises d'office au juge compétent**

Il arrive souvent que des dénonciateurs nantissent le préfet de leurs doléances, alors que celui-ci n'est pas compétent pour les traiter. Dans de tels cas, le préfet transmettra aussitôt la dénonciation au juge compétent.

### **3. Troisième rubrique: ordonnances pénales**

Dans les affaires de leur compétence, en matière de circulation routière notamment, les préfets peuvent, sur la base des pièces, rendre une ordonnance sommaire fixant la peine et statuant sur les frais. Non frappées d'opposition, ces ordonnances deviennent définitives passé le délai de trente jours (art. 192 CPP).

Si, au contraire, le condamné use de son droit d'opposition, le préfet doit renvoyer la cause en jugement ou renoncer à la poursuite pénale (art. 194 al. 2 CPP). Lorsque les éléments fournis à l'appui de l'opposition nécessitent des opérations d'instruction, le préfet transmet le dossier au juge d'instruction (art. 194 al. 3 CPP).

## **Ergänzende Erklärungen zu vorstehender Tabelle**

### **1. Erste Spalte: Vermittlungsversuche**

*Handelt es sich um eine nur auf Antrag verfolgbare Straftat, so schreitet der Oberamtmann zunächst zu einem Vermittlungsversuch (Art. 149 Abs. 1 StPO). Wird der Strafantrag zurückgezogen, so entscheidet der Oberamtmann über die Kostenfrage (Art. 149 Abs. 3 StPO). Wird der Strafantrag nicht zurückgezogen, so überweist der Oberamtmann die Strafsache dem zuständigen Richter.*

### **2. Zweite Spalte: Überweisung von Amtes wegen**

*Offt wird dem Oberamtmann die Begehung einer von Amtes wegen verfolgten Straftat bekannt oder gemeldet, für deren Beurteilung er nicht zuständig ist. Solche Fälle hat der Oberamtmann unverzüglich dem zuständigen Richter zu überweisen.*

### **3. Dritte Spalte: Strafbefehle**

*Der Oberamtmann kann in Angelegenheiten, die in seine Zuständigkeit fallen, hauptsächlich bei leichteren Verstößen gegen das Strassenverkehrs-gesetz, Strafbefehle erlassen, in welchen er die Strafe festsetzt und über die Kosten entscheidet. Verlangt der auf diese Art Verurteilte nicht innerhalb von dreissig Tagen das ordentliche Verfahren, erwächst der Strafbefehl in Rechtskraft (Art. 192 StPO).*

*Erhebt der Verurteilte Einsprache gegen den Strafbefehl, hat der Oberamtmann die Sache der urteilenden Behörde zu überweisen oder auf die Strafverfolgung zu verzichten (Art. 194 Abs. 2 StPO). Erfordern die in der Einsprache vorgebrachten Gründe Untersuchungshandlungen, so übermittelt der Oberamtmann die Akten dem Untersuchungsrichter (Art. 194 Abs. 3 StPO).*



# REGLEMENTS, CIRCULAIRES, DIRECTIVES ET RECOMMANDATIONS/

## REGLEMENTE, RUNDSCHREIBEN, RICHTLINIEN UND EMPFEHLUNGEN

---

Obligation de renseigner dans le cadre de l'art. 15 RSEE - Communication d'un dossier ou d'une décision à la Police des étrangers <i>Behördliche Anzeigepflicht gemäss Art. 15 ANAV – Mitteilung von Urteilen oder Akten an die Fremdenpolizei</i>	page 114 s.  Seite 116 f.
Préarchivage des dossiers de la justice de paix <i>Vorarchivierung der Gerichtsakten der Friedensgerichte</i>	page 118. Seite 119 f.
Tenue des procès-verbaux en matière pénale <i>Führung der Verhandlungsprotokolle in Strafsachen</i>	page 121 Seite 122 f.
Production des listes de frais, art. 241 al. 1 CPP <i>Einreichung der Kostenlisten, Art. 241 Abs. 1 StPO</i>	page 124 Seite 125
Frais judiciaires en matière de divorce par requête commune avec accord complet <i>Gerichtskosten bei Scheidungen auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	page 126  Seite 127

**Obligation de renseigner dans le cadre de l'art.  
15 RSEE - Communication d'un dossier ou d'une  
décision à la Police des étrangers**  
Lettre-circulaire du Tribunal cantonal

---

Aux présidents des tribunaux civils d'arrondissement

Après avoir rendu une décision de mesures protectrices de l'union conjugale, autorisant notamment les époux à vivre séparés et confiant la garde des enfants à la mère, le président d'un tribunal civil d'arrondissement du canton a été abordé par la police cantonale des étrangers lui demandant une copie de sa décision. Ce service exposait à l'appui de sa demande que, selon ses informations, trois enfants n'étaient en réalité pas ceux du couple et avaient obtenu une autorisation de séjour sur la base de fausses indications. La décision de mesures protectrices du président devait permettre de vérifier l'exactitude de ces informations et de régler les conditions de séjour des trois enfants.

La police cantonale des étrangers fondait sa demande sur l'art. 15 du Règlement de la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers (RSEE, RS 142.201), aux termes duquel les autorités de police et les autorités judiciaires sont tenues de signaler à la police cantonale des étrangers les faits qui paraissent rendre indésirable ou contraire aux prescriptions sur la police des étrangers la présence en Suisse d'un étranger.

Le président du tribunal relevait de son côté qu'il est, de par la loi cantonale, soumis au secret de fonction et qu'à son avis, la disposition précitée, contenue dans un règlement d'exécution d'une loi fédérale et prévoyant l'obligation de renseigner, ne constitue pas une base légale suffisante pour déroger à la loi cantonale instituant le secret de fonction. Il a demandé au Tribunal cantonal de se prononcer sur la question.

Nous avons abordé la Préposée cantonale à la protection des données. Celle-ci relève en bref ce qui suit. Les procédures judiciaires en cours sont exclues du champ d'application de la loi cantonale sur la protection des données (LPrD, RSF 17.1); cette loi n'est applicable qu'aux procédures closes (cf. art. 2 al. 2 let. b LPrD). Des données personnelles ne peuvent être communiquées systématiquement que si une disposition légale le prévoit ou, dans un cas d'espèce, notamment si l'organe public qui demande les données en a besoin pour l'accomplissement de sa tâche

(art. 10 al. 1 let. a LPrD). Ne constituant pas une base légale au sens formel, l'art. 15 RSEE ne peut pas fonder la transmission systématique d'informations. Il permet simplement l'échange d'informations lorsque le juge estime qu'elles sont nécessaires à l'autorité administrative.

Pour l'Office fédéral des étrangers (OFE), auquel la question a également été soumise, il appartient au contraire à la police des étrangers, et non pas au juge requis, de déterminer quelles informations doivent être fournies; sinon, l'art. 15 RSEE serait vidé de son sens.

Tout bien considéré, le Tribunal cantonal est d'avis que l'art. 15 RSEE ne constitue pas une base légale suffisante pour la communication systématique d'une décision ou de l'intégralité d'un dossier civil à la police des étrangers. Cette disposition permet seulement l'échange d'informations et la production de certaines pièces du dossier. Le juge ne doit pas s'y opposer sans motifs pertinents.

Fribourg, le 17 septembre 2002

Le Greffier :  
**Henri Angéloz**

Le Président :  
**Pierre Corboz**

**Behördliche Anzeigepflicht gemäss Art. 15 ANAV  
– Mitteilung von Urteilen oder Akten an die  
Fremdenpolizei  
Kreisschreiben des Kantonsgerichts**

---

An die Präsidenten der Bezirkszivilgerichte

Nach Erlass einer Verfügung betreffend Eheschutzmassnahmen, mit dem er insbesondere die Ehegatten zum Getrenntleben ermächtigt und die Kinder unter die Obhut der Mutter gestellt hatte, wurde der Präsident eines Freiburger Bezirkszivilgerichts von der kantonalen Fremdenpolizei um Zustellung einer Kopie seiner Verfügung ersucht. Zur Begründung ihres Gesuchs führte diese Behörde aus, dass gemäss den ihr bekannten Informationen drei der Kinder nicht jene der Ehegatten seien und eine Aufenthaltsbewilligung gestützt auf falsche Angaben erwirkt hätten. Die Präsidialverfügung betreffend die Eheschutzmassnahmen würde ihr erlauben, die Richtigkeit dieser Informationen zu überprüfen und die Bedingungen des Aufenthalts der drei Kinder zu regeln.

Die kantonale Fremdenpolizei stützte ihr Gesuch auf Art. 15 der Vollziehungsverordnung zum Bundesgesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer (ANAV, SR 142.201). Gemäss dieser Bestimmung sind die Polizei- und Gerichtsbehörden verpflichtet, der kantonalen Fremdenpolizei Mitteilung zu machen von Tatsachen, nach denen die Anwesenheit eines Ausländers als unerwünscht oder den fremdenpolizeilichen Vorschriften zuwiderlaufend erscheinen kann.

Der Gerichtspräsident wies seinerseits darauf hin, dass er aufgrund kantonalen Rechts dem Amtsgeheimnis unterworfen sei und dass seines Erachtens die angeführte Bestimmung, die in einer Vollziehungsverordnung eines Bundesgesetzes enthalten ist und eine Anzeigepflicht vorsieht, keine hinreichende gesetzliche Grundlage darstelle, um von einem kantonalen Gesetz abzuweichen, welches das Amtsgeheimnis vorsieht. Der Gerichtspräsident ersuchte das Kantonsgericht, sich zu dieser Frage zu äussern.

Das Kantonsgericht hat sich an die kantonale Datenschutzbeauftragte gewendet, die zusammengefasst Folgendes ausführt: Hängige Gerichtsverfahren fallen nicht in den Geltungsbereich des kantonalen Gesetzes über den Datenschutz (DSchG, SGF 17.1); dieses Gesetz ist nur auf abgeschlossene Verfahren anwendbar (Art. 2 Abs. 2 lit. b DSchG). Personendaten dürfen nur dann systematisch bekannt gegeben werden, wenn eine gesetzliche Bestimmung es vorsieht oder, im Einzelfall, insbesondere dann, wenn das öffentliche Organ, das die Daten anfordert, diese für die Erfüllung seiner Aufgabe benötigt (Art. 10 Abs. 1 lit. a DSchG). Da Art. 15 ANAV keine gesetzliche Grundlage im formellen Sinn darstellt, kann sich die systematische Übermittlung von Informationen nicht auf diese Bestimmung stützen. Sie erlaubt den Informationsaustausch nur dann, wenn der Richter der Ansicht ist, dass diese Informationen für die Verwaltungsbehörde unentbehrlich sind.

Gemäss Bundesamt für Ausländerfragen (BFA), dem diese Frage ebenfalls unterbreitet wurde, obliegt es im Gegenteil der Fremdenpolizei und nicht dem ersuchten Richter, zu bestimmen, welche Informationen zu übermitteln sind, da andernfalls Art. 15 ANAV seines Sinnes entleert würde.

Nach sorgfältiger Erwägung aller Umstände ist das Kantonsgericht der Ansicht, dass Art. 15 ANAV keine hinreichende gesetzliche Grundlage für die systematische Mitteilung eines Urteils oder der vollständigen Zivilakten an die Fremdenpolizei darstellt. Diese Bestimmung erlaubt einzig den Informationsaustausch und die Übermittlung einzelner Aktenstücke. Entsprechenden Gesuchen sollte sich der Richter indes nur dann widersetzen, wenn dafür stichhaltige Gründe vorliegen.

Freiburg, 17. September 2002

Der Gerichtsschreiber :  
**Henri Angéloz**

Der Präsident :  
**Pierre Corboz**

# Préarchivage des dossiers de la justice de paix

## Lettre-circulaire du Tribunal cantonal

---

Aux Justices de paix du canton de Fribourg

Lors des inspections effectuées par le Tribunal cantonal en 2001, certaines Justices de paix ont évoqué la question de l'archivage des dossiers.

Le Tribunal cantonal a adopté le 25 septembre 2000 des Directives sur le préarchivage des dossiers judiciaires et leur versement aux archives (RSF 131.0.421; Feuille officielle n° 49 du 8 décembre 2000).

Ces Directives s'adressent aux organes du pouvoir judiciaire placés sous la surveillance du Tribunal cantonal (art. 2 al. 1), donc aussi aux justices de paix.

Chaque organe préarchive les dossiers issus de ses activités et en assure la conservation et la protection par toute mesure permettant d'assurer leur sécurité (art. 3 al. 1). Les dossiers civils doivent être conservés pendant trente ans (art. 6 al. 2). Les dossiers de l'autorité tutélaire sont assimilés aux dossiers civils. Tous les dix ans, les organes du pouvoir judiciaire s'adressent au Tribunal cantonal qui décide du dessaisissement des dossiers arrivés au terme de leur durée de conservation. Le Tribunal cantonal requiert alors l'intervention des Archives de l'Etat. L'archiviste cantonal décide, avec la collaboration de l'organe concerné, de l'archivage ou de la destruction des dossiers (art. 7 al. 1 et 3).

Lorsque les Justices de paix ne disposent plus d'une place suffisante dans leur local d'archives, elles s'adresseront donc au Tribunal cantonal qui décidera du dessaisissement si la durée de conservation est écoulée.

Quant aux pièces comptables concernant les pupilles, remises par le tuteur, le curateur ou le conseil légal, elles doivent être conservées tant que dure la mesure tutélaire. Elles peuvent être détruites dix ans après la fin de celle-ci (cf. art. 962 CO).

Fribourg, le 15 mars 2002

Le Greffier :  
**Henri Angéloz**

Le Président :  
**Pierre Corboz**

# **Vorarchivierung der Gerichtsakten der Friedensgerichte**

## **Kreisschreiben des Kantonsgerichts**

---

An die Friedensgericht des Kantons Freiburg

Anlässlich der vom Kantonsgericht im Jahr 2001 durchgeführten Inspektionen ist von verschiedenen Friedensgerichten die Frage der Archivierung von Gerichtsakten aufgeworfen worden.

Das Kantonsgericht hat am 25. September 2000 Richtlinien über die Vorarchivierung von Gerichtsakten und deren Ablieferung an das Staatsarchiv verabschiedet (SGF 131.0.421; Amtsblatt Nr. 49 vom 8. Dezember 2000).

Diese Richtlinien richten sich an die Organe der Justiz, die der Aufsicht des Kantonsgerichts unterstellt sind (Art. 2 Abs. 1), und somit auch an die Friedensgerichte.

Jedes Organ archiviert die aus seiner Tätigkeit hervorgegangenen Akten vor; es gewährleistet deren Aufbewahrung und schützt deren Sicherheit mit allen zur Verfügung stehenden Mitteln (Art. 3 Abs. 1). Zivilakten werden während 30 Jahren aufbewahrt (Art. 6 Abs. 2). Akten der Vormundschaftsbehörde sind Zivilakten gleichgestellt. Alle zehn Jahre wenden sich die Organe der Justiz an das Kantonsgericht, das über die Abtretung jener Akten entscheidet, deren Vorarchivierungsdauer verstrichen ist. Das Kantonsgericht gelangt alsdann an das Staatsarchiv. Der Staatsarchivar entscheidet unter Mitwirkung des betroffenen Organs über die Archivierung oder die Vernichtung der Akten (Art. 7 Abs. 1 und 3).

Verfügen die Friedensgerichte in ihren Archivräumen nicht mehr über genügend Platz, können sie sich folglich an das Kantonsgericht wenden, welches über die Abtretung jener Akten entscheidet, deren Vorarchivierungsdauer verstrichen ist.

Was die vom Vormund, Beistand oder Beirat vorgelegten, das Mündelvermögen betreffenden Buchungsbelege angeht, so müssen so lange aufbewahrt werden, als die vormundschaftliche Massnahme andauert. Sie können zehn Jahre nach deren Ende vernichtet werden (vgl. Art. 962 OR).

Freiburg, 15. März 2002

Der Gerichtsschreiber :  
**Henri Angéloz**

Der Präsident :  
**Pierre Corboz**



## **Tenue des procès-verbaux en matière pénale**

### **Lettre-circulaire du Tribunal cantonal**

---

Aux Présidents des tribunaux pénaux d'arrondissement et de la Chambre pénale des mineurs

Nous vous avons consulté à ce propos le 27 juin 2002. Les réponses aux questions posées peuvent se résumer ainsi. Les procès-verbaux sont tenus dans la majorité des cas de manière manuscrite. Ils ne sont pas dictés par le président et ne devraient pas l'être. Le minotaire ne doit pas être produit systématiquement, mais seulement sur ordre du tribunal ou de la Cour d'appel en cas de divergence entre le procès-verbal manuscrit et le document dactylographié.

La tenue du procès-verbal est régie par les art. 53 ss CPP ainsi que, dans toute la mesure compatible avec l'actuel code de procédure pénale, par la circulaire du Tribunal cantonal de septembre 1979 et son complément du 5 mai 1995. Le procès-verbal doit être rédigé séance tenante et signé par le président et le greffier (art. 54 CPP). Pour le reste, il y a lieu de distinguer le procès-verbal manuscrit du procès-verbal pris sur support informatique.

Le procès-verbal manuscrit doit être pris sur un minotaire ou un cahier. Lorsque, pour des raisons pratiques, il est tenu sur des feuilles volantes (par exemple, lors d'inspections des lieux), celles-ci doivent par la suite être jointes au minotaire ou au cahier.

Lorsque le procès-verbal est tenu sur support informatique, un exemplaire non corrigé - signé conformément à la loi - doit être imprimé à la fin de la séance et conservé dans un classeur.

La transcription dactylographiée du procès-verbal manuscrit ou la version corrigée du procès-verbal pris sur support informatique - dans les deux cas, hormis le remplacement d'abréviations par des mots ou expressions in extenso, seules sont admises des corrections de fautes de langage sans portée sur le sens des déclarations (cf. circulaire de 1979) - figurera au dossier. Le procès-verbal pris en séance n'y est pas joint, sauf sur ordre du juge, donné d'office ou à la suite d'une requête d'une partie.

Fribourg, le 18 décembre 2002

Le Greffier :  
**Henri Angéloz**

Le Président :  
**Pierre Corboz**

# **Führung der Verhandlungsprotokolle in Strafsachen**

## **Kreisschreiben des Kantonsgerichts**

---

An die Präsidenten der Bezirksstrafgerichte und der Jugendstrafkammer

Wir haben Sie in obgenannter Angelegenheit am 27. Juni 2002 um Ihre Stellungnahme ersucht. Ihre Antworten auf die gestellten Fragen können wie folgt zusammengefasst werden: In den meisten Fällen werden die Verhandlungsprotokolle handschriftlich geführt. Deren Inhalt wird von den Gerichtspräsidenten nicht diktiert, was auch nicht der Fall sein sollte. Das Protokollheft (bzw. die Urfassung des mit Hilfe eines Textverarbeitungssystems erstellten Protokolls) sollte nicht systematisch zu den Akten genommen werden, sondern einzig auf Anordnung des Bezirksstrafgerichts bzw. des Strafappellationshofs in jenen Fällen, in denen das handschriftliche Protokoll (bzw. die Urfassung) mit der getippten (bzw. endgültigen) Version nicht übereinstimmt.

Die Führung der Verhandlungsprotokolle ist in den Art. 53 ff. StPO sowie, soweit dies mit der aktuellen Strafprozessordnung vereinbar ist, im Kreisschreiben des Kantonsgerichts von September 1979 und in dessen Ergänzung vom 5. Mai 1995 geregelt. Das Protokoll wird unverzüglich verfasst und vom Verfahrensleiter und vom Protokollführer unterzeichnet (Art. 54 StPO). Darüber hinaus ist zwischen den handschriftlichen und den mit Hilfe eines Textverarbeitungssystems erstellten Protokollen zu unterscheiden.

Handschriftliche Protokolle sind in einem Protokollheft aufzunehmen. Wird ein Protokoll aus praktischen Gründen (z.B. im Fall einer Ortsbesichtigung) auf losen Blättern erstellt, sind diese später dem Protokollheft beizufügen.

Wird das Protokoll mit Hilfe eines Textverarbeitungssystems erstellt, so ist nach Sitzungsende eine unkorrigierte Urfassung des Protokolls auszudrucken, zu unterschreiben und in einem Ordner aufzubewahren.

Die getippte Fassung des handschriftlichen Protokolls oder die korrigierte Fassung des mit Hilfe eines Textverarbeitungssystems erstellten Protokolls wird zu den Akten gegeben. In beiden Fällen ist - abgesehen von der vollständigen Wiedergabe von Abkürzungen oder Kurzbegriffen - nur die Verbesserung von sprachlichen Fehlern zulässig, die auf den Sinn der Aussagen keine Auswirkungen haben (vgl. Kreisschreiben von 1979). Das während der Verhandlung erstellte Protokoll wird nicht zu den Akten gegeben, es sei denn, dies werde vom Richter von Amtes wegen oder auf Ersuchen einer Partei angeordnet.

Freiburg, 18. Dezember 2002

Der Gerichtsschreiber :  
**Henri Angéloz**

Der Präsident :  
**Pierre Corboz**

**Production des listes de frais,  
art. 241 al. 1 CPP**  
Lettre-circulaire de la Cour d'appel pénal

---

A l'Ordre des avocats fribourgeois

Aux termes de l'art. 241 al. 1 CPP, en cas de recours ou de révision devant l'autorité statuant en dernière instance cantonale, cette autorité alloue, sur requête, à la partie qui obtient gain de cause une indemnité pour les frais nécessités par la défense de ses intérêts devant cette instance.

L'art. 241 al. 3 CPP prévoit que la requête d'indemnité doit être présentée avant le prononcé de la décision et que l'autorité fixe l'indemnité selon sa libre appréciation, dans les limites du tarif arrêté par le Conseil d'Etat.

Selon l'art. 4 du Tarif du 16 novembre 1998 des indemnités de partie en matière pénale (RSF 32.16), la personne qui demande une indemnité doit faire parvenir à l'autorité un récapitulatif des opérations effectuées et, au besoin, les pièces justificatives des débours engagés.

Dès lors, la Cour d'appel pénal invite les défenseurs choisis, requérant pour leur client une indemnité de partie, à déposer leur liste de frais au plus tard le jour de la séance consacrée à la clôture de la procédure et aux plaidoiries.

Dans les affaires où la Cour d'appel pénal peut statuer sans débats (art. 217 CPP), ces listes seront produites en même temps que le dépôt des écritures.

A toutes fins utiles, nous relevons que ces directives ne sont pas applicables au défenseur d'office en matière pénale. En effet, selon la jurisprudence actuelle, les frais nécessités par la défense d'une partie qui a eu gain de cause et qui est assistée d'un défenseur d'office sont indemnisés uniquement en application de la loi sur l'assistance judiciaire (RFJ 2001 p. 76).

Fribourg, le 9 juillet 2002

Le Greffier :  
**Charles Geismann**

Le Président :  
**Alexandre Papaux**

**Einreichung der Kostenlisten,  
Art. 241 Abs. 1 StPO**  
Rundschreiben des Strafappellationshofes

---

An den Freiburgischen Anwaltsverband

In den Beschwerde-, Berufungs- oder Revisionsverfahren vor einer als letzte kantonale Instanz entscheidenden Behörde spricht diese der obsiegenden Partei auf Gesuch eine Entschädigung für die Kosten zu, welche die Wahrung ihrer Interessen in dieser Instanz erforderten (Art. 241 Abs. 1 StPO).

Das Gesuch um eine Parteientschädigung muss eingereicht werden, bevor der Entscheid getroffen ist. Die Behörde setzt die Entschädigung im Rahmen des vom Staatsrat erlassenen Tarifs nach freiem Ermessen fest (Art. 241 Abs. 3 StPO).

Laut Art. 4 des Tarifs vom 16. November 1998 der Parteientschädigungen in Strafsachen (SGF 32.16) muss, wer eine Parteientschädigung verlangt, der Behörde eine Zusammenstellung der ausgeführten Verrichtungen und wenn nötig die Belege für die Barauslagen zukommen lassen.

Die gewählten Verteidiger, die namens ihres Mandanten eine Parteientschädigung beantragen, werden deshalb vom Strafappellationshof aufgefordert, ihre Kostenliste spätestens am Tag jener Sitzung einzureichen, die dem Abschluss des Beweisverfahrens und den Parteivorträgen gewidmet ist.

In den Angelegenheiten, in denen der Strafappellationshof ohne Verhandlung entscheiden kann (Art. 217 StPO), sind die Kostenlisten zusammen mit den Rechtsschriften einzureichen.

Schliesslich weisen wir darauf hin, dass diese Richtlinien auf amtliche Verteidiger in Strafsachen keine Anwendung finden. Denn gemäss der geltenden Rechtsprechung wird der notwendige Aufwand für die Vertretung einer obsiegenden, von einem amtlichen Verteidiger verbeiständeten Partei ausschliesslich in Anwendung des Gesetzes über die unentgeltliche Rechtspflege entschädigt (FZR 2001 S. 76).

Freiburg, 9. Juli 2002

Der Gerichtsschreiber :  
**Charles Geismann**

Der Präsident :  
**Alexandre Papaux**

**Frais judiciaires en matière de divorce par  
requête commune avec accord complet**  
Recommandations  
de la Cour de modération

---

Aux Présidents des tribunaux civils d'arrondissement

Selon l'art. 2 al. 1 et 2 du Tarif des frais judiciaires en matière civile (RSF 135.11), les émoluments de justice sont des taxes dues pour les opérations accomplies par le juge civil et ils sont arrêtés "eu égard notamment à la valeur litigieuse et à la complexité de la procédure". L'art. 13 al. 2 de ce Tarif prescrit que le président du tribunal perçoit, pour les causes qui lui sont soumises selon l'art. 140 LOJ, un émoluments, fixé selon l'art. 10 du Tarif, de 100 à 12'500 francs qui peut être augmenté jusqu'au double du maximum prévu (art. 10 al. 2).

Il ressort de l'enquête menée par la Cour de modération que les frais (émolument et débours) perçus en matière de divorce par requête commune avec accord complet vont de 650 francs à 1'200 francs. De telles différences sont de nature à donner une image peu satisfaisante de la justice dans le canton. Une harmonisation est dès lors souhaitable. C'est pourquoi la Cour de modération a décidé d'émettre des recommandations dans ce domaine.

La Cour de modération du Tribunal cantonal recommande aux présidents des tribunaux d'arrondissement de percevoir un émoluments (débours en sus) de 700 francs en matière de divorce par requête commune avec accord complet, lorsque la procédure est introduite dès le départ sous cette forme. Dans des situations exceptionnelles, cet émoluments pourra être augmenté ou diminué. En revanche, l'audition d'enfants ne devrait en principe pas donner lieu à une majoration de l'émoluments.

Fribourg, le 7 novembre 2002

La Greffière :  
**Catherine Overney**

Le Président :  
**Alexandre Papaux**

# **Gerichtskosten bei Scheidungen auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung**

## **Empfehlungen des Moderationshofes**

---

An die Präsidenten der Bezirkszivilgerichte

Gemäss Art. 2 Abs. 1 und 2 des Tarifs der Gerichtskosten in Zivilsachen (SGF 135.11) sind die Gerichtsgebühren geschuldete Taxen für Amtshandlungen, die vom Zivilrichter vorgenommen wurden; sie werden "namentlich unter Berücksichtigung des Streitwertes und der Kompliziertheit des Verfahrens" festgesetzt. Art. 13 Abs. 2 dieses Tarifs sieht vor, dass der Gerichtspräsident in den Angelegenheiten, die ihm in Anwendung von Art. 140 GOG unterbreitet werden, eine Gebühr erhebt, die gemäss Art. 10 des Tarifs zwischen 100 bis 12'500 Franken beträgt und bis zum Doppelten des vorgesehenen Höchstbetrages erhöht werden kann (Art. 10 Abs. 2 Tarif).

Der Moderationshof hat aufgrund einer Umfrage festgestellt, dass sich die Gerichtskosten (Gebühr und Auslagen), die bei Scheidungen auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung erhoben werden, zwischen 650 und 1200 Franken bewegen. Solche Unterschiede sind kaum geeignet, der Öffentlichkeit ein befriedigendes Bild von der Rechtsprechung in unserem Kanton zu vermitteln. Eine Harmonisierung ist folglich wünschenswert. Der Moderationshof hat deshalb beschlossen, in diesem Bereich Empfehlungen zu erlassen.

Der Moderationshof des Kantonsgerichts empfiehlt den Präsidenten der Bezirkszivilgerichte, bei Scheidungen auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung eine Gerichtsgebühr von 700 Franken zu erheben (zuzüglich der Auslagen), sofern die Scheidung von Anfang an unter diesem Titel beantragt wurde. In Ausnahmefällen kann diese Gebühr erhöht oder herabgesetzt werden. Hingegen sollte die Anhörung der Kinder grundsätzlich nicht zu einer Erhöhung der Gebühr führen.

Freiburg, 7. November 2002

Die Gerichtsschreiberin :  
**Catherine Overney**

Der Präsident :  
**Alexandre Papaux**